

Live page 4

DÉBAT Le parti du chancelier Kohl, la CDU-CSU, rendra publics, mardi 13 juin, deux nouveaux documents sur l'avenir de l'Europe. Ces textes sont beaucoup plus prudents

que celui qui, en septembre dernier, avait provoqué de vives réactions par ses références au fédéralisme et sa proposition de constitution d'un « noyau dur » de l'Union. Le gouver-

nement de Bonn a renoncé à adopter le 13 juin des propositions concernant la réforme des institutions de l'Union. ● A L'ISSUE DU DERNIER qui rassemblait, vendredi à

l'Elysée, les dirigeants européens, le président de la République, Jacques Chirac, a annoncé qu'il proposerait, lors du sommet de Sept à Halifax, qu'une nouvelle réunion du G7 sur

l'emploi soit organisée début 1996. ● JACQUES CHIRAC et John Major ont évoqué, au cours de ce dîner, la mise sur pied de la Force de réaction rapide en Bosnie.

Le parti de Helmut Kohl lance de nouvelles propositions sur l'Europe

Les termes de « fédéralisme » et de « noyau dur » ne figurent pas dans les deux documents que vont publier les chrétiens-démocrates. L'Allemagne est soucieuse de ne pas heurter certains partenaires, dont la France

BONN

Plus que jamais, les dirigeants allemands estiment que l'avenir de l'Europe passe par l'intégration d'un ensemble de pays aux institutions communes renforcées, notamment en ce qui concerne la politique étrangère, la défense, les questions liées au contrôle de l'immigration et à la lutte contre la criminalité. Telle est l'une des toutes premières priorités politiques du chancelier Kohl, à l'approche de la conférence intergouvernementale de 1996.

C'est dans ce contexte que doit prendre place la publication, par le groupe parlementaire chrétien-démocrate au Bundestag, de deux nouveaux documents sur l'avenir de l'Europe. Cet ensemble de propositions sur le renforcement des institutions européennes fait l'objet, depuis plusieurs semaines, d'une élaboration pointilleuse. Les textes de la CDU/CSU prévoient d'étendre le principe du vote à la majorité aux questions relevant de la politique étrangère de l'Union européenne – afin d'accélérer les prises de décision – et d'étendre les possibilités de contrôle du Parlement européen. Il s'agit aussi, dans un deuxième texte, de renforcer le caractère européen des législations concernant l'asile et l'immigration.

Deux textes – le premier sur la politique étrangère, le second sur les affaires intérieures – doivent être publiés, mardi 13 juin à Berlin, à l'issue d'un conseil du groupe parlementaire CDU/CSU auquel participera le chancelier Kohl. On a beaucoup parlé, à ce propos, d'un deuxième « document Schöblich-Lamers », du nom de Wolfgang Schöblich et Karl Lamers, auteurs de la « bombe » qui avait été publiée le 1^{er} septembre 1994, et qui avait déclenché, partout en Europe, un vaste débat, violemment contradictoire, sur le « noyau dur » et sur le caractère fédéral des futures institutions européennes. La démarche d'aujourd'hui est beaucoup plus prudente. En septembre, le chancelier Kohl avait refusé, contrairement à cette fois-ci, d'être associé trop directement aux réflexions de ses amis du Bundestag. Cette fois, il n'est plus du tout question d'effrayer l'opinion européenne en parlant d'un « noyau dur » de cinq à six pays excluant l'Italie et la Grande-Bretagne.

Le chancelier, soucieux de ne pas déplaire à Paris (surtout de vouloir désormais faire davantage cause commune avec Londres), devait rayer du texte tout ce qui peut évoquer de près ou de loin une approche « fédéraliste » des institutions européennes. Il n'est plus



question de confier à la Commission européenne des tâches qui pourraient en faire un embryon de gouvernement européen, notamment en matière de politique étrangère. « Les dirigeants allemands essaient en ce moment de trouver de nouvelles références sémantiques, entre l'intergouvernemental et le fédéral », selon un observateur extérieur.

Les inspirateurs de la pensée européenne du groupe parlementaire CDU/CSU estiment d'ailleurs que l'idée du « noyau dur » est désormais un « acquis ». Ne s'agit-il pas de l'habiller autrement en parlant, cette fois-ci, d'une extension du vote à la majorité ? Étendre le vote à la majorité, ce n'est rien d'autre, au fond, que permettre à un petit groupe de pays de mener la danse

en Europe. Selon l'un des auteurs du nouveau document de la CDU/CSU, « on ne peut imaginer que des décisions prises à la majorité s'appliquent contre la volonté d'un grand pays ». Le G7, par exemple, n'aurait pas pu s'appliquer à la majorité du Conseil contre la décision de la France. Le principe devrait donc plutôt servir à forcer les petits pays à s'associer aux décisions de la majorité, avec l'idée d'une « abstention constructive » quand un gouvernement estime ne pas être en mesure de participer au vote de ses partenaires (ce principe devrait notamment s'appliquer aux décisions d'intervention militaire).

PRAGMATISME

Cette nouvelle réflexion européenne se veut pragmatique et opérationnelle : « Nous ne cherchons pas à provoquer les esprits. Il s'agit plutôt d'apporter notre contribution à une plus vaste discussion », dit-on à Bonn.

Avec la création d'un « secrétariat général de la politique étrangère et de sécurité commune », l'Union serait dotée, selon la CDU/CSU, d'une « instance d'analyse et de planification ». Le but : « renforcer l'efficacité et la cohérence » des décisions prises par les présidences successives du Conseil européen. La CDU/CSU insiste sur la nécessité

d'une véritable politique de défense commune, avec le projet de « fusionner » à terme l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et l'Union européenne. Afin d'assurer la cohérence du lien transatlantique, tous les pays membres de l'UEO devraient également être membres de l'OTAN.

La nouvelle approche des dirigeants allemands est beaucoup moins ambitieuse qu'un mois de septembre dernier. D'ailleurs le député Karl Lamers, porte-parole du groupe parlementaire CDU/CSU en matière de politique étrangère, estime que ses idées (largement fédéralistes) ont été en partie trahies par le nouveau cours imposé par le chancelier. Ce dernier s'appuie de plus en plus sur le député et ancien ministre de l'Intérieur Rudolf Seiters pour imposer ses vues de politique étrangère au groupe parlementaire chrétien-démocrate. Autre indice de la prudence des dirigeants allemands : le conseil des ministres de Bonn devait également, mardi prochain, adopter un ensemble de propositions définissant la position allemande en vue de la conférence de 1996. Cette idée a été provisoirement abandonnée afin, semble-t-il, d'éviter la moindre friction avec les pays partenaires.

Lucas Delattre

Seize couverts à l'Elysée pour un séminaire européen

ILS AVIENENT ACCEPTÉ tous de venir au pied levé, à la veille d'échéances importantes, participer à l'Elysée à un tour de table avec le nouveau chef de l'Etat français, Jacques Chirac, qui assure la présidence de l'Union européenne. L'agenda européen est chargé. Le lancement de la semaine dernière à Messine des négociations sur la future réforme des institutions, la publication du Livre vert de la Commission sur la monnaie unique sont venus ces derniers jours témoigner que l'Europe avait une nouvelle fois rendez-vous avec elle-même.

A quelques jours du sommet des pays industrialisés de Halifax, où l'Europe et les Etats-Unis se retrouveront face à face, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne avaient toutes les raisons de vouloir faire le point entre eux. Il ne leur était pas plus inutile de se rendre compte par eux-mêmes du vent qui souffle en France un mois après l'interminable du nouveau président de la République. Si l'on en juge par la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue de la rencontre, c'est un message volontariste que leur a délivré le successeur de François Mitterrand.

« L'Europe doit progresser sans cesse », a souligné le président, en affirmant sa conviction qu'elle aura « beaucoup de mal à se relever si elle devait essayer un échec » lors de la conférence intergouvernementale de 1996 sur la réforme de ses institutions.

qui sont prêts à y-t-il dit. Les responsables européens ont évoqué les deux grandes étapes européennes que vont être la réforme des institutions et la mise en place de la monnaie commune à la fin de la décennie. Il leur faut pour cela s'en tenir le plus possible aux disciplines acceptées par tous en matière économique et monétaire. Jacques Chirac a indiqué que même John Major, le premier ministre britannique, dont le pays a refusé jusqu'à présent tout engagement en matière monétaire, avait assuré ses pairs que la Grande-Bretagne se conformerait dans sa politique économique aux critères de convergence définis par Maastricht. A en croire le président de la Commission, Jacques Santer, le scénario proposé par la Commission, dans son Livre vert, pour assurer le passage à la monnaie unique a reçu un bon accueil.

Ce scénario sera discuté à la fin du mois au sommet européen de Cannes, sans toutefois qu'il faille à ce stade attendre des décisions définitives. Jacques Chirac a laissé entendre que ce ne serait pas la question du nom de la monnaie unique serait tranchée. A propos des institutions, il a émis le vœu que les quinze ne s'attardent pas en chemin. Il a souhaité ainsi que la Conférence intergouvernementale soit terminée dès l'été 1996, un délai qui paraissait jusqu'à présent hautement improbable.

M. Chirac a d'autre part annoncé qu'il proposerait, lors du sommet des sept pays les plus industrialisés auquel il participera du 15 au 17 juin, que soit organisée début 1996 une nouvelle réunion sur l'emploi, du type de celle qui avait eu lieu à Detroit, en 1994.

« LE MONSTRUEUX LOCH NESS » Plaidant pour une Europe capable de prendre en compte les préoccupations de ses citoyens, Jacques Chirac a jugé « un peu ridicule » qu'aucun des quatorze projets de grands réseaux européens discutés lors des deux derniers sommets européens pour relancer l'emploi n'ait pu encore démarrer parce qu'il y a des problèmes de financement. « Le résultat est que tout est bloqué. C'est le monstre du Loch Ness : on en parle beaucoup mais on ne le voit jamais. Nous sommes convenus que cela ne pouvait pas durer et qu'il fallait que l'on engage les travaux soit en réduisant l'importance des projets pour qu'ils entrent dans l'enveloppe, soit en commençant par ceux

qui sont prêts à y-t-il dit. Les responsables européens ont évoqué les deux grandes étapes européennes que vont être la réforme des institutions et la mise en place de la monnaie commune à la fin de la décennie. Il leur faut pour cela s'en tenir le plus possible aux disciplines acceptées par tous en matière économique et monétaire. Jacques Chirac a indiqué que même John Major, le premier ministre britannique, dont le pays a refusé jusqu'à présent tout engagement en matière monétaire, avait assuré ses pairs que la Grande-Bretagne se conformerait dans sa politique économique aux critères de convergence définis par Maastricht. A en croire le président de la Commission, Jacques Santer, le scénario proposé par la Commission, dans son Livre vert, pour assurer le passage à la monnaie unique a reçu un bon accueil.

« L'Europe doit progresser sans cesse », a souligné le président, en affirmant sa conviction qu'elle aura « beaucoup de mal à se relever si elle devait essayer un échec » lors de la conférence intergouvernementale de 1996 sur la réforme de ses institutions.

H. de B.

Jours tranquilles à Belgrade

En dépit de l'embargo, la capitale serbe offre l'apparence d'une vie presque « normale »

BELGRADE

Les orchestres de rue s'animent, les bars se remplissent, les badauds sont nombreux. Une ordinaire veille de week-end dans le centre de Belgrade que nul écho de guerre, nulle trace d'embargo, ne semblent troubler. Dans les galeries commerçantes les boutiques sont achalandées. Les automobilistes, à voir les embouteillages de chaque début d'après-midi, ne paraissent pas menacés par la pénurie de carburant. Par quel miracle la capitale de la République fédérale de Yougoslavie, après trois ans d'embargo, parvient-elle à présenter cette apparence de calme et d'abondance ?

« L'une des réponses se trouve dans la banlieue, dans les cours de ferme où l'on cultive maintenant le jergon », assure en forme de boutade un diplomate de Belgrade. Bien sûr, le marché noir est florissant. Dans ces cours, certains, comme Milan, entreprennent de vendre des litres d'essence achetée en Serbie, en Hongrie ou en Roumanie. Milan, ancien plombier, s'est reconverti avec quelques amis dans ce lucratif petit trafic. Il connaît, comme la plupart des automobilistes, les couloirs de « son » pétrole. « L'essence serbe est verte, la hongroise rouge et la roumaine jaune ». Comme la moitié de la population active, Milan a été mis en

« vacances forcées » avec maintien d'une partie de son salaire. « Les entreprises n'ont pas le droit de licencier en raison de l'embargo, explique-t-il, mais elles n'ont pas non plus les moyens de nous payer un plein salaire à ne rien faire. Il nous faut trouver de quoi nous occuper et surtout améliorer l'ordinaire. »

Les métiers de substitution ont donc fleuri, tout comme les kiosques et étalages sauvages le long des rues, au point que l'économie parallèle « représente dorénavant entre le tiers et la moitié du PNB du pays », assure l'économiste Milan Djokic. D'autant qu'aux « petits » comme Milan s'ajoutent les commerçants qui vont en Italie, où le visa n'est pas obligatoire, pour approvisionner leurs magasins. En haut de l'échelle, moins visibles si ce n'est par les puissantes et luxueuses limousines qu'ils exhibent dans les rues de Belgrade, de gros trafiquants exercent, eux, dans le domaine des devises, des voitures ou des pièces détachées en tous genres et font enregistrer leur société à Chypre.

« L'état des vitrines ne doit cependant pas masquer les réels dommages enregistrés par l'industrie », souligne un observateur. Entre 1990 et 1994, la production de voitures, de camions et de tracteurs a, par exemple, été divisée par douze, comme celle de certains produits chimiques. Cette chute vertigineuse, le manque d'entretien, dans les centrales électriques par exemple, auront des effets néfastes pendant plusieurs années. Mais en plus d'une agriculture qui a toujours été excédentaire, le marché noir permet de passer au plus pressé, et le pays est en passe d'obtenir une faible remontée de sa production industrielle que les prévisions des experts situent autour de 2 % pour 1995.

RECONNAISSANCE OU PAS LA BOSNIE

« Nous sommes en fait en train d'achever la criminalisation de la société », affirme Miljenko Dereta, le président de l'Alliance civique de Serbie (opposition au centre). Et il ne faut pas oublier que les prix restent le plus souvent inaccessibles pour les salaires moyens. « Le paradoxe de cette situation fait écrire au quotidien d'opposition Nasa Porba que le régime ne serait pas si pressé d'obtenir une levée des sanctions, profitables à certains amis du régime qui ont constitué de véritables monopoles,

et cache-misère commode pour éviter une remise en question des priorités du gouvernement. Du côté du parti au pouvoir, une telle assertion est bien évidemment balayée. « Ces sanctions encouragent en fait les partis à des actes guerriers et amoindrissent surtout notre influence

un geste en relâchant des otages qui constitueraient une seule ressource possible aux bombardements ». D'une éventuelle levée des sanctions, elle n'attend pas grand-chose : « Le peuple serbe n'en tirera pas beaucoup de profits dans l'immédiat. »

Professeur d'économie à la faculté

Carl Bildt devient le médiateur des Européens

Les dirigeants européens réunis à l'Elysée ont approuvé la nomination de Carl Bildt, l'ancien premier ministre suédois, comme médiateur de l'Union européenne dans l'ex-Yougoslavie. M. Bildt aura une « mission de contact et de médiation avec l'ensemble des forces militaires et politiques de Bosnie », a précisé Jacques Chirac. Il sera assisté dans cette tâche par le général français Bertrand de Lapresle, ancien commandant de la Force de protection des Nations unies (Forpro), cette mission, a toutefois précisé M. Chirac, ne pourra commencer qu'une fois libérés tous les « casques bleus » détenus par les Serbes de Bosnie.

M. Bildt succédera ainsi à lord Owen, démissionnaire. M. Chirac a souhaité qu'il devienne aussi le médiateur unique mandaté par le Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie, qui rassemble Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne et Allemagne.

pour faire accepter le plan du Groupe de contact », dit le vice-président du Parti socialiste, Goran Percevic. « Nous nous efforçons de calmer le conflit et de faire en sorte que la spirale de guerre soit arrêtée », poursuit M. Percevic en affirmant : « Nous avons aussi condamné dès le début les Serbes de Bosnie quand ils ont fait prisonniers des soldats de l'ONU. Mais c'est une illusion de croire que cette crise peut être simplement résolue par une reconnaissance de la Bosnie-Herzégovine, même si l'on ne s'agit pas d'un thème tabou. »

La reconnaissance de la Bosnie-Herzégovine par les autorités de Belgrade, qui permettrait une levée des sanctions économiques imposées par l'ONU, divise les partis. Si l'Alliance civique se félicite de ne « plus être depuis deux mois le seul parti à porter de reconnaissance », cette éventualité fait bien évidemment bondir les nationalistes du Parti radical serbe. Alors que son président, Vojislav Seselj, a été emprisonné pour trois semaines, la présidente par intérim, Maja Gorkovic, affirme que cette reconnaissance « ne sera acceptée ni par les Serbes de Bosnie ni par ceux de Serbie ». Affirmant que « les troupes de l'ONU sont les ennemis de la République serbe de Bosnie (autoproclamée en territoire bosniaque par Radovan Karadzic) », Mme Gorkovic fait valoir que « Karadzic a déjà fait

de Belgrade, Danijel Cvjetkovic estime que les effets de cette éventuelle suspension de l'embargo « ne seront pas aussi rapides que certains l'imaginent, même si aucun pays ne souhaite rester longtemps dans une pareille situation ». Il exprime aussi la difficulté d'une partie de la population à accepter la nouvelle proposition du président Slobodan Milosevic. « Le nationalisme exacerbé du début de la guerre m'indisposait profondément. Maintenant, même si je ne suis plus devenu nationaliste, je trouve que ceux qui ont causé la guerre cherchent un peu rapidement à échapper à leurs responsabilités de manière malhonnête. »

Mais qu'ils s'en félicitent ou qu'ils le déplorent, beaucoup, à Belgrade, soulignent que le président serbe a pour l'instant profité de sa fonctionnement presque « normal » de l'économie avec une inflation maîtrisée depuis plus d'un an et qu'il sort renforcé de l'épreuve des otages. Il apparaît aujourd'hui plus que jamais comme l'homme incontournable d'un quelconque accord de paix.

« La question n'est plus maintenant de savoir s'il faut reconnaître ou non la Bosnie-Herzégovine et obtenir une levée des sanctions, mais quand il conviendra de le faire », résume Miljenko Dereta.

Denis Hantlin-Guiraut

La Russie et l'Ukraine à leur querelle sur la Bosnie

30 % des bâtiments détruits

Après le boycott de la conférence de la paix à Dayton, la Russie et l'Ukraine ont annoncé qu'elles se joindraient à la Force de réaction rapide en Bosnie.

Après le boycott de la conférence de la paix à Dayton, la Russie et l'Ukraine ont annoncé qu'elles se joindraient à la Force de réaction rapide en Bosnie. La Russie a déclaré qu'elle enverrait 100 soldats et 10 véhicules blindés, tandis que l'Ukraine enverrait 50 soldats et 5 véhicules blindés. Ces troupes seront déployées dans la zone de sécurité de la frontière entre la Bosnie et la Serbie. La Russie a également déclaré qu'elle enverrait 100 soldats et 10 véhicules blindés, tandis que l'Ukraine enverrait 50 soldats et 5 véhicules blindés. Ces troupes seront déployées dans la zone de sécurité de la frontière entre la Bosnie et la Serbie.

Giorgio Berlusconi devra se défaire d'un ministre selon le président de la Cour constitutionnelle

Le président de la Cour constitutionnelle italienne a déclaré que le gouvernement de Romano Prodi devait se défaire d'un ministre, Giorgio Napolitano, car celui-ci avait violé la constitution. Napolitano a été accusé d'avoir utilisé son pouvoir de dissolution du Parlement à des fins politiques. Le président de la Cour a déclaré que Napolitano avait violé l'article 92 de la constitution, qui stipule que le président de la République ne peut pas intervenir dans les affaires politiques. Napolitano a répondu que son action était légitime et qu'il avait agi dans l'intérêt de la nation.

L'Inde agricole

Le gouvernement doit concilier la rigueur budgétaire

Le gouvernement indien doit concilier la rigueur budgétaire avec la nécessité de soutenir l'agriculture. Le ministre de l'Agriculture, Shreeveshwar Prasad, a déclaré que le gouvernement allait augmenter les subventions aux agriculteurs pour encourager la production. Cependant, le gouvernement doit également réduire les dépenses pour respecter les engagements pris lors de la conférence de la paix à Dayton. Le ministre de l'Agriculture a déclaré que le gouvernement allait augmenter les subventions aux agriculteurs pour encourager la production. Cependant, le gouvernement doit également réduire les dépenses pour respecter les engagements pris lors de la conférence de la paix à Dayton.

قائمة المندوبين

La Russie et l'Ukraine mettent un terme à leur querelle sur la flotte de la mer Noire

80 % des bâtiments demeureront sous commandement russe

Les présidents russe et ukrainien, Boris Eltsine et Leonid Kouchma, ont signé, vendredi 9 mai à Sochi, un nouvel accord sur le partage de la

flotte de la mer Noire. Mais de nouvelles réunions au sommet, qui devraient désormais être mensuelles, seront nécessaires pour en régler

les détails. Quant à la « grande visite d'Etat » de M. Eltsine à Kiev, elle est une nouvelle fois reportée.

MOSCOU

de notre correspondante
C'est devenu une tradition depuis qu'ont commencé les sommets russo-ukrainiens il y a trois ans : Boris Eltsine les considère régulièrement comme de grands succès, son homologue ukrainien restant plus réservé. Ce fut encore le cas, vendredi 9 juin, à Sochi. Cette fois-ci, le président russe a annoncé avoir mis, avec Leonid Kouchma, « un point final aux désaccords sur le partage » de la flotte, parlant même d'accord « historique, ouvrant la voie aux futures relations entre l'Ukraine et la Russie ». Son conseiller pour les affaires de sécurité, Iouri Batourine, cité par l'interfax, a précisé que l'accord signé, à l'issue de quatre heures d'entretiens, introduit pour la première fois les termes de « partenariat stratégique » comme but à atteindre par les deux voisins et mentionne que leurs intérêts « coïn-

cident dans le bassin de la mer Noire ». Ce qui, pour la Russie, est d'une importance évidente au moment où l'Ukraine donne des signes de plus en plus clairs de vouloir se rapprocher de l'OTAN.

SOLÉNNITÉ

L'accord conclu à Sochi confirme les compromis précédents, qui stipulaient que cette flotte de près de six cents bâtiments répartis à parts égales entre les deux pays. En fait, la Russie s'est engagée à verser des indemnités financières à l'Ukraine pour garder le contrôle de 80 % de l'ensemble. A Sochi, M. Eltsine et M. Kouchma ont aussi précisé que la base « principale » de la flotte russe de la mer Noire et son quartier général seront situés à Sébastopol, le grand port de Crimée. Ce n'est pas une surprise, mais la Russie cherchait à le voir admettre par ses voisins.

Moscou voulait aussi garder l'usage exclusif du port et de la ville (que ses députés avaient déjà proclamée « russe »), ce que Boris Eltsine n'a pas obtenu. L'accord confirme que les deux flottes seront « basées séparément », mais ne précise pas le site du quartier général de la marine ukrainienne, que Kiev veut aussi installer à Sébastopol. Selon le conseiller russe, les présidents se sont mis d'accord sur ce point, sans l'annoncer, « pour respecter les formes de la souveraineté de l'Ukraine ». Pour le reste, le principal résultat de ce sommet fut d'afficher l'entente, alors qu'un échec était prédit par les commentateurs.

Il fut donc marqué de solennité : MM. Eltsine et Kouchma se sont embrassés devant les caméras, entourés de leurs premiers ministres et d'autres membres de leurs gouvernements. Mais si le ministre de la défense russe, Pavel Gratchev,

était ostensiblement là, ayant refusé de se rendre à une réunion de l'OTAN tenue au même moment, son collègue ukrainien, Ivan Bojan, a choisi, lui, de se rendre à Bruxelles. Ce dernier avait exposé publiquement, après la visite triomphale de Bill Clinton à Kiev, une stratégie de réserve « si une entente s'avère impossible avec Moscou » : suivre « la voie balte » consistant à proclamer « forces étrangères » les unités russes dont la présence en Ukraine resterait contestée, et à demander la médiation d'instances internationales. L'idée d'une médiation étrangère dans les rapports militaires entre la Russie et l'Ukraine pourrait être évoquée lors des négociations sur le traité des forces conventionnelles en Europe (CFE), avant son entrée en vigueur théorique en novembre prochain.

Sophie Shihab

Silvio Berlusconi devra se défaire d'au moins une chaîne de télévision, selon le président de la Cour constitutionnelle italienne

ROME

de notre correspondante
Dimanche 11 juin, les Italiens sont appelés à se prononcer sur douze référendums portant sur des questions aussi variées que l'autorisation d'ouvrir les magasins le dimanche ou l'abolition des retenues sur salaire des cotisations syndicales. La bataille politique s'est principalement focalisée sur les quatre référendums concernant le réaménagement de l'audiovisuel. Silvio Berlusconi - dont l'empire télévisif risque d'être réduit de trois à une chaîne - est devenu le champion du « non », tandis que ses adversaires de centre gauche défendent le « oui ».

Le principe même du référendum, qui depuis le vote sur le divorce en 1974 a fait bouger bien des choses en Italie, ne perd-il pas son sens dans la mêlée politique ? En Italie, répond au Monde Antonio Baldassarre, pré-

sident de la Cour constitutionnelle, qui est justement chargé de déterminer quelles sont les questions qui peuvent faire l'objet de consultations, jusqu'au début des années 90, le référendum était le seul moyen de faire aboutir les demandes des citoyens, la seule façon de s'exprimer contre le système des partis qui avait conquis la démocratie. Avec la crise de ces partis, et notamment celle du Parti-Etat qu'était la Démocratie chrétienne, tout a changé. Les référendums sont devenus un jeu supplémentaire à l'intérieur de l'institution, une autre ornière, parallèle à celle du Parlement où s'affrontent majorité et minorité.

Antonio Baldassarre regrette « la véritable anomalie qui tient au référendum obligatoire, il est forcément polémique contre le Parlement, mais aussi confus dans sa forme : pour dire « oui », il faut cocher « non » sur son bulletin ! Il faudrait réduire le nombre de référendums et

poser les questions de façon directe. Je me demande même si, à part les quatre questions sur l'audiovisuel qui relèvent du pur affrontement politique, il y aura les 50 % de votants légalement nécessaires aux autres référendums ».

Selon lui, les référendums de dimanche ne s'imposent peut-être même pas en ce qui concerne l'audiovisuel. « La Cour constitutionnelle a rendu un arrêt disant que d'ici à la fin de 1996 il faudrait trouver un remède à la situation actuelle, car qu'un particulier (M. Berlusconi) possède trois chaînes nationales, c'est trop ! Ce qui veut dire que, même si « gagne » le référendum, M. Berlusconi devra à court terme perdre ou moins une chaîne. Ensuite, il y a tout le travail en cours de la Commission antitrust et du Parlement. Le dossier ne sera donc pas clos avec le référendum. »

Marie-Claude Decamps

L'Inde agricole encaisse le choc de la libéralisation

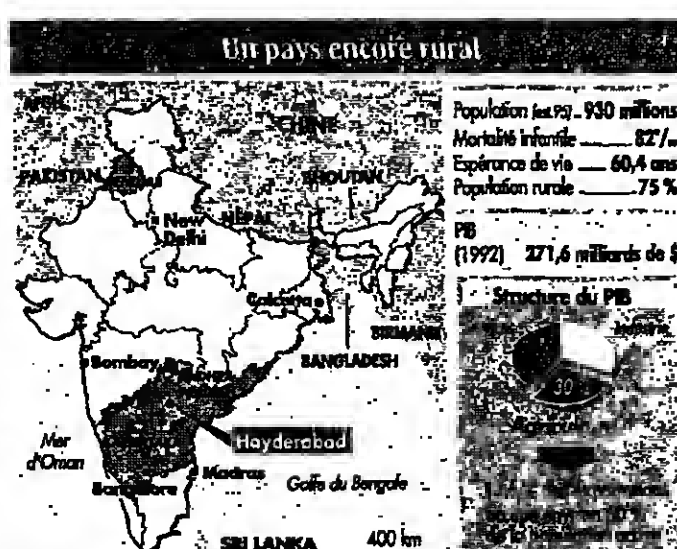
Le gouvernement doit concilier la rigueur budgétaire avec le développement de l'agriculture et l'aide aux populations pauvres

CHENGICHERLA (Andhra Pradesh)

de notre envoyé spécial
Yadama, quarante-huit ans et « seulement » trois enfants, est soulagé. Cette année, elle n'a plus besoin d'acheter à crédit le riz, l'huile et les autres aliments de la famille : elle a du travail presque chaque jour, au lieu de quatre journées par mois. Comme une centaine d'autres villageois sans terre de Chengicherla, à vingt kilomètres de Hyderabad, la capitale de l'Etat, elle participe au « programme forestier » de l'Andhra Pradesh, lancé en 1994 pour reconstruire la forêt dévastée depuis trente ans par le pacage du bétail, et le prélèvement de bois de chauffage.

Payés pour leur travail, les villageois travaillent maintenant à ce que les animaux n'y viennent plus : l'herbe naturelle coupée et vendue aux éleveurs a rapporté, cette année, 32 000 roupies (6 roupies valent environ 1 franc) à leur coopérative. S'y ajoute la cueillette des feuilles de biddis, dont on fait des « cigarettes du pauvre » largement consommées en Inde. Le programme, qui touche 700 000 familles, est financé par la Banque mondiale, mais à terme il pourrait en partie autofinancer : à Chengicherla, outre les feuilles et les fruits, on espère récolter assez d'herbe pour alimenter une coopérative laitière.

Assurer une croissance du revenu rural, accroître la productivité agricole, en évitant une hausse des prix trop rapide, c'est aujourd'hui un des problèmes majeurs de la nouvelle politique économique indienne entamée en 1991. En effet, 75 % de la population vivent encore dans les zones rurales et l'agriculture reste un des secteurs majeurs de l'économie indienne : elle représente encore près de 30 % du produit intérieur brut (PIB) et, surtout, emploie près des deux tiers de la population active. Mais les terres sont extrêmement mor-



celées : 57 % des exploitations occupent moins d'un hectare. Avec cela, pourtant, on peut vivre bien. Comme K. R. Daddi, qui, près de Ramnagar, a une cinquantaine de kilomètres de Bangalore (Karnataka), exploite un demi-hectare de mûriers et élève des vers à soie. A raison de cinq « récoltes » par an, cela lui assure un revenu net de 20 000 roupies - pas loin du salaire annuel d'une infirmière.

La production de soie (60 % au Karnataka, centre traditionnel), progresse de 10 % par an, soutenue avant tout par la consommation intérieure (les saris...). « Le métier pour la soie, c'est typiquement la culture qui rapporte. C'est l'activité idéale pour le petit propriétaire. Et entre la culture et le tissage, un hectare de mûriers fait travailler trois personnes », assure le secrétaire du Silk Board, organisme chargé de l'amélioration de la production et de la commercialisation, qui surveille les marchés et achète en moyenne 15 % des fils pour réduire les fluctuations de prix.

L'Inde rurale juxtapose ainsi riches et pauvres, « modernes » et « archaïques ». La politique d'autosuffisance alimentaire poursuivie depuis les années 50 a payé : grâce à la « révolution verte », essentiellement le développement de l'irrigation, la production de riz et de blé est passée de 51 millions de tonnes à 184 millions, une progression de 50 % par tête malgré la croissance de la population. Mais elle n'a pas réduit d'autant le sous-emploi et la pauvreté. C'est dans les campagnes qu'on trouve la plus grande partie des 250 millions d'indiens en situation de « pauvreté structurelle ». Pour nourrir ceux-là, depuis quarante ans, l'Etat indien contrôlait les prix, et subventionnait un mécanisme de réserves et de distribution à bon marché (Public Distribution System ou PDS).

Le chagrement de politique économique fait exploser ce système, de plus en plus coûteux et brisant les initiatives. La libéralisation a suscité un boom des investissements, notamment étrangers, dans l'agro-alimentaire pour l'exportation : 300 milliards de roupies en trois ans. La production et les

ventes de fruits et légumes à l'étranger ont plus que doublé, les exportations de tabac augmenté de 75 %.

« A moyen et long terme, cette évolution peut être favorable à la fois en termes d'emploi et de revenu car ces cultures exigent plus de travail, et offrent des emplois annuels », estime S. R. Pal, directeur de recherches au National Council for Applied Economic Research (NCAER). Mais certains craignent que, du coup, les secteurs agricoles modernes ne délaissent la production vivrière au profit des cultures commerciales : « Le moment est venu de passer du blé à des produits plus rémunérateurs pour les agriculteurs, et qui peuvent apporter davantage de devises », disait à l'automne dernier Narinder Singh Barak, directeur de la Corporation agro-industrielle du Pendjab, le « grenier » de l'Inde. Pourtant, l'ouverture économique a entraîné une hausse de plus de 60 % des prix garantis du blé et du riz, pour éviter un décalage trop fort avec ceux du marché international (presque deux fois plus élevés pour le riz).

La hausse, responsable en bonne partie de la remontée de l'inflation, a sapé le pouvoir d'achat des travailleurs agricoles, des artisans ruraux, et des paysans sans terre, qui consacrent les trois quarts de leur budget à l'alimentation. Ce n'est que depuis 1994 que l'évolution semble redevenir positive. « La réforme a amélioré les comptes extérieurs, réduit le déficit public, mais que s'est-il passé dans les campagnes ? Les pauvres n'ont pas vu leur situation s'améliorer », souligne T. J. Niran, rédacteur en chef du quotidien économique Business Standard.

Ce décalage alimente les oppositions politiques. Le gouvernement de Narasimha Rao est accusé par ses adversaires, mais aussi par une fraction du Parti du Congrès, du pouvoir, de mener une politique

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un ancien acteur, Rama Rao, s'est fait élire contre le Congrès sur la promesse de procurer « le kilo de riz à deux roupies » contre près de dix sur le marché. Cette menace a poussé le gouvernement, qui va affronter des élections nationales au début de l'année prochaine, à présenter en mars dernier un budget pour 1995-1996 qualifié d'« ouverture populiste » par les milieux d'affaires et les partisans de la rigueur. Il a augmenté de façon considérable les dépenses sociales et d'équipement rural.

« anti-pauvres », responsable des défaites du parti lors des dernières élections régionales. Dans l'Andhra Pradesh, un

L'ONU est obligée de réduire ses effectifs au Rwanda

Les autorités de Kigali souhaitent le départ définitif des « casques bleus »

Le mandat de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar) a été prorogé, vendredi 9 juin, par un vote unanime du Conseil de sécurité. Cette décision ne pouvait être prise sans l'accord des autorités rwandaises, qui ont imposé à l'ONU une réduction drastique de ses effectifs sur place.

LE MANDAT de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar) arrivait à échéance vendredi 9 juin. Il a été renouvelé - probablement pour la dernière fois - pour une durée de six mois, jusqu'au 8 décembre. Le texte de la résolution 997 du Conseil de sécurité, mis au point avec la délégation rwandaise à l'ONU (le Rwanda siège actuellement au Conseil de sécurité), prévoit la réduction des effectifs des Nations unies sur le terrain de 5 586 hommes à 2 330 d'ici trois mois et à 1 800 à partir d'octobre. Les 320 observateurs militaires et 65 policiers civils déjà sur place continueront leur mission dans le cadre du mandat modifié de la Minuar.

Une vive discussion avait opposé, ces derniers jours, le secrétariat général de l'ONU aux autorités de Kigali, qui cherchaient à réduire au maximum la présence des « casques bleus », dont elles souhaitent en fait le départ définitif au plus tôt. Le gouvernement rwandais affirmait qu'il n'accepterait pas la présence de plus de 1 800 soldats sur son territoire, tandis que le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, affirmait qu'avec moins de 2 300 hommes la Minuar ne pourrait pas remplir sa mission.

La nouvelle résolution précise les limites des tâches de la Minuar. Celle-ci n'est plus chargée du « maintien de la paix », elle devra concentrer son action sur des « missions de bons offices » : faciliter la réconciliation nationale et favoriser le « retour librement consenti » des réfugiés qui se trouvent toujours dans les pays voisins.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les activités de surveillance menées par les observateurs de l'ONU. Outre l'assistance humanitaire, et l'aide à la formation d'une force de police nationale, les « casques bleus » continueront aussi d'assurer la sécurité du personnel et des locaux des agences de l'ONU ainsi que du Tribunal pénal international.

EMBARGO SUR LES ARMES

Le Conseil de sécurité a également clarifié les modalités de l'embargo sur les armes, décrété le 17 mai 1994. Selon la résolution, les restrictions imposées au lendemain du génocide s'appliqueront désormais à la vente ou à la livraison d'armements « à des personnes se trouvant dans les États voisins, si l'objet des transactions est l'utilisation au Rwanda des matériels concernés ». M. Boutros-Ghali est prié de tenir des consultations avec les pays frontaliers du Rwanda sur « la possibilité de déployer des observateurs militaires de l'ONU, et de consulter en priorité le gouvernement zairais sur le déploiement d'observateurs, y compris dans les aéroports situés à l'est du Zaïre ». Le secrétaire général devra faire un rapport sur cette question d'ici un mois.

Le Conseil avait créé la Minuar en octobre 1993, pour surveiller la mise en œuvre des accords de paix et de partage du pouvoir, signés deux mois auparavant à Arusha, en Tanzanie, par le gouvernement du président Habyarimana et les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR). Elle était forte de 2 500 hommes à la mort de Juvénal Habyarimana, le 6 avril 1994.

Deux semaines après le début du génocide, qui fit plus de 500 000 morts, le Conseil, refusant de s'engager plus avant, décidait, le 22 avril, de réduire la présence de l'ONU sur le terrain à 250 hommes. Et fait, quelque 400 « casques bleus » ont assisté à Kigali - sans intervenir - au massacre des Tutsis et des Hutus modérés. Après la victoire militaire du FPR et l'instauration d'un nouveau gouvernement le 19 juillet 1994, les Nations unies ont voté, le 30 novembre, le renouvellement du mandat de la Minuar, portant le nombre de ses personnels civils et militaires à quelque 6 000 hommes.

Depuis le début de l'année, les relations entre les autorités rwandaises et l'ONU se sont dégradées. L'homme fort du régime, le général Paul Kagame, vice-président et ministre de la défense, ne perdait jamais une occasion de fustiger la Minuar, dont « les casques bleus se pressent dans un Rwanda pacifié ». Le général Kagame reproche à la Minuar d'avoir fui le pays au plus fort des massacres, pour y revenir en force une fois la paix rétablie et attacher plus d'importance aux violations des droits de l'homme commises par la nouvelle armée qu'au châtiment des responsables du génocide.

C'est un point de vue que ne partagent pas les Hutus modérés, alliés du FPR. Ceux-ci, et notamment les ministres hutus du gouvernement de coalition, craignent que le pays ne tombe « sous l'emprise totale » des anciens rebelles tutsis après la réduction puis le départ du contingent des Nations unies.

Frédéric Fritscher

La Chine menace les États-Unis de représailles

Pékin qualifie de « blessure » la visite du président taïwanais dans l'État de New York

PEKIN

de notre correspondant

Pékin a laissé éclater sa fureur contre Washington à propos de la visite du chef de l'État taïwanais aux États-Unis. Cet éclat trahit certaines des profondes pulsions xénophobes qui peuvent animer le pouvoir chinois et la nature de la relation d'amour-haine qu'il entretient avec l'Amérique.

Dans un article publié samedi 10 juin, le *Quotidien du peuple* a ainsi ressuscité cinquante ans d'histoire pour démontrer que le feu vert donné à la venue de M. Lee Tang-hui s'inscrivait dans une longue suite d'actes hostiles : soutien américain à Tchang Kaï-chek, guerre civile, « belligérance envers la Chine » dans les guerres de Corée et du Vietnam, et profonde implication, en 1989, « dans la rébellion contre-révolutionnaire de Pékin ». Et l'organe du Parti communiste de conclure : « Les États-Unis ont extrêmement irrités et nerveux de voir la Chine persister à développer le socialisme et devenir plus puissante chaque jour ».

La visite de M. Lee est « une blessure qui aidera le peuple chinois à comprendre plus clairement quel genre de pays sont les États-Unis », souligne l'article, qui accuse le secrétaire d'État Warren Christopher de mentir quand il soutient que les liens de Washington avec Taïwan restent « non officiels ».

Le journal affirme que la Chine ne peut être considérée comme « quelqu'un qui vient d'être poignardé ».

Francis Deron

Le Japon tire « humblement les leçons de l'histoire » dans une résolution sur la fin de la seconde guerre mondiale

TOKYO

de notre correspondant

Afin d'éviter de relancer un débat qui desservirait l'image du Japon dans la région par de nouvelles discussions sur des amendements, les partis de la coalition ont brusquement décidé, vendredi 9 juin, de forcer l'adoption par la Chambre basse de la résolution sur la fin de la guerre.

Elle a été votée par 251 voix sur 502, dans un hémicycle à moitié vide en l'absence de la principale formation d'opposition, le Nouveau Parti du progrès, et d'une soixantaine de libéraux-démocrates hostiles à ce texte.

Les communistes, qui avaient présenté leur propre résolution, ont voté contre celle de la coalition gouvernementale, qu'ils ont jugée ambiguë. Le texte devrait être

adopté, dans les jours à venir, par le Sénat.

Jamais dans l'histoire parlementaire nipponne une résolution n'avait été adoptée en l'absence de la moitié des députés. Cette fracture du monde politique entame la portée du premier jugement officiel porté par le Japon sur la guerre qu'il mena en Asie et dans le Pacifique. Intitulée : « Résolution de renouvellement de notre engagement pacifique fondé sur les leçons de l'histoire », le texte est le suivant :

« En commémoration du cinquantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale, cette assemblée s'incline sincèrement devant le mémoire des morts de la guerre et celle de toutes les victimes de conflits à travers le monde. Nous penchons sur les innom-

brables cas de domination coloniale et d'agressions de l'histoire moderne, nous reconnaissons que notre nation s'est rendue coupable dans le passé de tels actes et a infligé d'insupportables souffrances aux peuples d'autres nations, en particulier en Asie, auxquels nous exprimons nos profonds regrets.

Au-delà des différentes opinions historiques, nous devons humblement tirer les leçons de l'histoire et œuvrer à l'édification d'une communauté internationale pacifique.

Conformément aux idéaux de paix éternelle énoncés dans la Constitution, cette assemblée exprime sa détermination de coopérer avec les autres pays du monde pour ouvrir la voie à une coexistence pacifique de l'humanité. »

Philippe Pons

Une figure historique de l'opposition rentre au Maroc après 29 ans d'exil

Mohamed Basri, l'un des plus virulents adversaires du régime, juge que « la gravité de la situation politique et économique » impose une convergence des efforts

QU'Y A-T-IL donc de changé au royaume du Maroc pour que Mohamed Basri, dit le « Fqih » (le lettré), l'un des plus virulents adversaires du régime, ait décidé de s'y réinstaller, samedi 11 juin, après vingt-neuf ans d'exil ? Celui qui fut l'un des chefs de la « résistance nationale » à l'époque du protectorat français, puis le compagnon de route de feu Mehdi Ben Barka, avec lequel il quitta le parti de l'istiqal (indépendance) pour fonder l'Union nationale des forces populaires (UNFP), a jugé que « la gravité de la situation politique, économique et sociale » imposait son retour au pays. « On risque d'aller vers des dérives incontrôlables, assure-t-il. Quand il s'agit du destin de la nation, les efforts de chacun doivent converger pour faire évoluer les choses dans un sens positif sans se demander si ces initiatives seront bien reçues de l'autre côté ».

Cet « autre côté », c'est Hassan II, qui, à l'occasion, le traita de « mercenaire » et de « renégat » et dont M. Basri mit longtemps en doute le bon vouloir démocratique, tout en reconnaissant alors qu'il « ne faut pas renverser la monarchie, mais la faire évoluer car le peuple marocain n'est pas prêt à s'en passer ». Et d'ajouter aujourd'hui : « J'ai toujours dit que la

monarchie a, derrière elle, quatorze siècles d'histoire. Je n'ai jamais adopté une politique de rupture avec le palais ».

Des « éléments positifs » ont poussé ce « révolutionnaire » qui a pris les traits d'un septuagénaire apparemment assagi, et dont le nom fut mêlé à tous les complots, à tous les défilés tiers-mondistes - quatre fois condamné à mort et deux fois gracié - à rentrer au bercail. Et de citer la démolition du bagne-mouroir de Tazmamart et la libération de ses « pensionnaires », la proclamation d'une amnistie « sélective » dont ne profitent pas encore tous les prisonniers d'opinion et qui laisse sans résolution le problème des disparus, l'abolition du Dahir de 1955 qui servit de base juridique aux poursuites contre les militants politiques.

« ÉCOUTER LES MILITANTS »

« La situation est aujourd'hui semblable à celle de janvier 1944 », explique M. Basri, lorsque fut signé le manifeste pour l'indépendance et scellée l'alliance entre le palais et le Mouvement national ». D'où son idée de « créer un nouveau bloc historique », apte à favoriser les évolutions nécessaires. Faudra-t-il y associer les islamistes ? « Ils ne me font pas peur, répond le

« Fqih ». Je suis favorable au pluralisme mais je n'accepte pas de dialoguer avec ceux qui veulent monopoliser la vérité politique ou religieuse ».

Pour l'heure, M. Basri se donne « comme premier devoir celui d'écouter les militants pour se faire une opinion sur la situation ». Aussi évite-t-il de se montrer tranchant sur les sujets d'actualité politique ou économique. Sauf à répéter ce qu'il a toujours dit, à savoir qu'en bon « nationaliste » il considère le Sahara occidental « comme marocain ».

Le « Fqih » convient que le vrai changement passe par une révision de la Constitution et une redéfinition du pouvoir royal : « Le roi a ses idées sur le sujet, note-t-il, et il y en a d'autres qui ont une vision différente des choses ». A l'en croire, le débat est ouvert.

D'anciens verraient-ils dans son retour d'exil « éminemment politique » une opération de récupération bien montée ? Il n'en a cure. « Il ne faut pas prêter attention à qu'en dira-t-on, réplique-t-il sans hausser le ton. On prend ses responsabilités en fonction de ses propres convictions. Les choses se clarifieront lorsque j'exprimerai mes opinions à l'intérieur du pays ».

Jacques de Barrin

Des affrontements tribaux au Zaïre font plus de 80 morts

QUATRE-VINGT-CINQ ZAIRAIS ont été massacrés par des personnes originaires du Rwanda installées de longue date dans les régions de Masi et Walikale, dans l'est du Zaïre (province du Nord-Kivu), a-t-on appris vendredi 9 juin de sources bien informées à Kinshasa. Ces sources ne précisent pas les conditions dans lesquelles ces massacres ont été commis, ni leur date. La zone de Masi et de Walikale, à l'ouest de Gombe, est depuis des décennies une région de conflits sanglants entre tribus autochtones et immigrées tutsis du Rwanda communément appelées les « Banyarwanda ».

De nombreux tutsis qui s'y étaient établis ont pour la plupart regagné leur pays après la victoire du Front patriotique rwandais (FPR) actuellement au pouvoir à Kigali. Les Hutus sont restés sur place et ont vu leur nombre s'accroître avec l'arrivée de réfugiés fuyant l'accession au pouvoir de la minorité tutsie. Les querelles portent généralement sur des problèmes de terres ou de bétail. Quatre mille personnes avaient été tuées dans cette région en 1993, au cours de ce que l'on avait appelé « la guerre oubliée du Masi ».

EUROPE

■ RUSSIE : la Douma, chambre basse du Parlement, a adopté, vendredi 9 juin, une nouvelle version de la loi électorale pour les législatives de décembre 1995. Ce texte prévoit que la moitié des 450 députés seront élus au scrutin proportionnel et l'autre moitié au scrutin majoritaire, mais instaure un quota de plus de 95 % de candidats devant représenter la province sur les listes proportionnelles. La loi électorale doit encore être examinée, lundi, par le Conseil de la fédération, chambre haute, et signée par le président Boris Eltsine. - (AFP)

■ POLOGNE : les députés ont décidé, vendredi 9 juin, de suspendre pour cinq ans l'application de la peine de mort en Pologne, lors d'un vote sur l'annulation du code pénal polonais. La peine capitale, qui n'a pas été appliquée depuis 1988, restera néanmoins inscrite dans le code pénal. - (AFP)

■ ALLEMAGNE : le Parti libéral (FDP), membre de la coalition conservatrice du chancelier Kohl, devait élire, samedi 10 juin, son nouveau président pour remplacer Klaus Kinkel, le ministre des affaires étrangères, qui a démissionné après les mauvais résultats obtenus par le FDP aux élections locales en mai. Lors de l'ouverture du congrès du parti, vendredi à Mayence, les députés ont rejeté l'option d'un « virage à droite ». - (Corresp.)

AMÉRIQUES

■ CANADA : oubliant leurs dissensions, le Parti québécois, le Bloc québécois et l'Action démocratique du Québec ont conclu, vendredi 9 juin, un accord de principe sur un « projet commun » de souveraineté, qui sera soumis à référendum à l'autonomie au Québec. Ce projet sera assorti d'une « offre de partenariat économique et politique » avec le reste du Canada. - (AFP, Reuters)

AFRIQUE

■ SIERRA LEONE : les forces rebelles ont attaqué, vendredi 9 juin, la ville de Port Loko, à une soixantaine de kilomètres de la capitale sierra-léonaise, Freetown. Les troupes gouvernementales, appuyées par des soldats guinéens, tentent de reprendre le contrôle de la ville, dont certains quartiers sont aux mains des combattants du Front révolutionnaire uni (RUF). - (AFP)

■ AFRIQUE DU SUD : la loi sur les châtiments corporels pour les adolescents a été abolie, vendredi 9 juin, par la Cour constitutionnelle sud-africaine. Ce texte était « incompatible avec la Constitution de la République d'Afrique du Sud », a déclaré l'un des onze membres de cette instance suprême qui, mise en place en février, avait aboli, mardi, la peine de mort. - (AFP)

ASIE

■ NÉPAL : plus de 100 000 personnes ont manifesté, vendredi 9 juin, dans les rues de la capitale contre le gouvernement communiste népalais, qui devra affronter, dans les prochains jours, une motion de censure déposée par le Parti du congrès. - (AFP)

■ BURMA : le militant démocrate Kyi Maung a été remis en liberté, vendredi, par les autorités militaires birmanes, une semaine après avoir été arrêté avec plusieurs autres dissidents. Kyi Maung, 74 ans, avait été interpellé à Rangoon à l'issue d'une rencontre avec l'ambassadeur de Grande-Bretagne. - (AFP)

ÉCONOMIE

■ UNION EUROPÉENNE : les représentants des Quinze ont décidé, vendredi 9 juin, de maintenir les termes de leur demande de participation aux discussions sur l'automobile entre le Japon et les États-Unis. Washington a refusé cette participation parce que la demande met en cause les sanctions unilatérales dont les États-Unis ont menacé Tokyo. - (AFP)

La lutte contre l'excès de

Les élections municipales de 1995, les urbanistes proposent dans le domaine économique, de passer



pour le Conseil des ministres... Les élections municipales de 1995, les urbanistes proposent dans le domaine économique, de passer... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du texte imprimé.)

Les élus locaux face au casse-tête

logement du gouvernement... Les élus locaux face au casse-tête... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du texte imprimé.)

Macon essaye de mait

budget de plan... Macon essaye de mait... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du texte imprimé.)

historique de l'opposition
Maroc après 29 ans d'exil
un des plus virulents adversaires du régime,
de la situation politique et économique
se une convergence des efforts

MUNICIPALES La lutte contre l'exclusion a été l'un des thèmes dominants de la campagne municipale. Cette préoccupation devrait s'amplifier pendant le mandat des

maires qui seront élus les 11 et 18 juin. 58 % des Français estiment que leur maire a une influence sur la situation de l'emploi dans leur commune. ● L'ACCÈS au logement

joue un rôle important dans l'insertion. Les maires se heurtent à la pression foncière, et certains d'entre eux ont la tentation de refuser les populations déshéritées.

● LA PRÉFECTURE de Saône-et-Loire multiplie depuis plusieurs années les actions en faveur des exclus, mais la situation ne cesse de se dégrader. ● UN RAPPORT, encore

inédit, révèle que 74 % des maires des villes de plus de 30 000 habitants ont déjà passé un contrat de ville (52 % en Ile-de-France et 80 % en province) avec l'Etat.

La lutte contre l'exclusion est la nouvelle priorité des maires

Depuis les élections municipales de 1989, les urgences, pour les élus, ont changé. Alors que les textes ne leur donnent aucune compétence dans le domaine économique, ils prennent de plus en plus d'initiatives pour aider les chômeurs et les démunis

L'« EFFET ABBÉ PIERRE » est passé par là. Alors que, dans le passé, les élections locales ont surtout fourni l'occasion aux maires de faire campagne sur leurs réalisations, par exemple urbanistiques, la campagne actuelle les voit mettre en avant leurs actions de lutte contre l'exclusion. La priorité affichée par le candidat Chirac, réduire la fracture sociale, a été la première illustration d'un tournant assez récent : lors de la campagne municipale de 1989 encore, une partie des élus, sous la pression électorale du FN, avaient fait écho aux rancœurs de certains habitants des quartiers riches contre les prétendus « privilèges » des exclus des cités.

Dans plusieurs communes, les actes avaient suivi. En mai 1993 à Montpellier, Georges Frêche (PS) avait, par arrêté municipal, interdit de séjour les clochards et les sans-abri. Aux Lilas, Jean-Jacques Salles, maire UDF, s'est violemment opposé à l'installation par l'Armée du salut d'un « hôtel social » pour les sans-abri sur le territoire de sa commune. Plus récemment, en décembre 1994, dans le onzième arrondissement de Paris, Alain Devaquet se vantait, dans un courrier adressé à ses administrés, d'avoir obtenu la fermeture d'un centre de la Croix-Rouge accueillant des réfugiés des pays de l'Est qui « perturbait » le quartier.

LA FIN DES ÉLUS VRP. La propagande de type « Mûrier propre » ne passe plus guère. Avec l'aggravation de la crise économique, les maires, qu'ils soient de droite ou de gauche, élus d'une petite ville ou d'une grande métropole régionale, doivent réagir au flot des demandeurs d'emploi qui frappent à la porte de la mairie : selon un sondage Infomètre réalisé



pour Le Courrier des maires en octobre 1994, 58 % des gens estiment que leur maire a une influence sur la situation de l'emploi dans leur commune. « Du fait de leur proximité et de leur intérêt électoral, ils s'investissent », remarque-t-on à la direction interministérielle du RMI (DIRMI). Comme le montre une étude BVA effectuée en novembre 1994 pour l'Association des maires de France (AMF), un maire sur trois place le chômage au cœur de ses préoccupations, loin devant l'insécurité ou la désertification ; le pourcentage monte à un maire sur deux dans les communes de plus de 10 000 habitants. Ils sont encore 70 % à estimer qu'ils doivent intervenir davantage pour aider les entreprises à s'installer sur leur commune ou à y maintenir des emplois.

Dans un premier temps, les maires ont tenté de prendre en

main l'avenir économique de leur commune, non sans quelques illusions sur les résultats. L'essor économique de la ville devait apporter le bien-être à tous. Ce fut l'époque où les zones d'activités, zones industrielles, pépinières d'entreprises fleurissaient un peu partout à la périphérie des petites et grandes communes ; où les maires, jouant les VRP, plaquaient de belles plaquettes en quadrichromie vantant les mérites de leur commune aux investisseurs étrangers. Mais avec la succession des plans de licenciement, le temps de la pêche aux implantations d'entreprises est désormais terminé. Les édiles, devenus plus modestes, ont pour principal souci de trouver un emploi pour leurs administrés en difficulté. La meilleure illustration de ce changement semble être la conversion de Jean-Louis Borloo, maire divers droite de Valenciennes. Arrivé

en 1989 à la tête de la ville comme un redresseur d'entreprise, fort de son carnet d'adresses d'avocat d'affaires, il se fait aujourd'hui le chantre du « traitement social du chômage ».

MUNICIPALITÉS PIONNIÈRES

Sous la pression, les maires ont donc essayé d'utiliser tous les moyens pour créer des emplois : subventions aux associations intermédiaires, mises en place de services de placement et d'aide à la recherche d'un emploi, créations de missions locales en direction des jeunes en situation précaire, créations de bureaux pour des contrats de qualification, multiplication des chantiers écoles... Ils ont tenté aussi d'embaucher directement grâce aux contrats emploi-solidarité (CES). Dans quelques villes, ces contrats ont pris une place importante, comme à Valenciennes, où ils représentent près d'un tiers des salariés de la ville. Certains maires, néanmoins, ont vu dans cette manne un moyen de faire des économies : à Amiens, alors que 530 CES sont employés dans les services municipaux, de 200 à 400 emplois (selon les estimations divergentes de la mairie et des élus CGT) y ont été supprimés.

Quelques municipalités pionnières - Besançon, Nantes, Belfort, Rennes... - tirant le bilan de l'émiettement des initiatives et des acteurs, préfèrent s'investir dans des actions à long terme. L'idée, pour ces municipalités, est que l'amélioration de la situation économique d'une ville ne peut pas se faire en laissant de côté les plus démunis.

Services économiques et sociaux travaillent donc en synergie dans des opérations qui conduisent à la réinsertion professionnelle et sociale. C'est l'objectif des pro-

grammes locaux d'insertion par l'économie (PLIE), qui associent l'Etat, les collectivités et les entreprises. Rennes en a lancé un en 1993.

La ville bretonne avait promu une politique volontariste dès 1989, avec l'embauche d'un animateur d'insertion qui agissait sur les deux aspects du problème : ils prenaient en charge l'insertion des RMistes et contactaient les entreprises pour prospecter d'éventuels emplois. « La mairie a compris qu'il

ne, agence du journal La Rue... Au total mille personnes ont bénéficié d'un contrat en 1994. « On sort du bricolage avec des chiffres qui égalent les créations d'emplois industriels sur Rennes », affirme le directeur du PLIE. La municipalité a voulu montrer que la ville est un niveau plus adapté au bassin d'emplois que le département, qu'elle n'est pas impuissante en matière d'impulsion économique. Une constatation admise aujourd'hui par la Dirmi : « La critique majeure de la

Les moyens de l'insertion

Les premiers résultats d'une étude de l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée, menée sur les villes de plus de 30 000 habitants, montrent l'intérêt croissant des maires pour les dispositifs censés les aider dans la lutte contre l'exclusion. Ils sont ainsi 74 % à avoir passé un contrat de ville (52 % en Ile-de-France et 80 % en province). Les plans locaux d'insertion économique (PLIE) représentent aussi un certain succès : une ville sur deux en a signé un. Mais seulement 37 % d'entre eux sont opérationnels, les autres sont encore en cours de négociation ou de mise en place. L'aide aux structures d'insertion est intégrée dans la politique sociale de 63 % de ces communes, soit sous la forme de subventions directes, soit sous celle d'aides indirectes (prêt de locaux ou de personnel, réservation de marchés). Les contrats emploi-solidarité (CES) se sont fortement développés, eux aussi, puisque neuf villes sur dix utilisent ce type de contrat, avec en moyenne 110 CES employés.

ne suffit pas de bien accompagner les gens, il faut les aider à trouver un travail, insiste Loïc Richard, directeur du PLIE. La mairie joue le rôle de « piston » pour remettre les chômeurs de longue durée dans le circuit de l'emploi. Ce n'est pas toujours glorieux, mais c'est important que quelqu'un le fasse », ajoute-t-il.

Avec ses 3 500 ménages RMistes, la ville a voulu passer à la vitesse supérieure. Vingt entreprises d'insertion ont été créées avec l'aide de la mairie : régies de quartier, électroménager, récupération de tissus ou de peintures toxiques, déchette-

commission d'évaluation du RMI consistait, en effet, dans le fait que le niveau départemental est trop éloigné de l'animation concrète pour être pertinent. Nous devons rapprocher l'animation des politiques d'insertion du niveau local. « Une reconnaissance a posteriori du rôle des communes, même si, comme le remarque Loïc Richard, « ce que nous faisons ne régresse, pour l'instant, que des gouttes d'eau, quand on sait qu'en deux ans l'usine Renault a supprimé mille postes ».

Sylvia Zappi

Les élus locaux face au casse-tête du logement

EN INTERPELLANT, comme elle vient de le faire, les candidats aux municipales sur le thème de l'exclusion du logement, la Fondation Abbé-Pierre nourrit un thème qui domine la campagne des municipales comme il a dominé celle de la présidentielle. Dans presque toutes les villes de France, l'accès au logement est au centre du débat entre la droite et la gauche, entre les maires sortants et les prétendants à la fonction. « Aucun remède contre l'exclusion du logement n'est possible sans une politique forte de la municipalité », souligne la Fondation Abbé-Pierre pour le logement des défavorisés.

Les élus locaux, maires mais aussi adjoints, aux affaires sociales, croulent sous les demandes de logements, d'autant plus difficiles à satisfaire qu'en période de crise le taux de rotation des appartements est très faible : confrontés au chômage, les locataires qui aspirent à accéder à la propriété retardent leurs projets ou y renoncent.

Cette pression de plus en plus forte conduit les maires à revendiquer une plus grande maîtrise dans l'attribution des logements qui se libèrent, on qui se construisent. C'est dans ce contexte que Claude Erignac, préfet des Yvelines, avait été chargé par le ministre du

logement du gouvernement Balladur, Hervé de Charette, d'un rapport sur les mécanismes d'attribution des habitations à loyer modéré.

Prudemment, M. Erignac préconisait d'associer plus étroitement les maires au processus d'attribution, aux côtés des préfets, des sociétés et offices d'HLM (autres que les offices communaux). Mais le rapport excluait de donner aux maires la totalité des pouvoirs d'attribution : la volonté d'équilibre social des quartiers, qu'ils invoquent à juste titre, puisqu'ils ont en charge la scolarisation des enfants et le soutien social aux familles démunies, pourrait parfois les conduire à exclure ou prioriser certaines catégories de population... et à alimenter l'exclusion.

LE COÛT DU FONCIER

A Corbeil, dans l'Essonne, le candidat RPR Serge Dassault déclare par exemple que, s'il est élu, « en aucun cas un logement libéré par une famille française ne sera redonné à une famille étrangère », et, plus généralement, qu'il « fera en sorte qu'il n'y ait pas d'étrangers dans la ville qui accèdent aux HLM (...) afin de redonner une identité à cette commune », gérée par le Parti communiste depuis trente-six ans.

Si la politique d'attribution des logements

est largement débattue, certains maires voient plus loin, en réfléchissant à leurs pouvoirs en matière de construction de nouveaux logements sociaux. En région parisienne, celle-ci se heurte à l'obstacle du prix du foncier, si élevé qu'il dévore à lui seul l'enveloppe financière qui encadre le logement aidé. Marcel Debarge, maire socialiste du Pré-Saint-Gervais, estime par exemple qu'en petite couronne « il serait impossible à un promoteur de rentabiliser des logements sociaux à moins de construire des tours et des boîtes », ce qu'il exclut bien sûr totalement. La Fondation Abbé-Pierre suggère aux maires d'« engager une politique de réserve foncière et immobilière concertée avec tous les acteurs ».

En admettant qu'ils y parviennent sans mettre en péril les finances de leur commune, les maires se heurtent aussi à l'hostilité des électeurs : « De plus en plus de projets de construction de logements sociaux [sont] bloqués, sous des prétextes juridiques, par des habitants qui craignent de voir arriver des pauvres dans leur quartier », déplore Claude Chigot, le secrétaire général de la Fondation.

Pascal Sauvage

Mâcon essaye de maîtriser la crise avec l'aide des associations

MACON de notre correspondant « Inaugurés il y a Noël 1974, les locaux de la ville de nuit, devenus accueillants des Chormilles, sont obsoletés depuis quelques années. D'importants travaux ont été entrepris et des SDF vont pouvoir apprécier un relatif confort indispensable à leur réinsertion. » Dans l'édition de Mâcon du journal local daté du 6 juin, cette information apparaît en bonne place avec extraits des allocutions prononcées, photos des notables et précisions sur l'histoire et l'objectif de cet investissement : gérée par une municipalité socialiste depuis 1977, la ville fait partie de ces communes où la « politique sociale », inscrite de facto dans le programme d'union de la gauche, a toujours été à

l'ordre du jour. Mâcon s'est longtemps, et à juste raison, félicitée de ses 6 000 logements sociaux et de ses 20 000 personnes qui y logent. Mais cela ne suffit plus. Les réalités et les mutations économiques ont obligé les élus à regarder les choses d'un tout autre oeil : « En 1977, se rappelle le maire, Michel Antoine Rognard, la ville était sollicitée pour participer à ce que l'on appelait encore gentiment « l'opération pelle de charbon ». C'était une distribution de colis aux personnes âgées. L'intitulé vieillot de cette opération, la façon assez informelle dont elle était organisée, l'aide des Scouts de France témoignait d'une époque totalement révolue. »

Aujourd'hui le centre communal d'action sociale (CCAS) gère un

budget de plus de 9 480 millions de francs dont près de 40 % sont pris en charge par la ville. Grâce à cette structure, 3 500 personnes âgées sont chaque année reçues, écoutées, informées et orientées. Sans compter, toujours pour les anciens, la gestion de logements spécifiques, celle des foyers-résidences, la participation aux repas à domicile, la participation à la téléalarme, le soutien à domicile, les clubs municipaux... « A travers le cadre institutionnel inévitable pour mener toute politique sociale, nous devons respecter et entretenir absolument la dimension humaine », insiste Marie-Roberte Châtelet, adjointe aux affaires sociales. Présente dans l'équipe municipale depuis deux mandats, elle a assisté à l'inev-

nable dégradation des chiffres, ceux qui mettent un certain nombre d'indicateurs au rouge. Le taux de chômage actuel de 13,9 %, l'évolution du nombre de chômeurs de longue durée (une augmentation de 20 % en un an, plus de 20 %), l'évolution du nombre de RMistes (plus de 25 % en un an également) le montrent bien.

LE RÔLE DE « MÉDIATEUR »

Alors il a fallu suivre, jouer le rôle de « médiateur », comme le dit avec insistance Pierre Terrier, chargé des affaires économiques, afin que « les gens en situation d'exclusion restent des citoyens ». L'Atelier d'insertion, créé en 1990 par le CCAS et le Secours catholique, a accueilli quarante contrats emploi-solidarité (CES) en 1994.

« Autrefois, j'aurais refusé ce projet, constate le maire, non par souci d'économie mais tout simplement parce que « autrefois » les esprits socialistes imprégnés d'idéologie auraient tous crié à l'exploitation. » Dans cette ville de 38 500 habitants s'est développé un fort mouvement associatif dans le domaine de l'action sociale : plus de cinquante partenaires interviennent en matière de contrats-enfance, contrats loisirs-jeunes, insertion par le logement, insertion sociale professionnelle des jeunes, développement social des quartiers... Récemment, la signature d'un plan d'insertion économique destiné à remettre au travail, en cinq ans, quatre cents personnes durablement exclues s'est ajoutée à la liste des initiatives menées par les

élus. L'éventail paraît si complet que les élus de l'opposition ne formulent guère de reproches très argumentés. Jacqueline Falconnet, conseillère municipale et tête de liste UDF-RPR, reconnaît que « pas mal de choses ont été faites par l'équipe socialiste ». Ses critiques ou suggestions porteront davantage sur la forme que sur le fond. De son côté, Roger Couturier, dissident RPR qui mène une liste divers droite, préfère lui aussi attaquer sur d'autres terrains, en fustigeant « la montée de la délinquance dans les quartiers, l'insécurité qu'elle développe, l'apparition de la drogue, l'apartheid scolaire, etc. ».

Claudine Mettetal

L'émiettement des candidatures rend le scrutin incertain

Les dissidences nées de l'élection présidentielle ont accru le nombre des listes en présence aux municipales. La gauche espère conserver les villes qu'elle gère pour empêcher la droite de détenir tous les pouvoirs. Le Front national souhaite, lui, être en position d'arbitre pour le second tour

Le hasard du calendrier permet aux électeurs de participer aux deux scrutins qu'ils préfèrent, la présidentielle et les municipales, à cinq semaines d'intervalle. La bataille pour l'Elysée influence parfois le

combat pour les mairies, à travers des réajustements de comptes entre chiraquiens et balladuriers. Les états-majors parisiens, occupés par la campagne présidentielle, n'ont pu contrôler d'ailleurs près de l'habitué

la composition des listes municipales. Aussi, à droite comme à gauche, les « primaires » sont nombreuses. D'un côté on espère bénéficier de l'effet Chirac pour améliorer son implantation locale, de

l'autre on compte sur la personnalité des maires sortants pour préserver ses points d'appui. L'extrême droite souhaite transformer localement l'essai marqué par Jean-Marie Le Pen le 23 avril et obtenir une im-

plantation qui lui a échappé jusqu'à maintenant. La RPR et l'UDF ont interdit à leur candidat tout accord avec le FN, mais cela n'a pas empêché quelques ententes plus ou moins discrètes.

« UN MOIS après la présidentielle, on ne peut pas faire des élections municipales un acte politique. Il est trop tôt pour dire que les municipales sont une confirmation de la présidentielle et trop tôt aussi pour dire que c'est la revanche de ceux qui n'ont pas gagné. » Ces propos tenus par Jean-François Mancel, le secrétaire général du RPR, jeudi 8 juin à Saint-Brieuc, résumant bien l'impression de flottement qui entoure les élections municipales des 11 et 13 juin.

Ce scrutin, a priori, déjoue d'autant plus les prévisions qu'il se caractérise par un émiettement des candidatures plus prononcé que lors des précédentes échéances. A gauche comme à droite, les réelles internes ont trouvé leurs prolongements sur le terrain des municipales par de multiples dissidences, susceptibles, par endroits, de brouiller les cartes. A droite, de nombreux affrontements mettent aux prises des rivaux locaux de longue date, mais aussi des chiraquiens et des balladuriers décidément incapables de cohabiter

sur une même liste. Ces incidents ne touchent pas seulement le RPR, mais aussi l'UDF, car il arrive souvent que des candidats UDF balladuriers, régulièrement investis par les deux partis, se voient contraints à une primaire « sauvage » provoquée par un chiraquien.

La dénonciation de « l'état RPR » a fourni le cheval de bataille du PS. Dans les derniers jours de la campagne, Lionel Jospin a précisé ses attaques sur ce point : il met en garde contre le risque que la France soit gérée comme la citadelle chiraquienne que constitue Paris. Les révolutions sur l'opacité, voire les irrégularités, des procédures d'attribution de logements appartenant à la ville sont venues à point nommé pour conforter cette argumentation. L'enjeu pour la gauche, particulièrement pour le PS, est de préserver l'une des dernières positions de force qu'elle occupe dans le paysage politique français : le RPR détient l'Elysée et Matignon, domine la très large majorité dont dispose la droite à l'Assemblée na-

tionale ; outre cette « chambre introuvable », la droite construite la majorité inamovible du Sénat, contrôle la quasi-totalité des régions (20 sur 22 en métropole, 20 sur 26 avec l'outre-mer) et la plus grande partie des conseils généraux (77 sur 101). La gauche doit donc s'arc-bouter sur ses bastions municipaux, dont certains (Marseille) semblent déjà perdus.

ENTRÉE LOCALE

Dans les villes de plus de 100 000 habitants, le PS est le plus concerné par la bataille : sur les trente-quatre villes de cette taille (hors Paris), le PC n'en détient qu'une (Le Havre), alors que le PS en a seize ; trois (Marseille, Angers, Le Mans) sont gérées par des maires issus des partis de gauche. Actuellement, gauche et droite se partagent donc exactement à égalité ces cités. A Paris, l'enjeu est simple : la gauche unie, menée par le socialiste Bertrand Delanoë, a pour seul objectif d'empêcher Jean Tiberi de réaliser le « grand chelem » en remportant tous les arrondissements, ce

qu'avait réussi à obtenir Jacques Chirac en 1983 et en 1989.

Au sein de la gauche, le PC est parvenu à limiter les primaires (vingt-cinq dans des villes communales) avec le PS, ce qui devrait faciliter les choses à ce parti, qui reste la troisième force municipale de France. D'autre Le Havre, les communistes tentent de conserver leurs derniers bastions de province, comme Bourges ou Châlons-sur-Marne. Dans leurs mairies d'Ile-de-France ou de Rhône-Alpes, ils sont confrontés à la poussée du FN dans les anciennes « ceintures rouges ». Selon les localités, le parti lepeniste a choisi soit de s'effacer pour donner de meilleures chances aux candidats de droite, soit de présenter des candidats et d'essayer d'imposer des négociations aux représentants de la droite classique entre les deux tours.

Nationalement, les partis de la droite parlementaire refusent de telles négociations, fidèles à une ligne de conduite qui semble désormais bien établie. En revanche, localement, des candidats de droite

ont accepté discrètement des coalitions proches de l'extrême droite. Deux de ces tentatives ont été déjouées dans l'Essonne, grâce à la fermeté de Jean-François Mancel, le nouveau secrétaire général du RPR.

Le score du FN au premier tour de ces municipales était l'une des principales inconnues de ce scrutin. Depuis que le parti d'extrême droite a fait irruption dans le paysage politique, c'est à l'élection présidentielle, en raison du charisme de Jean-Marie Le Pen, que le FN, qui manque encore d'implantation locale, fait ses meilleurs scores. L'un des enjeux du 11 juin, pour ce parti, est de limiter son recul dans les villes par rapport à son score de la présidentielle. S'il y parvient, il pourrait être l'arbitre du second tour dans des dizaines de villes. En renforçant au moins son implantation locale, il espère faire son entrée au Sénat, à l'occasion du renouvellement partiel de septembre.

Plus encore que de coutume, les caractéristiques du scrutin de di-

manche rendent aléatoire, voire présomptueux, toute anticipation précise. La projection des résultats de l'élection présidentielle sur les municipales donne des indications, mais rencontre vite ses limites. Les électeurs ne mettent pas nécessairement en accord leur vote national et leur choix local, surtout quand leur maire est une forte personnalité, susceptible de renverser un rapport de forces théoriquement défavorable.

Néanmoins, si, comme ils l'ont fait jusqu'à maintenant, les électeurs conservent un certain lien entre leurs options nationales et leurs options municipales, la droite devrait remporter une victoire limitée. Mais les indications du premier tour devront être utilisées avec prudence, compte tenu, d'une part, du nombre prévisible de triangulaires et de quadrangulaires, d'autre part, de l'incertitude sur le report des voix du FN, dans les villes où ce dernier ne pourra pas se maintenir.

Jean-Louis Andréani

La situation dans les trente-quatre villes de plus de 100 000 habitants

ALSACE

● MULHOUSE : le score du FN, le 23 avril, a été le plus élevé de toutes les grandes villes. Son représentant, Gérard Freulet, qui se présente pour la deuxième fois, fait face au maire Jean-Marie Bocel (PS), élu lui-même difficilement en 1989. La droite se présente divisée. Reste à savoir si les Verts atteindront le second tour.

● STRASBOURG : Catherine Trautmann (PS) part favorite grâce à son bilan. En face, l'union de la droite est conduite, après bien des hésitations, par un centriste, le sénateur Philippe Richert. Au total, pas moins de huit listes sont en lice.

AQUITAINE

● BORDEAUX : le retrait de Jacques Chaban-Delmas (RPR), après quarante-huit ans de mandat, ouvre la voie au premier ministre Alain Juppé (RPR), surtout depuis que le président de la région, Jacques Valade (PRR), a renoncé à la compétition. Deux listes se présentent à gauche.

Auvergne

● CLERMONT-FERRAND : le choc des poids lourds, Valéry Giscard d'Estaing, président de la région et de l'UDF, y défie Roger Quilliot (PS), maire de la ville depuis 1973.

Bourgogne

● DIJON : Robert Poulade, vieux baron du gaullisme, brigue un cinquième mandat, à la tête d'une liste RPR-UDF. Balladurien, le maire a pour deuxième de liste le président - également RPR, mais chiraquien - du conseil régional, Jean-François Bazin. A gauche, François Rebsamen, conseiller municipal socialiste, mène une liste de « rassemblement » PS-PC. Malgré les huit listes en présence, l'ambition de M. Poulade est d'être réélu dès le premier tour.

Bretagne

● BREST : le maire Pierre Maille (PS) fait figure de favori à la tête d'une liste d'union de la gauche, face au député Bertrand Cousin (RPR).

● RENNES : le score de Lionel Jospin (56,86 %) a conforté le maire et ancien ministre de la santé, Edmond Hervé (PS). Le député qui l'a battu aux législatives, Yvon Jacob (RPR), a finalement pris la tête de l'opposition après des remous à droite. Mais la grande affaire de Rennes reste la controverse sur le projet de métro.

Centre

● ORLÉANS : Jean-Pierre Sueur (PS) retrouve sur sa route Jean-Louis Bernard (UDF), lequel espère conforter ses positions avec des voix d'extrême droite. Le maire, ancien secrétaire d'Etat aux collectivités locales, a conquis en 1989 une ville qui penche pour Jacques

Chirac. Il doit, en outre, affronter trois listes sur sa gauche.

● TOURS : l'immortel Jean Royer (div.) repart au combat, en annonçant qu'il pourrait, cette fois, passer la main en cours de mandat. Son ex-futur dauphin, Michel Trochu (RPR), se présente contre lui et contre une autre liste de droite.

Champagne-Ardenne

● REIMS : le député et maire RPR, Jean Paila, élu depuis 1983, va solliciter un troisième mandat. Il conduit une liste d'union de la droite contre huit autres listes, parmi lesquelles une d'union de la gauche PS-PC et deux d'extrême droite, dans cette ville où le FN a recueilli 15,77 % des suffrages.

FRANCHE-COMTÉ

● BESANCON : Robert Schwint (PS) brigue un quatrième mandat. Il affronte le député Michel Jacquemlin (UDF-CDS). Les écologistes se présentent divisés.

Ile-de-France

● BOULOGNE-BILLANCOURT : le combat devrait se résumer à une primaire entre deux sénateurs de droite : le maire sortant, Paul Graziani (RPR) et le vice-président du conseil régional, Jean-Pierre Fourcade (UDF-PR).

Languedoc-Roussillon

● MONTPELLIER : maire depuis 1977, Georges Frêche (PS) présente une liste de large ouverture. Son adversaire d'union de la droite, Gérard Christol (div.), a opté pour la même stratégie.

● NÎMES : la situation est confuse, avec huit listes. Le maire Jean Bouquet (UDF) trouve sur son chemin son ancien premier adjoint, Camille Lapierre (UDF). Le FN doit faire face à un de ses anciens membres, Lorrain de Saint-Affrique. L'électorat d'Alain Clary (PC), à la tête d'une équipe PS-PC, est visé par un radical et un divers gauche. Le tout est baigné par un parfum d'affaires.

● PERPIGNAN : le maire Jean-Paul Aidun (UDF-CDS), qui, en 1993, a succédé à son père Paul (UDF-PSD), ne trouvera pas sur son chemin le député RPR Claude Barate, comme il y a deux ans. Celui-ci s'est retiré de la compétition pour faire échec au FN, arrivé en tête (22,82 %) au premier tour de la présidentielle. Pour la première fois depuis 1983, la gauche est unie derrière le socialiste Claude Camoulène.

Limousin

● LIMOGES : Alain Rodet (PS), député et maire, avait succédé en 1990 à Louis Longueque, dont il était premier adjoint. Il affronte pour la première fois Alain Marsaud (RPR), mais cette bataille entre la gauche et la droite est brouillée par une liste FN et deux listes dissidentes à gauche.



Lorraine

● METZ : Jean-Marie Rausch (div.), ancien ministre du gouvernement Rocard, mais qui a soutenu Edouard Balladur pour l'élection présidentielle, devra batailler contre des candidatures de droite, du PS, divers gauches, d'extrême gauche et contre le FN.

Midi-Pyrénées

● TOULOUSE : Dominique Baudis (CDS) a su séduire cette ville plutôt de gauche. Au point que pour Jacques Lévy (PS), à la tête d'une union de la gauche, mettre le maire en ballottage serait une satisfaction.

Nord-Pas-de-Calais

● LILLE : deux sénateurs s'opposent : à gauche, Pierre Mauroy en quête d'un quatrième mandat, avec une liste recentrée, dopée par Martine Aubry. A droite, Alex Türk, en délicatesse avec le RPR, déjà candidat aux élections municipales de 1989 n'il avait obtenu 46 % des suffrages exprimés. M. Türk est géré par le FN, emmené par son secrétaire général, Carl Lang. Sa tâche semble difficile dans une ville où Lionel Jospin a fait plus de 53 % au second tour de la présidentielle et où Pierre Mauroy a beaucoup entretenu.

Rasse-Normandie

● CAEN : le sénateur Jean-Marie Girault (PR), élu depuis 1970, fait désormais figure de favori. La ville semble tentée par la gauche, mais le chef de file du PS, l'ancien ministre Louis Mexandeau, n'a jamais réussi à détrôner son éternel adversaire.

Haute-Normandie

● LE HAVRE : pour la quatrième fois, Antoine Rufenacht (RPR), président du conseil régional, essaie de ravir l'hôtel de ville à

un maire communiste, Daniel Collard, qui conduit la liste d'union de la gauche. Fort d'un score de 19,2 % à la présidentielle, le FN annonce qu'il se maintiendra.

● RDUN : la réélection de François Gautier (CDS), successeur de Jean Lecanuet, n'est pas assurée, dans une ville qui bruisse d'affaires financières et où il trouve sur son chemin Michel Guezet (PR). L'autre favori, Yvon Robert (PS), doit compter avec une liste Verts et une liste LO.

Pays de la Loire

● ANGERS : bien implanté dans sa ville, Jean Monnier (div. g.), brigue un quatrième mandat à la tête d'une liste d'ouverture. Il est, en outre, soutenu par son ancien parti, le PS, face au député Roselyne Bachelot (RPR).

● LE MANS : Robert Jarry, exclu du PC en 1989, est candidat à un quatrième mandat. S'estimant mal représentés sur la liste d'ouverture du maire, ses anciens amis communistes se présentent sous la bannière... d'un socialiste, Martin Combe. Une ancienne figure du PR local pousse les plates-bandes du principal représentant de l'opposition, le député Jean-Marie Gevaux (RPR).

● NANTES : elle constitue une ville-test pour mesurer l'effet Chirac. Car le ministre de la santé, Elisabeth Hubert (RPR), mise sa campagne sur sa proximité avec le président de la République. Le maire, Jean-Marc Ayrault (PS), défend son bilan et ses projets.

Picardie

● AMIENS : Gilles de Robien (UDF-PR), qui a succédé au communiste René Lamps, maire de la capitale picarde de 1971 à 1989, rencontrera une gauche divisée au premier tour, comme lors de son élection il y a six ans. Maxime Gre-

metz a renoncé à mener la liste communiste, au profit de Gérard Maisse. Francis Lecul conduira les socialistes.

Provence-Alpes-Côte d'Azur

● AIX-EN-PROVENCE : apparemment, la droite locale a enfin réussi à s'unir sur une liste RPR-UDF-CNI, menée par l'ancien ministre et député Jean-Bernard Raimond (RPR). En fait, trois autres listes de droite, plus le FN, se présentent. Le maire, Jean-François Picheral (PS), est aussi confronté à une gauche divisée.

● MARSEILLE : après le renoncement du maire et sénateur Robert Vigouroux, après l'éviction de Bernard Tapie, Jean-Claude Gaudin (UDF-PR), président du conseil régional, pourrait emporter, à sa troisième tentative, l'hôtel de ville. Il y a du monde à gauche : une liste PS-PC, menée par le président du conseil général Lucien Weygand (PS), une PS-Rad conduite par Michel Pezet (PS), sans compter celle de centre gauche de Jacques Rocca-Serra. Mais c'est sur les électeurs du FN (22,32 % au premier tour de la présidentielle) que repose le suspense.

● NICE : le maire sortant, Jean-Paul Barety, député RPR et deuxième successeur de Jacques Médecin, doit affronter un challenger de taille en la personne de Jacques Peyrat (div.), ancien chef de file du Front national, très populaire dans la ville. Pour le RPR, qui a envoyé en renfort de M. Barety le directeur adjoint du cabinet Alain Juppé, Patrick Stefanini, la bataille s'annonce difficile.

● TOULON : neuf listes se présentent, dont quatre à droite. Le maire et sénateur François Trucy (UDF-PR) bénéficie de l'investiture RPR-UDF, mais sa gestion est très critiquée par les autres candidats et par la chambre régionale des comptes. Les tensions sont fortes.

● VILLEURBANNE : le successeur de Charles Hernu, Gilbert Chabroux (PS) défend sa mairie contre le député Marc Frayssse (RPR), géré lui-même par une liste UDF. La droite a surtout à redouter le maintien du FN, qui avait obtenu 21,87 % des voix au premier tour de la présidentielle.

Les ministres dans la course

Vingt-sept ministres ou secrétaires d'Etat se lancent dans la course des municipales. Onze ministres ou secrétaires d'Etat, maires sortants de petites villes, repartent à la conquête de leur mairie : Hervé de Charette à Saint-Florent-le-Vieil (Maine-et-Loire), Charles Millon à Belley (Ain), Jacques Barrot à Yssingeaux (Haute-Loire), Philippe Douste-Blazy à Lourdes (Hautes-Pyrénées), Jean Arthuis à Châteauneuf-Gontier (Mayenne), Jean Puech à Rignac (Aveyron), François Filon à Sablé-sur-Sarthe (Sarthe), Jean-Jacques de Peretti à Sarlat (Dordogne), Guy Druet à Coulommiers (Seine-et-Marne), Pierre Pasquali à L'Île-Rousse (Haute-Corse), Jean de Bolhuis à Brétigny-sur-Orge (Essonne).

Les autres ministres à la tête d'une liste sont : Alain Juppé à la mairie de Bordeaux (Gironde), Alain Madelin à Redon (Ille-et-Vilaine), Colette Codaccioni à Faches-Thumessin (Nord), Philippe Vasseur à Saint-Pol-sur-Ternoise (Pas-de-Calais), Pierre-André Périssol à Moulins (Allier), Eric Raoult au Raincy (Seine-Saint-Denis), et Elisabeth Hubert à Nantes (Loire-Atlantique). Trois sont têtes de liste à Paris : Jacques Toubon dans le 13^e, Bernard Pons dans le 17^e et Jean-Louis Debré dans le 18^e. Six ministres délégués ou secrétaires d'Etat partent dans la compétition en première place : Jacques Godfrain à Millau (Aveyron), François Baroin à Troyes (Aube), François d'Aubert à Laval (Mayenne), Françoise Hostalier à Armentières (Nord), Raymond-Max Aubert à Tulle (Corrèze) et Nicole Ameline à Honfleur (Calvados).

Le départ donne le coup

Sabine Bouffot, ancien...

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

Le départ donne le coup

scrutin incertain

unicipales. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Le scrutin municipal est le premier tour de la campagne électorale. La gauche espère conserver les villes, être en position d'arbitre pour le second tour.

Les candidats aux municipales et le contrôle des dépenses de campagne

LES CANDIDATS aux élections municipales s'angoissent de leurs dépenses de campagne, qui pourraient les faire invalider si elles se révélaient illégales. C'est en effet la première fois que la législation, mise en place par vagues successives depuis 1990, s'applique au scrutin municipal et les sortants, comme leurs concurrents, se demandent avec inquiétude comment ne pas contrevenir à la loi.

Deux collaborateurs de l'Association des maires de France répondent du matio au soir aux coups de téléphone de personnes qui veulent savoir si elles ont le droit d'agir de telle ou telle façon. La Commission nationale des comptes de campagne et de financement des partis politiques (CNCP) reçoit quotidiennement une cinquantaine de lettres inspirées par la même inquiétude. Ici, on rationne les communications téléphoniques ; là, on reconstruit à l'inauguration d'une école ; à un autre endroit, on redoute de figurer sur une photo du journal local. Il y a certes beaucoup de fantasmes dans cette « avarice » toute neuve des candidats, mais il faut dire à leur décharge qu'ils découvrent un système minéralisateur qui, en quatre ans d'application dans les autres scrutins, a eu le temps de devenir efficace mais compliqué.

En apparence, tout est simple : dans les communes de moins de 9 000 habitants, les candidats peuvent tout faire en matière de recettes et de dépenses électorales ; sauf recevoir de l'argent d'une personne morale. Dans les communes de plus de 9 000 habitants, un plafond de dépenses a été institué ; et pour permettre de le vérifier, chaque tête de liste est tenue de déposer ses comptes dans les deux mois suivant le tour de scrutin. En matière de recettes : et toujours dans les grandes communes - les personnes physiques ne peuvent pas donner plus de 30 000 francs, mais elles peuvent déduire de leurs impôts 40 % de leurs dons dans la limite de 5 % de leurs revenus. Les candidats qui obtiennent au moins 5 % des suffrages exprimés peuvent prétendre au remboursement de la moitié de leurs dépenses.

Le système actuel ne donne pas satisfaction à Jean-Paul Delevoye, président de l'Association des maires de France, sénateur RPR. « Je demande un bilan d'évaluation de ce système pour savoir si le but de moralisation est atteint, dit-il. Mais aussi pour savoir si ce plafonnement des dépenses n'entraîne pas l'alternance démocratique. Est-ce qu'il n'institue pas une prime aux sortants ? »

178 FORMATIONS POLITIQUES. La Commission des comptes de campagne n'est pas moins désireuse d'améliorations tant les élus se sont montrés imaginatifs. En effet, une loi de janvier 1995 a ouvert une grande brèche dans le dispositif de contrôle en assimilant les comités de soutien à des partis politiques. Cette qualification leur vaut des avantages considérables : ils peuvent recevoir des dons allant jusqu'à 50 000 francs de la part des personnes physiques et financer la totalité d'une campagne électorale bien qu'étant une personne morale. Ils sont seulement tenus de déposer leurs comptes une fois par an... et peuvent disparaître avant de satisfaire à cette obligation.

Il y avait vingt-neuf formations politiques répertoriées en 1990 ; la Commission en a dénombré cent soixante-dix-huit au 31 décembre 1994. « Nous travaillons de tout, explique René Vacquier, président de la CCPR A Plant-de-Cuques, à Orsay ou à Ploermel, on a créé des comités de soutien pour financer les campagnes de notables. Nous avons même vu un comité dans une commune de 150 habitants ! C'est inquiétant parce qu'il s'agit d'une atteinte au principe même de l'encadrement des dépenses de campagne. Lorsque nous demanderons des justifications, notre lettre risque de revenir avec la mention : « Inconnu d'adresse indiquée. »

Alain Faujas

Le départ imminent de la directrice du budget donne le coup d'envoi d'une réorganisation de Bercy

Isabelle Bouillot, ancien conseiller de François Mitterrand, devrait être remplacée par un proche d'Alain Juppé

Les hauts fonctionnaires de Bercy redoutent une vaste réforme qui réduirait le pouvoir de leur administration. La désignation d'Alain Madelin à la tête du ministère de l'économie et des finances ne les a pas rassurés. Si le départ, pratiquement décidé,

d'Isabelle Bouillot, ancienne conseillère de François Mitterrand, de la direction du budget ne surprend pas, les choix qui vont être

faits pour d'autres postes vacants sont attendus pour mesurer les intentions du nouveau gouvernement.

qu'Alain Juppé, avec qui il a noué, à cette époque, une relation personnelle de confiance.

Le départ de M^{me} Bouillot pose, pourtant, des problèmes plus délicats qu'il n'y paraît. D'abord, la forteresse de Bercy a été très ébranlée par les critiques chiraquiennes à l'encontre des hauts fonctionnaires « conservateurs et réticents au changement » et, depuis, les grandes administrations de la maison attendent avec inquiétude la mise en œuvre de réformes annoncées. De plus, après

émancipation du RPR lui enjoignant de se séparer... d'Isabelle Bouillot.

Pour les hauts fonctionnaires de Bercy, les premières décisions du nouveau ministre de l'économie et des finances revêtent donc une valeur de test, d'autant que d'autres nominations sont attendues, à des postes également stratégiques. Le poste de directeur, chef du service de la législation fiscale, occupé par Michel Taly, passé au privé, est vacant depuis trois semaines. C'est le cas aussi du poste de directeur de la comptabilité publique,

il devient la chasse gardée de la nouvelle équipe, ou bien l'impertinence de l'Etat - annoncé - sera-t-elle respectée ?

La question se pose d'autant plus que l'avenir du directeur du Trésor, Christian Noyer, n'est pas plus assuré. Ballardurien bon fient, très critiqué pour la manière dont il dirige son équipe, il pourrait être aussi menacé, à moins que son administration ne soit réformée et perde donc de son influence.

LA CITADELLE RÉSISTE. Les hésitations de M. Lemierre avant d'accepter le poste de directeur de cabinet de M. Madelin sont aussi révélatrices de ce malaise. Haut fonctionnaire respecté et expérimenté, il était l'un des meilleurs connaisseurs des arcanes de la maison. Après avoir vu deux autres hauts fonctionnaires, le ministre de l'économie et des finances, qui ne le connaissait pas, lui a donc proposé de diriger son cabinet. Visiblement, M. Lemierre n'était pas candidat, et il a fallu que l'on insiste pour qu'il franchisse le pas. Mais sa décision est-elle irrévocable ? Pourrait-il installer le cabinet de M. Madelin et retourner ensuite à la direction générale des impôts ? Pourrait-il même cumuler les fonctions de directeur de cabinet et de directeur général des impôts ? Évoquée, cette dernière idée semble, en réalité, peu praticable et manifestement, de la part de l'intéressé, une confiance très limitée dans la longévité du nouveau ministre des finances. En tout cas, M. Madelin en fait, depuis peu, la difficile expérience : la citadelle de Bercy n'est pas de celles que l'on prend à la bousculade.

Laurent Mauduit

Douze ministres sans directeur de cabinet

Trois semaines après la nomination des membres du gouvernement, douze d'entre eux n'ont pas encore officiellement de directeur de cabinet. Ne sont toujours pas parvenus au Journal officiel les nominations des principaux collaborateurs des ministres de l'économie et des finances (M. Madelin), de la fonction publique (M. Puchet), de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion (M. Raoult), de la solidarité entre les générations (M^{me} Codaccioni), du logement (M. Périot), de l'outre-mer (M. de Peretti), du tourisme (M^{me} de Panafieu), des affaires européennes (M. Barnier), des secrétaires d'Etat à l'emploi (M^{me} Condorcet), à l'enseignement supérieur (M. de Boishue), à l'enseignement scolaire (M^{me} Houtallier), aux quartiers en difficulté (M^{me} de Veirras). Certes, le choix de la plupart d'entre eux a été fait, mais le manque d'officialisation complique la mise en route de la machine administrative.

plusieurs vagues de « chasse aux sorcières », lors de l'alternance de 1981 ou de 1986, le ministère des finances n'avait plus vécu de grand traumatisme.

UNE VALEUR DE TEST

En 1988, Pierre Bérégovoy avait confié Jean-Claude Trichet dans ses fonctions de directeur du Trésor, alors que celui-ci devait son poste à Edouard Balladur ; et, en 1993, le ministre du budget, Nicolas Sarkozy, avait fait la sourde oreille à de nombreuses demandes

puisque le dernier titulaire, Pierre-Mathieu Duhamel, est maintenant directeur adjoint du cabinet du premier ministre. C'est le cas enfin du poste de directeur général des impôts, puisque son titulaire, Jean Lemierre, est devenu directeur de cabinet de M. Madelin.

Les administrations centrales du ministère des finances, qui figurent parmi les plus puissantes du pays, vivent, ainsi, une période de changement sans précédent, avec, en arrière-plan, les inquiétudes que l'on devine : Bercy va-

Meilleurs vœux et bon courage

LA CAMPAGNE du premier tour se termine. Les préaux se vident. Les prétroires se remplissent. A Paris, Jean Tiberi (RPR) porte plainte contre Bertrand Delanoë (PS), qui a cru déceler

« des aspects mafieux dans le système » de gestion de la capitale. A Rennes, Edmond Hervé (PS) poursuit son adversaire Yvon Jacob (RPR) pour un tract diffamatoire. A Cannes, le matin, Michel Mouillot (UDF), maire sortant, est débouté de son référent contre Pierre Lellouche (RPR) pour distribution de tracts illégaux. Le tribunal de grande instance a même l'effronterie de le condamner aux dépens, pour des pratiques tout aussi illégitimes. Tel est pris qui croyait prendre. Mais, l'après-midi, c'est au tour de Pierre Lellouche d'être condamné pour diffamation publique, en lui refusant le bénéfice de la bonne foi. Plus prudent, le tribunal des référés de Grenoble s'est refusé d'« interférer dans les opérations électorales de nature politique », alors qu'il avait été sommé par des candidats d'interdire à leurs concurrents l'usage de l'étiquette UDF.

Candidat à Lyon, Raymond Barre préfère prendre à rebrousse-poil ses électeurs plutôt que ses adversaires. Devant un parterre de chefs d'entreprise, il a tranquillement dénoncé, jeudi 8 juin, « le luxe raffiné du traitement social du chômage ». « Chaque matin, a expliqué l'ancien premier ministre, des Français se lèvent en se demandant quelle allocation leur permettrait de vivre jusqu'au soir. » Pour faire bonne mesure, M. Barre a estimé à « un million de chômeurs sur trois » ceux qui profitent ainsi du système. « On dira que je suis un libéral sans cœur. Mais je ne suis pas du tout libéral et j'espère que vous m'accorderez que j'ai du cœur », a conclu M. Barre, qui avait donc une réponse toute prête pour le sujet de philosophie proposé vendredi aux lycéens lyonnais : « L'opinion peut-elle être le guide

du pouvoir politique ? » Francis Colonnelle a sans doute apprécié l'analyse de l'ancien premier ministre. Psychologue au chômage, il conduit à Chambéry une liste « Droit de parole pour les chômeurs », composée à 67 % de bénéficiaires de ces « luxueuses » prestations qui sont le RMI, les Assedic ou les contrats emploi-solidarité, à 21 % de salariés « saladiers », à 10 % d'étudiants et d'un retraité. Il propose la création d'un « service municipal du non-emploi », et suggère d'apposer un signe distinctif sur les véhicules des chômeurs, ouvrant droit à un tarif réduit pour les contraventions. Et puisqu'on dit que la politique est un spectacle, Francis Colonnelle finance sa campagne grâce aux huit représentations d'une satire acide, *Liberté, égalité, chômage*, dont il est le metteur en scène et l'interprète. Déjà candidat aux élections cantonales de 1994, il avait obtenu plus de 7 % des suffrages.

Malgré leurs revers, les écologistes sont finalement les plus ambitieux

La campagne se termine. Les états-majors se concertent. Les porte-parole des partis réapparaissent. En homme avisé, Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, a assuré jeudi qu'il n'était pas question d'en faire « un test politique ». « Il est trop tôt pour dire que les municipales sont une confirmation de la présidentialité et trop tôt aussi pour dire que c'est la revanche de ceux qui n'ont pas gagné », a ajouté le député de l'Oise. La droite a l'ambition modeste. Son seul objectif publiquement affiché est de réussir le « grand chemin » à Paris, où elle dirige les vingt mairies d'arrondissement. La gauche n'est guère plus farouche. Le premier secrétaire du PS, Henri Emmanuelli, explique que l'UDF et le RPR ont gagné l'élection prési-

dentielle « dans des conditions qui ne permettent pas à la droite de paresser et qui font que la gauche n'est pas désespérée » pour ces élections municipales. A cette gauche, Henri Emmanuelli lotime l'ordre de « réapprendre à penser pour tout le monde et pas seulement au service de ses intérêts ». On pouvait croire que cela allait sans dire.

En dépit de leurs récents revers électoraux, les écologistes sont finalement les plus ambitieux. Apparus en nombre dans les conseils municipaux en 1989, ils espèrent « plus que doubler » le nombre de leurs élus cette fois.

La campagne se termine. Des pages se tournent. Vendredi, Jacques Chaban-Delmas a fait ses adieux à la presse, puis au personnel municipal de Bordeaux. Le même jour, à Rémicourt, dans le Morbihan, le maire, Léon Pillard, qui abandonne son fauteuil, comme environ douze mille maires de petites communes, constatait tristement qu'aucun habitant du village ne s'était encore porté candidat à sa succession. « Cette activité me prend trop de temps », explique-t-il, tout en concédant que, s'il a eu « beaucoup de responsabilités », c'est sans aucun doute parce qu'il n'a « pas su assés déléguer (ses) pouvoirs ». Mais rien ne le console de voir que « personne n'attache d'importance à l'avenir de Rémicourt ».

Dans le paysage municipal, de nouvelles têtes vont apparaître. Le nouveau a toujours le crédit d'être mieux. Pour les élus et les électeurs de 1989, ce mandat qui s'achève aura parfois été celui des désillusions. Valquey à Blois, au nom d'une « nouvelle génération qui veut moderniser la politique », Jack Lang avait alors vu passer, une fois encore, la France des ténébreux à la lumière. Il avait assuré que son successeur, associé à celui de « Robert Vigouroux à Marseille, et même de Michel Noir à Lyon », montrerait que « la France a besoin de renouvellement et d'oxygène ». On souhaitait de bon cœur aux maires de 1995 des modèles plus flatteurs et un meilleur sort.

Récit de nos correspondants

M. Mitterrand a démissionné du barreau de Paris

FRANÇOIS MITTERRAND, inscrit depuis le 19 mai 1954 au barreau de Paris, a démissionné le mois dernier et le Conseil de l'Ordre lui a accordé le 30 mai la qualité d'avocat honoraire, à-t-on appris vendredi 9 juin auprès de l'Ordre. Le titre d'avocat ne pouvant être porté que par des juristes en exercice, le barreau de Paris a créé en 1951 un tableau supplémentaire sur lequel peuvent être inscrits les avocats démissionnaires qui en font la demande et qui ont exercé durant au moins vingt ans.

ÉLECTIONS MUNICIPALES

■ CONdamnATION : le député RPR de Sarcelles, Pierre Lellouche, candidat à la mairie de Cannes, a été condamné, vendredi 9 juin, par le tribunal correctionnel de Grasse à 1 000 francs d'amende et 1 franc de dommages et intérêts pour diffamation envers le maire UDF-PR de Cannes, Michel Mouillot. Dans un jugement distinct, le tribunal des référés a en revanche débouté M. Mouillot, qui poursuivait également son adversaire pour affichage et distribution de tracts après l'ouverture officielle de la campagne.

DÉPÊCHES

■ RENCONTRE : Jacques Chirac « recevra les partenaires sociaux dans la semaine du 19 au 23 juin », a annoncé l'Elysée vendredi 9 juin. Le chef de l'Etat commencera ses entretiens en rencontrant le 19 juin la secrétaire générale de la CFDT Nicole Notat et le 20 juin son homologue Louis Vianney (CGT). Aucun ordre du jour précis n'a été fixé pour ces entretiens, qui seront l'occasion d'une première prise de contact du président de la République avec les organisations patronales et syndicales.

■ MANIFESTATION AGRICOLE : pas de purée de tomate devant la préfecture du Vaucluse ni de camions espagnols arraisonnés : un simple ticket de train a fait l'affaire jeudi 8 juin à Avignon. Les producteurs vauclusiens de fruits et légumes qui souffrent de la mévente de leurs produits (à cause notamment des dévaluations de la lire et de la peseta) ont pris en otage Jean-Claude Coquer, directeur régional de l'agriculture et de la forêt, venu pour une réunion de routine à la chambre d'agriculture. Il a été contraint de prendre le premier train vers Paris afin d'y rencontrer sans délai le directeur de cabinet du ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, Philippe Vasseur, et de plaider la cause des producteurs. (Corresp.)

■ DOCKERS : le patronat de la manutention portuaire a demandé, jeudi 8 juin au gouvernement des « rectifications » dans la loi Le Drian de 1992, qui a modifié le statut des dockers et remplacé celle de 1947. « Les ambiguïtés, voulues ou non à l'origine, voient les contradictions, permettent des interprétations abusives et opposées à l'esprit de la loi », a affirmé Hubert Péri, président de l'Union nationale des Industries de la manutention au cours de l'assemblée générale de l'organisation patronale.

■ FEMMES : une vingtaine d'associations féministes, dont la Coordination pour le droit à l'avortement et à la contraception (Cadac), la Ligue du droit des femmes et la Coordination féministe, ont exprimé leur inquiétude, vendredi 9 juin, après la nomination de Colette Codaccioni comme ministre de la solidarité entre les générations. Elles accusent M^{me} Codaccioni de vouloir « faire rentrer les femmes à la maison » en mettant en œuvre l'allocation de libre choix et contestent la nomination comme directrice de cabinet de Clara Lejeune-Gaymard « personnellement opposée à l'interruption volontaire de grossesse ».

SOCIÉTÉ

LE MONDE / DIMANCHE 11 - LUNDI 12 JUIN 1995

BANLIEUES Une nuit d'émeutes, un gymnase incendié, des écoles attaquées, des voitures et des commerces dévastés... Après les incidents de la nuit de jeudi à vendredi 8 au vendredi 9 juin.

di, les habitants de Noisy-le-Grand, en Seine-Saint-Denis, tentaient samedi 10 juin de comprendre. La cité de la Butte-Verte n'avait jamais connu de telles violences. ● DE LEUR

CÔTÉ, les enquêteurs disposent de peu d'éléments. Mais ils notent que les groupes de deux ou trois personnes qui ont agi simultanément étaient fortement organisés. Le par-

quet de Bobigny a ouvert vendredi une information judiciaire. ● LE GOUVERNEMENT a fermement réagi par la voix d'Alain Juppé qui ne saurait « tolérer de véritables actes cri-

minels ». Eric Raoult, ministre de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion, a lancé « un appel au calme », ajoutant que « ce qui s'est passé est tout à fait inadmissible ».

A Noisy-le-Grand, les habitants de la Butte-Verte tentent de comprendre

Une information judiciaire a été ouverte après les violents incidents survenus dans la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 juin.

Alors qu'une marche silencieuse devait se dérouler samedi dans la ville, les enquêteurs mettent en avant l'organisation des groupes d'incendiaires

« UNE VÉRITABLE guérilla urbaine ». Antoine Pontone, le maire PR de Noisy-le-Grand, avait longuement pesé ces quatre mots, vendredi 9 juin, avant de les lâcher devant les journalistes. La nuit précédente, trois écoles avaient été incendiées. Un gymnase avait été totalement détruit. Des véhicules, des vitrines de magasins et une agence bancaire avaient été pris pour cible au cours de cette nuit bleue. A deux jours du premier tour des élections municipales, et devant toute la presse nationale, le premier magistrat de cette commune de Seine-Saint-Denis jouait donc.

Le visage tendu, il a lu son discours. Prudemment, il a condamné les premiers incidents, survenus dans la nuit de mercredi à jeudi 8 juin, tout en estimant que l'« on pouvait les comprendre ». La mort, accidentelle ou non, d'un ami valait bien deux vitrines et deux voitures. Mais, pour qualifier les violences de cette seconde nuit, il a moins pris de gants. « Aux alentours de minuit, plusieurs groupes crimi-

nels organisés ont systématiquement incendié plusieurs édifices publics, en des points espacés de la ville, à quelques minutes d'intervalle, a-t-il expliqué. Je ne pense pas que les jeunes que j'ai rencontrés à plusieurs reprises, quelquefois en colère, quelquefois moirés, puissent être les auteurs de ces exactions. Il s'agit de manifestations terroristes, prévues depuis longtemps. »

« C'EST CALME, TROP CALME »

Guérilla urbaine, manifestations terroristes... A la cité de la Butte-Verte, ces expressions font gentiment sourire. C'est pourtant ici qu'en trente minutes, dans la nuit de jeudi à vendredi, le feu a transformé le gymnase Jean-Guimier en un tas de cendres. Ici que quatre véhicules ont été transformés en torches et qu'une école n'a été épargnée que par la maladresse temporaire des incendiaires. Ici, enfin, que vit la famille Belhabib, dont la mort d'un des fils, mercredi matin, à l'issue d'une course poursuite avec la police, a mis le feu aux poudres (Le Monde du 10 juin). La

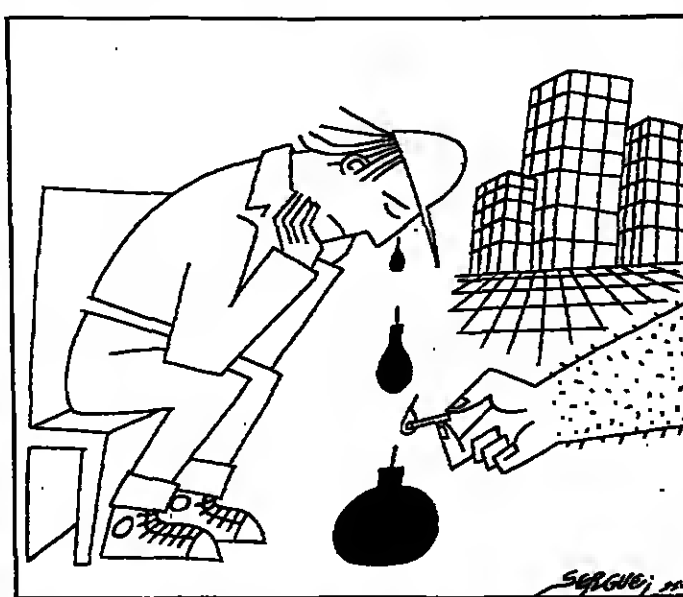
Butte-Verte serait donc au cœur du mal, un de ces quartiers hors-la-loi où la police ne s'aventurerait plus. Ou, pour reprendre le mot de ce garçon hilare d'à peine douze ans croisé sur les ruines du centre sportif, « Chicago ».

La réalité s'avère toutefois bien différente. Les quatorze bâtiments de quatre à onze étages qui forment cette cité ne sont certes pas des merveilles architecturales, mais on est loin de certaines horreurs périphériques. Ni spécialement triste, ni particulièrement agressif, le rose et le blanc des murs est resté net, comme sont demeurées intactes les boîtes aux lettres et cages d'escalier. Au bas des quelques huit cents logements, des pelouses pour flâner. Au centre, une petite place pour s'asseoir. « Ça fait deux ans que je suis là et il n'y a jamais eu le moindre problème », dit Pierre. Si, une embrouille, l'an dernier. Les Farvettes de Neuilly-Poissone étaient venues se battre avec les Terribles de Chompy. Les deux bandes s'étaient retrouvées ici pour régler leurs comptes et ça avait fait mal. Mais c'était extérieur. Sinon rien. Il n'y avait du monde que pour les compétitions au gymnase. C'est calme, trop calme.

Les fêtes, également. Ici, le seul danger s'appelle l'ennui. « On se demande presque ce qu'on peut dire d'un quartier comme ça, soudain un surveillant du collège Jacques-Prévert, qui accueille les adolescents de la Butte-Verte. Que les gamins n'ont rien à faire. Mais ça n'a rien à voir avec d'autres cités de Seine-Saint-Denis, et même de Noisy. A Champsy, aux Arcades, là, ça craint. On voit des armes, des bandes. Mais ici, vous pouvez traverser en pleine nuit avec un sac, une caméra, il ne se passera rien. La drogue ? Ils fument leur petit pétard, le soir. Mais les seringues et le deal, c'est ailleurs. »

« LE MEILLEUR PILOTE DE LA CITÉ »

Même la mort de Belkacem ne semble pas déchaîner la haine. Non, que la police soit particulièrement appréciée, ni que les jeunes de la Butte-Verte éprouve le moindre doute quant au caractère criminel du drame. Quels que soient leur âge, leur sexe, leur origine, ils en sont convaincus : « Les flics l'ont tué ». Tous connaissent un copain qui a vu, ou plutôt qui connaît quelqu'un qui a vu « le meurtre ». Un petit brun : « Ils sont arrivés à sa hauteur, il n'a pas voulu s'arrêter, ils ont poussé son moto contre le feu rouge, une copine était là, je ne sais plus son nom... » Une grande blonde : « C'était une R 9, elle l'a violemment percuté ; après, elle a fait marche arrière et est repassée sur lui. » Un ami de Belkacem : « La R 9 était derrière, elle ne l'a pas touché, c'est une Z4 qui l'a heurté sur le côté et l'a piloté contre le feu rouge. Il y avait une femme qui



promenait son chien qui l'a vu, elle nous l'a dit, mais on n'a pas son nom et elle n'est pas allée témoigner. »

La version policière, rappelée vendredi après-midi par le préfet de Seine-Saint-Denis, assurait que Belkacem, sans casque au guidon d'une moto volée, a voulu semer le policier en prenant une bretelle d'autoroute à contre-sens et aurait perdu le contrôle de son bolide ? « Impossible », martèlent tous les jeunes. C'était le meilleur pilote de la cité. Et une sœur de la victime de jurer qu'« ils nous avaient dit qu'ils allaient le liquider, ils l'ont fait ».

La police, il est vrai, connaît bien le jeune homme. Si dans la cité il passe alternativement pour « un type sympa » ou pour un dur qui

« savait leur tenir tête », les policiers le qualifient de « délinquant récidiviste ». Sorti de prison il y a trois mois, après une condamnation - la sixième - pour le vol d'une moto, Belkacem avait surtout fait parler de lui le 24 novembre 1991, lorsqu'il avait porté deux coups de couteau à son ancien prof d'éducation physique. Certains y voient l'explication du choix du gymnase comme cible privilégiée. D'autres assurent que « le vrai problème de Belkacem, c'était les flics ». Sa sœur s'empare : « Ils nous en avaient déjà tué un. » Il y a deux ans, Azzedine Belhabib, son frère, s'était jeté par la fenêtre du cinquième étage. « Ils l'avaient poussé à bout », jure la famille. Quant à Belkacem, « même

quand il n'avait rien à se reprocher, il fuyait la police, se souvient un ami. Ils s'acharnaient sur lui ».

Mais cette colère, la cité de la Butte-Verte semble la contenir. Le premier soir, certains proches de la victime le confessaient, ils ont un peu dérapé. « On a cassé trois vitrines, on avait besoin de faire quelque chose... » Mais la nuit de violence de jeudi à vendredi, ils assurent n'y être pour rien. « D'abord, on était presque tous d'accord pour rester tranquille quelques jours, le temps qu'ils fassent une enquête. Et même les quatre ou cinq qui voulaient bouger, ils avaient fini par nous écouter. Je pourrais comprendre ceux qui ont fait ça, mais c'est une erreur. »

Certains accusent les cités voisines de Noisy, d'autres les gens de Neuilly-Poissone, les derniers imaginent une machination politique à la veille des élections municipales. Il y a ceux qui s'en amusent ; ceux, souvent très jeunes, qui se taisent mais dont le regard se voile, quand ils évoquent leur gymnase. Et ceux qui, comme Nordine, le plus jeune frère de Belkacem, condamnent les violences. « Ce qui s'est passé ne me rendra pas mon frère, a-t-il déclaré. Ce n'est pas de cette manière que l'on aura la justice de notre côté. » Vendredi, tandis que quatre compagnies de CRS se préparaient à quadriller la ville, il a appelé à une marche silencieuse, samedi à 13 h 30, de la cité à la mairie. Pour demander à la « police des policiers » d'entreprendre rapidement une enquête. Mais surtout pour « prouver qu'on est pas des gens à brûler des écoles ».

Nathaniel Herzberg

« Un problème d'ordre public, pas d'intégration », pour M. Raoult

« ATTENTION cette nuit, gardez vos enfants, il ne faut pas qu'ils fassent n'importe quoi. » Tout en lançant un appel au calme, vendredi 9 juin sur TF1, Eric Raoult, ministre de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion, a fermement condamné les « actes de commando inadmissibles » de Noisy-le-Grand, une « ténébreuse affaire » et un « acte criminel » visant, selon lui, à semer la perturbation avant les élections municipales. Dans une déclaration à l'AFP, M. Raoult estime qu'« il s'agit d'un problème d'ordre public, pas d'un problème de ville ou d'intégration. Il ne faudrait pas que des associations qui ont l'habitude de se servir du malheur des gens puissent appeler à une marche, récupérer pour des raisons politiques ce drame ».

Le premier ministre, Alain Juppé, avait, peu auparavant, vivement réagi. « Quelle que soit la volonté de compréhension et de dialogue qui reste forte et intacte », le gouvernement ne saurait « tolérer de véritables actes criminels », a-t-il proclamé. « Ce n'est pas en incendiant des collèges ou des bâtiments publics ou privés que l'on fait avancer sa cause et sa compréhension. Il faut évaluer rapidement les conditions dans lesquelles ces incidents se sont produits », a assuré M. Juppé.

Dans un entretien accordé, samedi 10 juin, au Fi-

garo, Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur (lire aussi page 22), avance des propositions pour « donner aux brigades anticriminalité la capacité d'être davantage présentes sur le terrain » et « s'attaquer aux bandes qui frappent dans les quartiers difficiles ». M. Debré annonce son intention de réunir prochainement « les responsables de la hiérarchie policière dans ces zones, pour voir comment, quartier par quartier, ville par ville, nous devons procéder ». Il envisage également de proposer un projet de loi sur les activités de gardiennage et de sécurité assorti d'une « véritable coopération entre les policiers et les gardiens d'immeubles » pour « faciliter l'accès aux postes de gardien des épouses de policiers qui le souhaitent ».

Jean-Marie Le Pen (FN) a, de son côté, dénoncé « le climat de guerre civile larvée qui s'installe chaque jour davantage ». Dans un communiqué, il « somme le gouvernement de remplir enfin sa mission première qui est d'assurer l'ordre public et la sécurité de nos concitoyens ». Julien Dray, député PS de l'Essonne, préconise, lui, la création d'« une commission nationale police-jeunes » regroupant représentants de la police et associations de jeunes afin de « proposer des solutions pour assurer les besoins de sécurité sans atteinte à la dignité de la jeunesse des banlieues ».

Une circulaire régularise la situation des parents étrangers d'enfants français

LE MINISTRE de l'intérieur a adressé aux préfets, vendredi 9 juin, une circulaire leur demandant de régulariser la situation des parents étrangers d'enfants français victimes d'une impasse dans l'application de la loi Pasqua de 1993 sur l'immigration. « La loi est faite pour lutter contre les fraudes, non pas pour empêcher le déroulement d'une vie familiale normale », indique Jean-Louis Debré dans ce texte, avant de demander aux représentants de l'Etat de « veiller personnellement à la bonne application de ces instructions ». La circulaire prévoit l'attribution, soit d'une carte de séjour d'un an renouvelable assortie d'une autorisation de travail, soit d'une carte de résident. Elle a été bien accueillie par les représentants des organisations de défense des droits de l'homme, Cimade, MRAP, Fasti, Gisti, Plein Droit) à qui elle a été annoncée, vendredi, par Jean-Claude Barreau, conseiller de M. Debré pour l'immigration.

Cinq semaines après une première circulaire de Charles Pasqua sur le même sujet, le nouveau ministre de l'intérieur a donc cru bon d'enfoncer le clou, annonçant ce qui est en réalité une petite opération de régularisation d'étrangers sans papiers, qui plus est à la veille d'un dimanche électoral. La situation aberrante que vivent des parents étrangers d'enfants français, ni expulsables ni régularisables, a pour-tant été dénoncée depuis plus d'un an par toutes les associations concernées. Inexpensables précisément à cause de leur qualité de parent de Français, certains sont privés du droit au travail et réduits à la vie clandestine depuis que la loi Pasqua a imposé une nouvelle condition à toute régularisation : le séjour régulier au moment de la demande.

Il avait fallu une très longue grève de la faim, en avril, pour que le gouvernement se saisisse enfin de ce défilé de droit. Quelques jours avant le premier tour de l'élection présidentielle, François Mitterrand s'en était ému et avait obtenu de Charles

Pasqua la publication d'une circulaire, le 5 mai, qui posait le principe d'une régularisation au cas par cas. Mais les préfets ont traité les pieds pour appliquer ce texte imprécis (Le Monde du 10 juin).

Dans la nouvelle circulaire, la présomption de fraude, obsession des préfets et alibi de tous les refus, n'est pas considérée comme le principe mais bien comme une exception : « Quand vous ne soupçonnez pas la fraude, vous devez accueillir les demandes », insiste M. Debré. A la fin, la circulaire ne fait que rappeler aux préfets qu'ils peuvent apprécier librement les situations personnelles des étrangers et que la loi n'interdit aucune dérogation pour raisons humanitaires. Le texte va jusqu'à accorder aux Algériens le bénéfice de la législation de droit commun alors que leur situation est régie par un accord franco-algérien, moins généreux sur ce point.

Selon la Cimade, 3 000 à 5 000 étrangers seraient intéressés par la régularisation, sans compter plusieurs milliers d'Algériens, dont

le statut est spécifique. Ces chiffres ont été contestés par Eric Raoult, ministre de l'intégration, qui a parlé de 750 cas. Quoi qu'il en soit, le gouvernement vient d'être amené à reconnaître, pour la première fois, que l'application de la loi Pasqua n'allait pas sans mal. M. Raoult a ainsi qualifié d'« accroc » la situation des parents étrangers d'enfants français, et estimé que « les lois Pasqua sont un socle sur lequel il ne convient pas de revenir sur le plan législatif, mais plutôt par le biais de circulaires ».

Le prochain « accroc » dont devrait se saisir le gouvernement, pour prévenir de nouvelles manifestations de colère, est celui des jeunes étrangers arrivés très tôt et toujours scolarisés en France qui découvrent, le jour de leur majorité, qu'ils n'ont droit à aucun papiers, notamment parce que leurs parents n'ont pas obtenu un regroupement familial officiel pour cause de logement trop exigé.

Philippe Bernard

Des violences minutieusement organisées, selon les enquêteurs

LE PARQUET de Bobigny a ouvert vendredi 9 juin, après les violents incidents de Noisy-le-Grand, une information judiciaire contre X, pour vols de véhicules, recels de vol, destruction et dégradation de biens d'autrui, dont certains publics. Le service départemental de police judiciaire (SDPJ) de Seine-Saint-Denis a été chargé de l'enquête. Une vingtaine d'individus, opérant par groupes de deux ou trois dissimulés en plusieurs secteurs de la ville, ont incendié un gymnase et trois établissements scolaires. Ils ont également mis le feu à neuf véhicules, huit voitures et un camion. Des vitrines de magasins ont été brisées.

L'enquête s'annonce difficile car aucun incendiaire n'a pu être surpris en flagrant délit. Les rares témoins ont fait état de personnes « cagoulées ». Six jeunes gens, brièvement interrogés par la police, ont été relâchés vendredi matin. Les enquêteurs vendent le caractère « très organisé » de ces actes de vandalisme. De source proche de l'enquête, on indique que ces violences « ne ressemblent pas à celles habituellement commises en banlieue ». Le lien direct avec la mort d'un jeune homme, mercredi matin, lors d'une course-poursuite avec la police, n'est pas formellement établi. Il ne s'agit donc pas d'un mouvement de colère des amis du défunt. « Des petites frappes ont peut-être

agi, mais tout cela semble avoir été orchestré par quelqu'un d'un niveau intellectuel supérieur à la moyenne », ajoute-t-on de source judiciaire.

Vendredi, les policiers ont relevé des empreintes et « divers indices » mais « aucun élément déterminant ». Ils estiment que les différents groupes, qui se déplaçaient en voiture, ont procédé de manière méthodique. L'ensemble de l'opération aurait duré entre quinze et trente minutes, peu après minuit, en différents endroits, de manière à attirer les policiers et les pompiers. Aucune trace de revendication n'a été trouvée.

Les incendiaires ont utilisé de l'essence pour mettre le feu au gymnase, qui a été entièrement détruit. Ils ont lancé des cocktails Molotov (des canettes de bière remplies d'essence) contre les autres bâtiments, dont n'ont été que partiellement endommagés. Ils s'en sont pris également à une agence de la Société générale, dont ils ont défoncé la devanture à l'aide d'un engin de chantier. Les enquêteurs précisent qu'il s'agit d'une « technique bien rodée » qui confirmerait « l'expérience » de certains émeutiers. Le préfet de Seine-Saint-Denis, Jean-Pierre Dupont, estime que ces exactions, « présentées par certains comme l'expression d'une révolte des banlieues », « semblent davantage relever pour une large part de véritables actions de banditisme ».

Le contrôle judiciaire imposé à Mme Sampermans est levé

LA CHAMBRE d'accusation de la cour d'appel de Paris a levé, vendredi 9 juin, le contrôle judiciaire imposé depuis le 19 mai à Françoise Sampermans, directrice générale de la filiale médias du groupe Alcatel-Alsthom, la Générale occidentale, et PDG de L'Express. Prononcée par le juge d'instruction d'Evry chargé de l'enquête sur les surfacturations d'Alcatel, Jean-Marie d'Huy, cette mesure prévoyait le paiement d'une caution de 50 000 francs et interdisait au PDG de L'Express de rencontrer l'ancien PDG d'Alcatel-Alsthom, Pierre Suard.

Mme Sampermans avait été mise en examen le 19 mai pour recel d'abus de biens sociaux par le juge Jean-Marie d'Huy. La justice lui reprochait d'avoir fait réaliser à son domicile privé de Vincennes (Val-de-Marne) des travaux de sécurité pour un montant de 70 000 francs (Le Monde du 23 mai). Ces travaux avaient été confiés à une société du

groupe Alcatel spécialisée dans l'agencement et la sonorisation des lieux publics, Intervox. Cette entreprise de Seine-Saint-Denis avait installé dans le pavillon de Françoise Sampermans un interphone et un système d'alarme.

Effectués en 1990, ces travaux privés de télésurveillance n'avaient pas été réglés, le 13 mars 1995, lorsque le juge d'Huy avait ordonné une perquisition au domicile du PDG de L'Express. Mme Sampermans, qui avait finalement régularisé la situation in extremis, avait assuré à l'époque au Monde qu'elle n'avait pas reçu la facture « pour des raisons qu'elle ignorait ».

Le nom de Françoise Sampermans avait également été cité au cours de l'enquête sur la filature de Denis Gazeau, un cadre d'Alcatel-CIT qui avait fait des révélations décisives à la justice. Le radiotéléphone utilisé lors de cette filature appartenait en effet au PDG de L'Express.

هذه امه لول

SOCIÉTÉ

SOCIÉTÉ

parquet
Créteil délivre
préquisitoire
plétif contre
Schuller

En
Général de brigade

AU CARNET DU MONDE

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Belkacem

Le parquet de Créteil délivre un réquisitoire supplétif contre Didier Schuller

LE PARQUET de Créteil (Val-de-Marne) a délivré, vendredi 9 juin, aux juges d'instruction Philippe Vandingeon et Serge Portelli, un réquisitoire supplétif pour « trafic d'influence, complicité et recel » vis-à-vis de Didier Schuller, conseiller général RPR de Clichy et ancien directeur de l'Office HLM des Hauts-de-Seine, et « tous autres ». Les juges n'étaient jusqu'à présent saisis que pour des « abus de biens sociaux » visant le journal électoral de M. Schuller, *Le Clichois*.

Le parquet de Créteil a cependant décidé de ne pas délivrer dans l'immédiat de réquisitoire supplétif concernant la Société d'économie mixte d'aménagement, de rénovation et d'équipement (Semarep) dirigée par Patrick Balkany, député (RPR) des Hauts-de-Seine et maire de Levallois-Perret. Le parquet a, semble-t-il, préféré attendre l'arrêt de la chambre d'accusation de Paris concernant des pièces saisies lors d'une perquisition dans les locaux de la Semarep, qui sera rendu, le 28 juin, ainsi que l'arrêt de la Cour de cassation concernant le rejet, par la chambre d'accusation du 26 mai, de la demande de saine élargie formulée par les deux juges d'instruction (*Le Monde* daté 28-29 mai).

Les épreuves de philosophie du baccalauréat (suite)

APRÈS les séries générales (*Le Monde* du 10 juin), les candidats des séries technologiques ont passé, vendredi 9 juin dans l'après-midi, l'épreuve de philosophie du baccalauréat. Nous publions ci-dessous la suite des sujets proposés dans les différentes académies.

● **Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Limoges, Orléans, Poitiers, Rennes, Nantes.**

Série ES : 1) Peut-on ne pas savoir ce que l'on fait ? 2) Faut-il, pour le connaître, faire du vivant un objet ? 3) Commentaire d'un texte de Platon sur la démocratie.

Série L : 1) Un homme sans passé peut-il être un homme libre ? 2) L'expérience est-elle la seule source de nos connaissances ? 3) Commentaire d'un texte de Hume sur l'égalité.

Série S : 1) Le travail contribue-t-il à unir les hommes ou à les diviser ? 2) L'homme se reconnaît-il dans ses passions ou dans leur maîtrise ? 3) Commentaire d'un texte de Bergson sur le rôle de la philosophie.

Séries technologiques : 1) L'œuvre d'art peut-elle nous apprendre quelque chose ? 2) Avoir tous les droits, est-ce être libre ? 3) Commentaire d'un texte de Bergson sur le machinisme.

● **Aix-Marseille, Créteil, Lille, Paris, Rouen, Versailles.**

Séries technologiques : 1) L'application du droit dépend-elle des circonstances ? 2) Y a-t-il du désordre dans la nature ? 3) Commentaire d'un texte de Kant sur la conscience.

● **Besançon, Dijon, Grenoble, Lyon, Nancy, Reims, Strasbourg.**

Séries technologiques : 1) Le déroulement de l'histoire manifeste-t-il un progrès de l'humanité ? 2) Faut-il être connu pour apprécier son œuvre d'art ? 3) Commentaire d'un texte de Kant sur la liberté.

● **Aix-Marseille, Montpellier, Nice, Toulouse, Corse.**

Séries technologiques : 1) Peut-on être libre sans le secours de la raison ? 2) Suffit-il d'être doué pour être artiste ? 3) Commentaire d'un texte de Rousseau sur les relations humaines.

Enfin, la nouvelle épreuve littéraire obligatoire en série L et facultative en ES, a porté sur Hamlet de Shakespeare : « On a pu dire qu'Hamlet est une tragédie qui manque d'unité. Qu'en pensez-vous ? »

DISPARITIONS

Emmanuel Aubert

Général de brigade aérienne, il était, depuis 1968, un député assidu

LE GÉNÉRAL Emmanuel Aubert, député RPR des Alpes-Maritimes, est décédé, vendredi 9 juin, à l'hôpital Princesse-Grace-de-Monaco, à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Né le 23 avril 1916 à Tunis, Emmanuel Aubert a d'abord effectué une carrière dans l'armée de l'air, qui s'est achevée en 1966 avec le grade de général de brigade aérienne.

M. Aubert est ensuite entré dans la vie politique sous la bannière gaulliste en prenant, en 1968, le siège de député des Alpes-Maritimes, détenu jusqu'alors par le centriste Francis Palmaro, maire de Menton. Il conservera cette circonscription d'élections en élec-

tions, devenant un de ces députés assidus aux séances de l'Assemblée et qui travaillaient les dossiers législatifs. On l'a vu ainsi, au cours des années 70, rapporter sur la protection sociale des mères de famille et des veuves, prendre parti sur la réforme foncière et opter pour une coloration rapide de la chaîne TF 1. En 1977, il enlève à son vétéran rival Francis Palmaro la mairie de Menton.

Au lendemain de la victoire de François Mitterrand, il se livre à une véritable auto-critique de l'action du RPR, estimant devant les instances de son parti que cet échec « est la conséquence d'un manque de rigueur mais surtout et

avant tout d'un manque d'imagination et de générosité ». Il ferraille contre la gauche à la tribune de l'Assemblée, où il s'oppose tant à l'instauration de la retraite à soixante ans qu'à la modernisation de la police préparée par Pierre Joxe. Dans les instances de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, il fait entendre la différence, voire la volonté d'autonomie des Alpes-Maritimes, face au socialiste Gaston Defferre. De 1986 à 1988, il occupe un poste de vice-président du conseil régional présidé par Jean-Claude Gaudin. Durant la même période, il est également vice-président du conseil général des Alpes-Maritimes.

Sous la première cohabitation, il est nommé rapporteur d'un groupe d'enquête parlementaire chargé d'évaluer les manifestations d'étudiants de décembre 1986. En juin 1987, le rapport conclut à la manipulation par la gauche de jeunes bien intentionnés. Il est battu en 1989 à la mairie de Menton par le CDS Jean-Claude Guibal, mais continue à se préoccuper à l'Assemblée des modifications du code de procédure pénale, où il se montre un défenseur acharné des droits de l'homme en réclamant, notamment, la présence d'un avocat pendant les gardes à vue.

A. F.

■ LE GÉNÉRAL JUAN CARLOS ONGANIA, qui avait dirigé l'Argentine à la tête d'un gouvernement militaire de 1966 à 1970, est mort jeudi 8 juin à l'âge de quatre-vingt-un ans. Né en 1914, dans une famille d'origine basque, il avait été placé à la tête de l'Etat en juin 1966 à la suite d'un coup d'Etat militaire qui avait renversé le président civil Arturo Illia. Après d'importants troubles sociaux, sévèrement réprimés par l'armée en mai 1969, le général Ongania avait été destitué à son tour par un nouveau putsch militaire en juin 1970. Il avait tenté récemment un retour sur la scène politique en tant que candidat de deux petits partis de droite à l'élection présidentielle du 14 mai. Mais il avait renoncé à sa candidature avant le scrutin et avait été victime en mai d'une crise cardiaque qui l'avait laissé paralysé.

AU CARNET DU MONDE

Naissances
Sylvie VINCENT, épouse et Yves MOULIN, ont la joie d'annoncer la naissance de

Luc,
le 1^{er} juin 1995.
66, rue Armand-Carrel, 75019 Paris.

M. Jacques VERNE et M^{me} Françoise SCHULLER, sont heureux de faire part de la naissance, après Marie et Paul.

De leur petit-enfant,
Emilie,
fils de Camille et Olivier HOPPENOT.
Le 2 juin 1995.

Décès

— Colette et Mollie Bouchnik, Yvette et Yvonne Soudou, Liliane et Emile Thion, Hubert Berrebi.
Le professeur Alain et Zaira Berrebi, Daisy et Abraham Aron, Remy Berrebi, Ses enfants.
Ses petits-enfants et ses petits-neveux ont le regret de faire part du décès de

M^{me} Louise BERREBI,
à l'âge de quatre-vingt-six ans, entourée de l'affection des siens.

— Les obsèques ont eu lieu à Ashkelon (Israël), le vendredi 9 juin 1995.

La famille tient à rappeler le souvenir de son époux,
Meyer (Miro) BERREBI,
de son fils,
Rai Hector BERREBI,
et de son petit-fils,
Avner SAADOUN.

303 Rebou Habanina, Ashkelon (Israël).

— Ses enfants et ses petits-enfants, Sa famille, Ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M. René EMPEUREUR-BISSONNET, engagé volontaire (1939-1945), croix du combattant.

survécu le 6 juin 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le lundi 12 juin, à 11 heures, en l'église de Vermeil-sur-Maine (Dorignies).

— Claudine et Max Serfati, Françoise et Charles Krutzyk, Yves et Annette Gourion, leurs enfants et petits-enfants, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M^{me} Odette GOURION, elle était tout sourire.

L'inhumation aura lieu le lundi 12 juin, à 11 heures, à l'ancien cimetière de Neuilly-sur-Seine, rue Victor-Noël.

115, avenue Achille-Perrot, 92200 Neuilly.

— M. le professeur Théodore Monod, président du Rassemblement des opposants à la chasse.

Association nationale pour la défense des droits des non-chasseurs et le respect de la nature.

Et les membres du conseil d'administration ont le regret de faire part du décès de

Paul DROUAULT, journaliste, co-fondateur du ROC, président d'honneur.

Paul n'a cessé, chaque jour de son existence, de prendre la défense des animaux et de la nature. Chacun gardera d'elle le souvenir de son dévouement exemplaire à cette cause.

ROC RP 261, 02106 Saint-Quentin Cedex, Tél. : 23-42-31-37.

— La Ligue française contre la vivisection a la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Paule DROUAULT, journaliste, dévouée aux animaux qu'elle a défendus avec courage et talent tout sa vie.

A sa famille, à tous ceux qui la chérissaient, nous présentons nos condoléances attristées.

— Christian Bouget, Jean-Jacques Barlogy, Et Bernard Gouiller, s'associent à la douleur qui frappe la famille et les amis de

M^{me} Paule DROUAULT, décédée le 7 juin 1995.

Paul Drouault, journaliste, grand militant de la protection des animaux et de la nature, avait, en 1975, fondé avec eux l'ARAP (Association des Amis des animaux et autres personnes). Elle était particulièrement motivée par la défense des animaux et des autres prédateurs, un combat qu'elle n'a cessé de mener jusqu'à sa mort brutale.

— Erna Mico, son épouse, Ses enfants et leurs épouses, Ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Guy (Julien) MICO, survenu le 8 juin 1995, à Paris, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

118, avenue du général Michel-Bizot, 75012 Paris.

— M. Jacques Gruel, président du fonds d'assurance formation Habitat-Formation, et le conseil d'administration ont le regret de faire part du décès de

M^{me} Claude PAPY, survenu le 8 juin 1995.

M^{me} Claude Papy représentait au sein d'Habitat-Formation l'union nationale « Force ouvrière » des personnels du logement social, et ce depuis la création d'Habitat-Formation.

— M. Pierre Mirabaud et M^{me} née Nobuko Ebe, Philippe, Xavier, Christian, ont la douleur de faire part du décès de survenu le 23 mai 1995, à Tokyo.

M^{me} Yoshiko EBE, Place Roosevelt, 19000 Tulle.

— M^{me} Dolores Rey, son épouse, M^{me} et M. Jean Rey, M^{me} et M. Charles Zémar-Rey, Les familles Rey et Zémar, petits-enfants et neveux, ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph REY, survenu le 9 juin 1995, à Fontvieille (Bouches-du-Rhône).

73, Grand rue, 13900 Fontvieille.

Remerciements
— Philippe et Yvette Gosse, Charlotte, Pascal, Ulisse et Frédéric, profondément touchés par les très nombreux messages de sympathie et d'affection reçus depuis le départ de

THOMAS, survenu le 30 mai 1995.

Remercient du fond du cœur tous ceux qui les ont soutenus de leur tendresse et de leur chaleureuse amitié.

« Thomas, grâce à toi, plus encore, nous savons que la vie est belle à vivre... »

Famille Gosse, 36, rue François-Murphy, 91380 Chilly-Mazarin.

Service religieux
— Le président Robert Mummich et les membres de la commission administrative vous prient d'honneur de votre présence à l'office qui sera célébré, en présence de M. le Grand Rabbini Goldmann, mardi 13 juin 1995 à 19 heures, à la synagogue, 14, rue Chateaubriand, Paris-15^e, à la mémoire de leur ancien président

Robert JOB, décédé à Strasbourg, le 5 juin 1995.

Messes anniversaires
— Pour le premier anniversaire du décès de

M^{me} Marcel DIEBOLT, née Yvonne Vienney, une messe sera célébrée le mardi 13 juin 1995, à 18 h 30, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption à Paris-16^e.

Anniversaires
— Il y a quinze ans disparaissait

Roselyne BERTHELON. Une affectionnée pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

— Il y a deux ans, le 12 juin 1993, Guy MARCHAND, citoyen du Monde, nous quittait.

Son dynamisme nous manque, mais nous continuons son engagement pour un monde uni.

REUSSIR
AVANT LE BAC
TERMINALE ES
Orientée HEC ou Sciences-PO
REVISION BAC
Toutes matières, toutes séries
SÉSAM - VISA
KORRES LE BAC
HEC - SCIENCES-PO
Stages intensifs et Classes préparées
MATH SUP et SPÉ
Stages intensifs et Math Spé P
MEDECINE-PHARMA
Pré-rentree et soutien annuel
DROIT - Sciences ECO
Pré-rentree et soutien annuel
LICENCE-MATRISE
HEC - ESCP / ESSEC
SCIENCES-PO / CTPA
MEILLEURS RESULTATS
NATIONAUX
Ipesup prepaup
43.25.03.30 3615 IPESUP

— La Compagnie de Jésus, Sa famille, ses amis, à l'occasion de son anniversaire, s'unissent dans la prière pour célébrer le souvenir

du Père Raoul de PRÉMOREL, S.J.

passé avec le Seigneur de la mort à la vie, le vendredi de Pâques, 21 avril 1995, à Marseille, dans sa quatre-vingt-septième année et sa soixante-dixième année de vie religieuse.

« Je suis la résurrection. Qui croit en moi, filz-il mort, vivra » (Jean 11.25)

Souvenirs
— Le 11 juin 1945, il y a cinquante ans, Georges FISCHLER,

mourut en Allemagne, à l'âge de vingt-huit ans, des suites de la déportation, victime de la barbarie nazie.

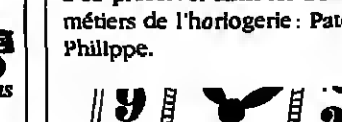
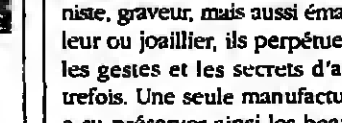
Ni oubli ni pardon.

Sa sœur Annie, ses frères Bernard, Henri, Robert.

Communications diverses
— Association des Gais Papas. L'APG rappelle à son membre vaudois accueillant en déplacement dans le centre de la France que la réunion annuelle de l'association débutera le 24 juin prochain à 11 heures, au 200 de Servion (VD-Suisse).

Sept nouvelles raisons pour visiter la Place Vendôme

A Genève depuis plus de 150 ans, des artisans passionnés par leur travail créent les montres les plus précieuses du monde.



Conférences
— Fondation François Perroux. Conférence du professeur Jun Nishikawa, Université Waseda, Tokyo, sur « le modèle de développement au Japon - Examen d'un modèle d'interaction économique et sociale », sous la présidence de M. Raymond Burre. 15 juin 1995, à 18 heures, salle 1, Collège de France, 11, place Marcelin-Berthelot, 75005 Paris.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-85-29-94 ou 40-85-29-96 Télécopieur : 45-66-77-13

Tarifs : la ligne H.T. Toutes rubriques : 105 F Abonnés et actionnaires : 85 F Communiqués divers : 110 F Thèses étudiants : 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Aujourd'hui, Patek Philippe s'installe Place Vendôme et invite tous les amateurs de belles montres à venir découvrir les sept métiers de la perfection horlogère, ainsi que des pièces exceptionnelles de sa collection de montres anciennes.

Stylisme, horloger, orfèvre, chaineur, graveur, mais aussi émailleur ou joaillier, ils perpétuent les gestes et les secrets d'autrefois. Une seule manufacture a su préserver ainsi les beaux métiers de l'horlogerie : Patek Philippe.

"Les Sept Métiers" Exposition du 6 au 15 juin 1995

PATEK PHILIPPE GENEVE

10, Place Vendôme, Paris

Le Monde

Rushdie sans garanties ?

L'EUROPE ne devrait pas se satisfaire de la réponse que les autorités iraniennes s'apprêtent à lui donner à propos de Salman Rushdie. Tout simplement, parce que cette réponse est insuffisante. Mais les Européens ne devraient pas, non plus, se focaliser sur le sort de l'auteur des *Versets sataniques*, au détriment d'autres écrivains iraniens persécutés.

Jeu 22 juin, lors d'une réunion prévue à Paris - la France assurant la présidence de l'Union européenne - entre un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay et le vice-ministre iranien des affaires étrangères Mahmoud Vaezi, le cas de Salman Rushdie sera mis à l'ordre du jour, entre autres questions politiques régulièrement débattues entre l'UE et l'Iran.

Certains ont cru voir dans ces déclarations du chef de la diplomatie iranienne un assouplissement de l'attitude de Téhéran sur l'affaire Rushdie. Ali Akbar Velayati a tenu, en substance, le langage suivant : la *fatwa* (décret religieux) prononcée en 1989 par l'imam Khomeini, condamnant à mort l'écrivain britannique est intangible et irrévocable, mais le gouvernement iranien ne se chargera pas de la mettre à exécution.

Que peut bien valoir un tel engagement lorsque, parallèlement, des initiatives sont prises pour entretenir la haine contre l'auteur des *Versets sataniques* - tel ce concours littéraire de la meilleure nouvelle décrivant « l'existence anglo-saxonne » de l'écrivain britannique, lancé à Téhéran, en février, par la très officielle Organisation

de la propagande islamique, ou bien ces compétitions de caricature sur l'affaire Rushdie, annuellement organisées dans le cadre de la Foire internationale du livre de Téhéran ?

Les promesses de l'Iran ne méritent évidemment pas plus que M. Rushdie la part de totems, qui pourront toujours affirmer agir pour leur propre compte, ou pour celui d'une grande fondation religieuse, qui a mis à prix la tête de l'écrivain pour plus de 2 millions de dollars. Les autorités iraniennes étant divisées, il n'est pas du tout certain que M. Velayati parle au nom du pouvoir dans son ensemble et que son discours ne soit pas exclusivement réservé aux Occidentaux.

Salman Rushdie a au moins la chance d'être « parrainé » par l'Europe et les États-Unis et de vivre sous la haute protection de Scotland Yard. Ses confrères iraniens, eux, subissent tous les jours des atteintes à leurs libertés. S'ils osent formuler la moindre critique, on réclame des droits élémentaires, ils sont traités comme des parias. L'un d'eux, Ali Akbar Sakhi Sirjani, vient de mourir en prison, sans que Bruxelles, Londres, Paris ou Washington ne s'en émeuvent outre mesure.

L'Iran est aux yeux des Occidentaux un marché prometteur, pour lequel ils se livrent à une compétition acharnée. Faut-il pour autant que le « rayonnement » de la Perse, dont le régime islamiste se fait gloire, rende aveugles les démocrates face aux persévérantes atteintes aux droits de l'homme dénoncées récemment par un rapport d'Amnesty International ?

AU COURRIER DU MONDE

L'INQUIÉTANT DÉCOUPAGE DES AFFAIRES SOCIALES

L'action sociale, c'est-à-dire les mesures prises en faveur des plus démunis, souffre depuis plusieurs années d'éclatement. Avec la montée de l'exclusion, les politiques sociales se sont multipliées sans coordination et sans recherche de complémentarité entre les prestations et les dispositifs qui se sont empiétés.

Aussi, pour les plus éminents spécialistes, constitue-t-elle un « mille-feuille » dans lequel les usagers des services sociaux se perdent, renvoyés d'un guichet ou d'une institution sociale à une autre, confrontés à des procédures bureaucratiques qui, plutôt que de les rassurer, accroissent leur désarroi.

Avant le 18 mai 1995, au moins sept ministères intervenaient dans ce secteur sensible :

- les affaires sociales, santé et ville ;
- l'équipement pour le logement social ;
- l'éducation nationale pour les zones d'éducation prioritaires ;
- l'intérieur pour la sécurité des quartiers ;
- jeunesse et sports pour l'animation des quartiers en difficulté ;
- le travail pour le traitement du chômage...

Union nationale interfédérale des œuvres privées sanitaires et sociales

QUEL CHANGEMENT APRÈS LE GOUVERNEMENT

Après beaucoup de promesses, notre nouveau président passe aux actes. Et le premier d'entre eux, la constitution du gouvernement, est révélateur des ambiguïtés de la politique voulue par M. Chirac.

Que dire d'abord du changement, quand un tiers des ministres sont issus du gouvernement sortant et occupent les principaux postes : premier ministre, justice, économie et finances, éducation nationale et affaires étrangères ?

Si l'on peut se réjouir du rattachement direct au premier ministre du secrétariat d'État à l'emploi ou de la création d'un ministère de la lutte contre l'exclusion, on peut craindre l'arrivée au pouvoir de trois ex-militants ou ex-sympathisants d'extrême droite : M. Coatsworth, M. Madelin, et M. Raoult.

Le premier fut l'initiateur d'une proposition de loi « anti-SDF », prévoyant des peines de prison et des amendes pour les squatters et les associations d'aide aux sans-abri. Le deuxième est un chantre de l'ultralibéralisme, qui a produit les dégâts que l'on sait en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

Quant au dernier, nommé ministre de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion, il tenait il y a encore peu de temps (1988) un discours sécuritaire peu adapté à la complexité de la situation.

On pourrait ajouter à ces prises de position celles de M. Hubert, ministre de la santé publique et de l'assurance-maladie, et jusque-là... membre actif du lobby de la médecine libérale (on n'est donc pas près de sauver la sécurité sociale) ou celles de M. Fillon, grand promoteur de l'ascension sociale, avec ses me-

sures visant à bloquer la poursuite d'études des titulaires d'un DUT.

Sabine Auge
Grenoble

LA CITOYENNETÉ SOUS LA TUTELLE DE L'EXÉCUTIF

Le nouveau gouvernement comprend un ministre chargé de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la citoyenneté. Voici une innovation proprement stupéfiante pour l'esprit. Voici que la citoyenneté est désormais officiellement placée sous la tutelle de l'exécutif. Les citoyens, « ces participants à l'autorité souveraine », comme les définit Rousseau, voici que l'on a décidé de les tenir symboliquement pour sujets du pouvoir de l'État. Mais si le Souverain lui-même devient sujet, de qui l'État recevra-t-il la légitimité de son pouvoir ? A moins que l'on considère qu'il la tient désormais de lui-même, que c'est l'État qui est le Souverain ? Le voici à son tour déporté de son assise, devenu simple pouvoir de fait, arbitraire. Il ne faut pas que le serpent se morde la queue.

S'il s'agit de traduire en acte l'intention généreuse d'un engagement électoral pour encourager l'esprit civique, cette appellation n'est qu'une sottise. Mais combien lourde de sens, et quel aveu dans le lapsus ! Car les actes ne peuvent mieux qu'ici contredire les paroles. Mais s'il s'agit d'une décision réfléchie, quel cynisme et quel mépris pour le peuple souverain dont on vient d'obtenir le suffrage ! A moins que l'on ait voulu démontrer par l'absurde la fragilité du principe démocratique. Mais ce serait d'une étrange et bien dangereuse pédagogie. Espérons que pareille incongruité en alarmera quelques-uns. Et penser que le gouvernement qui comprend cet étonnant ministère compte parmi ses membres nombre d'esprits éveillés confirme le constat d'un déréglage général de la conscience civique.

Pierre Tissier,
Reims

CE QUE SONT LES ASSEMBLÉES DE DIEU

Récemment, des caravanes de Tsiganes en infraction sur un terrain de sport et quelques paroles mal comprises ont mis en émoi le Val-de-Marne, des professeurs jusqu'au préfet ! Cette affaire a fait grand bruit, et plusieurs reportages télévisés lui ont été consacrés, ainsi qu'un article dans *Le Monde* du 12 mai, à la suite de quoi les signataires de ces lignes considèrent comme important de faire les remarques suivantes.

Il faut d'abord bien préciser que le terme « Assemblée de Dieu » ne signifie pas :

- une réunion particulière, un rassemblement, comme le laissent penser le titre de l'article : « Lycée fermé pour cause d'assemblée de Dieu » ;
- un lieu de réunion évangélique unique, comme le suggère la mention du « siège de l'Assemblée de Dieu à Montbéliard ».

En fait, les Assemblées de Dieu (au pluriel) sont des Eglises évangéliques réparties sur l'ensemble du territoire français. Actuellement, elles comptent 420 pasteurs et plus de 600 lieux de culte dans notre pays. Le Mouvement de Pentecôte, dont elles font partie, se trouve sur les cinq

continents et représente plusieurs millions de chrétiens. Ce mouvement insiste beaucoup sur la spiritualité, comme le montre la référence à la venue de l'Esprit sur l'Eglise primitive lors de la fête juive de la Pentecôte (Actes II). Conformément à l'enseignement du Nouveau Testament, les Assemblées de Dieu insistent sur « la pureté de la conduite », « l'amour du prochain », et « la sainteté de la vie ».

La confusion avec la secte des Enfants de Dieu, effectivement dissoute depuis de nombreuses années, est infiniment regrettable ; nous nous étonnons d'une si grossière erreur ! Les enseignants du lycée Guillaume-Budé auraient dû se renseigner un peu plus sérieusement avant de « laisser monter leur colère » et de parler de « danger moral », d'« inculpation » et de « praxéisme d'enfant ». Ce sont de tels propos de nature diffamatoire dans leur association à la désignation de leur mouvement religieux que les deux signataires de ces lignes tiennent surtout à contester de la manière la plus énergique.

Le Monde a présenté les options des « parties » en présence : celle des enseignants du lycée, celle du directeur de cabinet du préfet, pour qui tout cela était du « délire ». Nous tenons à insister dans ce sens et à confirmer ce jugement : la réaction épidémique des enseignants du lycée n'avait rien de rationnel. En effet :

- Les Tsiganes évangéliques n'ont rien à voir avec la « secte virulente » des Enfants de Dieu. Il faut savoir que la Mission tzigane a une influence tout à fait bénéfique sur ses « convertis » ;
- Les Assemblées de Dieu sont un mouvement évangélique recommandable qui se situe dans le sillage de la Réforme. L'enseignement dispensé par ces Eglises a une théologie chrétienne et se veut et est manifestement d'une grande valeur éthique ;
- Comme son nom l'indique, la Mission évangélique tzigane s'adresse au monde tzigane. Il est vrai qu'elle est proche des Assemblées de Dieu en ce qui concerne l'enseignement et l'éthique. Il convient, cependant, de préciser que les Assemblées de Dieu ne limitent pas leur influence à une catégorie de personnes : elles s'adressent à l'ensemble de la population et surtout aux « sédentaires » de notre pays.

Le fait d'envahir le terrain de sport d'un lycée ne peut, en principe, être approuvé par personne. Nous regrettons cette démarche, mais par-dessus tout nous formons le vœu que des mesures sérieuses soient prises pour que les « gens du voyage » puissent s'installer de manière décente sur des terrains aménagés dignes de ce nom ; c'est malheureusement loin d'être le cas dans la région parisienne !

J. Lepat et J. C. Boutinon,
pasteurs des Assemblées de Dieu

FASCISME ET ANARCHO-SYNDICALISME

J'ai été surpris de retrouver sous la plume de Daniel Vernet (« La tentation populiste », *Le Monde* du 6 mai), un rapprochement entre fascisme et anarcho-syndicalisme qu'on rencontre parfois, il est vrai, dans la production historique sur le fascisme. Dans cet article, il est en effet question du « passé anarcho-syndicaliste » de Mussolini.

Or, ni Mussolini ni le fascisme ne peuvent se targuer d'un tel passé. Le mouvement fasciste - qu'il est juste de qualifier d'« ennemi illégitime du socialisme » - est le produit de la rencontre d'un petit groupe de socialistes ayant renié leurs convictions antimilitaristes pour passer dans les rangs de leurs convictions antimitaristes pour passer dans les rangs de adeptes de D'Annunzio et des nationalistes plus traditionnels. (...)

De leur côté, les anarcho-syndicalistes sont restés fidèles à leurs convictions antimilitaristes malgré l'échec de la seule révolte contre la première guerre mondiale que l'Europe ait connue (Ancone, 1914). Internés, victimes de la répression, interdits de publication pendant cette guerre, ils furent ensuite en première ligne dans les agitations sociales de 1919-1920 autant que dans la lutte contre le fascisme montant en 1921-1922, alors que les autres forces politiques, ou s'alliaient aux fascistes, ou les soutenaient ou encore cherchaient, comme le Parti socialiste, à conclure d'illusoires « pactes de pacification ». Les chercheurs, qui font parfois l'amalgame entre fascisme et anarcho-syndicalisme, n'ignorent pourtant pas le rôle qu'ont joué les anarchistes et les anarcho-syndicalistes dans la lutte contre le fascisme et pour une société d'hommes libres et égaux, et le prix qu'ils ont payé pour cela. (...)

S'il est vrai, comme l'écrit Daniel Vernet, que « la bouillie populiste trouve son expression dans une idéologie anticapitaliste, antidémocratique, anti-intellectuelle et xénophobe », il n'en est pas moins vrai que les valeurs dont cette bouillie se réclame sont bien plus proches des valeurs actuelles dominantes - hiérarchie, délégation de pouvoir, fuite devant ses responsabilités d'individu, de producteur ou de citoyen, recherche de l'homme de la providence, nationalisme - que des valeurs qui fondent la critique anarchiste de la démocratie parlementaire.

Gianni Carrozza
correspondant de la Rivista storica de l'anarchismo

LA POSITION DE L'UDUP (ULSTER)

Dans un article du *Monde* du 22 octobre 1994, à propos du processus de paix en Irlande du Nord, l'Ulster Democratic Unionist Party (UDUP), pour lequel j'agis en tant que porte-parole, a été présenté comme un parti extrémiste. Or l'UDUP n'est pas un parti d'extrémistes qui rejette le cessez-le-feu. Au contraire, l'UDUP, dirigé par M. Ian Paisley, député à la Chambre des communes et député européen, est un parti qui a toujours condamné les actes terroristes, qu'ils aient été commis par les extrémistes de l'IRA ou d'autres groupes, et a toujours désiré un véritable cessez-le-feu en luttant contre le terrorisme.

Or, ce que l'UDUP a affirmé, c'est que l'IRA a annoncé un prétendu cessez-le-feu dans le but d'obtenir des concessions de la part du gouvernement britannique, sans pour autant renoncer définitivement à la violence et sans rendre aucune de ses armes. Les développements de ces six derniers mois ont parfaitement justifié et confirmé le bien-fondé de la position de l'UDUP.

Professeur Arthur Noble
Belfast

La police face aux jeunes

C'EST devenu un rituel. Pris de court par les explosions de violence qui secouent les banlieues, les responsables politiques courent micros et caméras pour exorciser le désordre traditionnel « analyse des banlieues ». Faire mine d'expliquer, noyer les problèmes sous un flot verbal... Alain Juppé, Eric Raoult et Jean-Louis Debré se sont prêtés toute la journée du vendredi 9 juin à cet exercice. Et ce feu d'artifice gouvernemental n'a pas été sans dissonances. Le ministre de l'intérieur, qui veut à l'évidence démontrer qu'en matière de discours musqué son prédécesseur Charles Pasqua n'a rien à lui apprendre, s'est ainsi scandalisé de voir les « lois de la République délibérément bafouées dans des quartiers entiers ». M. Debré réunit les « responsables de la hiérarchie policière dans ces zones, pour voir comment, quartier par quartier, ville par ville, nous devons procéder ».

Autrement plus prudent, Eric Raoult préfère pour sa part voir dans les incidents de Noysey-Grand « un problème d'ordre public, et pas un problème de ville ou d'intégration ». Précisément, les événements du quartier du Champy posent d'abord le problème des relations entre les jeunes et la police. Noysey-Grand est une commune de banlieue ordinaire, certainement pas de ces « quartiers ghettos » où la République n'existerait plus. La commune n'a pas signé de contrat de ville et ne connaît pas d'opérations de « dévelop-

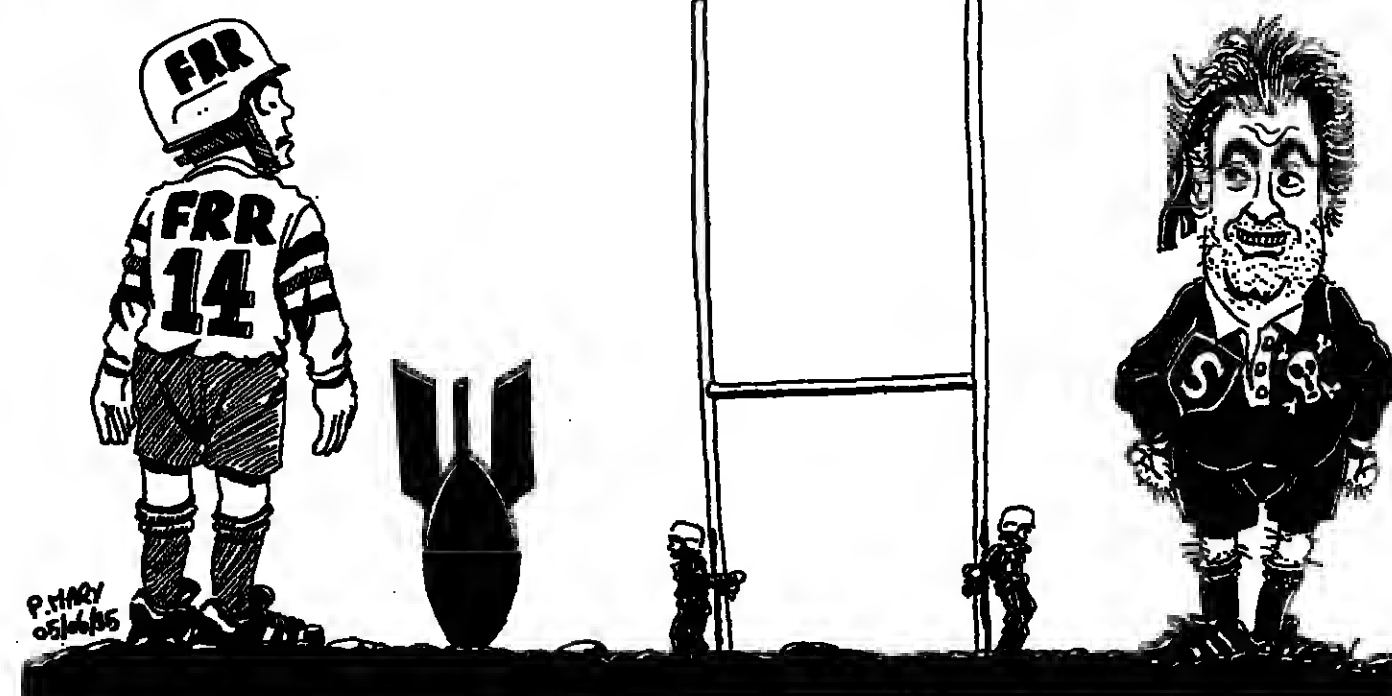
pement social des quartiers ».

La similitude des événements avec ceux survenus à Vauk-en-Velin en octobre 1990 est des plus frappantes. Trois jours d'émeutes s'étaient déroulés dans cette commune de la banlieue lyonnaise, qui faisait pourtant référence en matière de politique de la ville. A l'origine, un jeune roulant sans casque sur une moto est pris en chasse par la police, percute une voiture et meurt d'une blessure à la tête. La police parle d'accident de la circulation, la famille et ses amis crient à la bavure : le jeune homme aurait été renversé par les policiers. Lorsque les émeutes éclatent, le maire Maurice Charrier (PCF) parle de « manipulations provoquant une émeute à l'extérieur de la commune ». Antoine Fontaine, maire UDF de Noysey-le-Grand, évoquera vendredi 9 juin « des manipulations terroristes ».

Cinq ans après Vauk-en-Velin, un scénario identique a ainsi été écrit à Noysey-le-Grand. Avec comme acteurs les jeunes et la police. Ce face-à-face trop souvent oublié, ou noyé dans d'aimables généralités sur la politique de la ville, mériterait pourtant qu'échus locaux et ministres y consacrent plus d'attention et, surtout, plus de nuances. Les syndicats de policiers dénoncent la difficulté de leur mission dans des quartiers où, parfois, la moitié de la population a moins de vingt-cinq ans. Face à ces jeunes, les déclarations aux tonalités guerrières du ministre de l'intérieur ne seront pas le meilleur moyen de restaurer l'autorité publique.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.
Directeur : Jean-Marie Colombani, président du directeur, directeur de la publication ;
Dominique Albry, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur de la rédaction ;
Eric Pélissier, directeur de la gestion ; Anne Chausson, directeur délégué ;
Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Plenel ;
Rédacteurs en chef :
Thomas Perrier, Robert Sol, adjoints à la direction de la rédaction ;
Jean-Paul Besser, Bruno de Camas, Laurent Goffmann ;
Daphné Heymann, Bernard Le Gendre, Marcel Lehoucq, Luc Rostaing ;
Adjoint à la direction :
Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Fomont, secrétaire général de la rédaction ;
Médiateur : André Laurens ;
Conseil de surveillance : Alain Milon, président ; Olivier Biffand, vice-président ;
Anciens directeurs : Hubert Denon-Aldy (1944-1962), Jacques Perret (1962-1982),
André Laurens (1982-1983), André Fontaine (1983-1992), Jacques Lecaillon (1992-1994) ;
Le Monde est édité par la SA Le Monde, Double de la société : comptant au 30 décembre 1994,
Capital social : 620 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Association Hubert-René-Aldy, Société anonyme des lecteurs du Monde ;
Le Monde-Spectacles, Jean-Marie Colombani, président du directeur ;
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE LAFFITTE 75001 PARIS CEDEX 15
TEL : (01) 40 45 25 25 Télécopieur : (01) 40 45 25 99 Télax : 206 006
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TEL : (01) 40 45 25 25 Télécopieur : (01) 40 45 25 40 Télax : 261 317

TRAIT LIBRE



Mai 1995 dans le monde

Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde dans lequel est rapporté l'événement cité.

INTERNATIONAL

1. - CROATIE: l'armée croate lance une importante offensive contre les Serbes sécessionnistes de l'enclave de Krajina, en Slavonie occidentale, et inflige une véritable défaite aux milices serbes qui occupent, depuis plus de trois ans, le quart du pays (3 à 11).
2. - ÉTATS-UNIS-CUBA: les États-Unis décident d'accueillir sur leur sol la majorité des 21 000 réfugiés cubains (balseros) de la base américaine de Guantanamo depuis l'exode massif d'août 1994 mais annoncent que désormais tous les boat people cubains seront systématiquement renvoyés vers leur pays (4, 5, 9).
3. - GRANDE-BRETAGNE: lors des élections locales en Angleterre et au pays de Galles, les conservateurs subissent une véritable déroute, en perdant 2 027 des 4 083 conseillers qu'ils détenaient au profit des travaillistes de Tony Blair (6, 7-8).
4. - ALGÉRIE: cinq coopérants, dont deux Français (Richard Machabert et Jean-Claude Corjon), un Britannique, un Canadien et un Tunisien, sont assassinés à Ghardaïa, au sud d'Alger, portant à 84, dont 29 Français, le nombre d'étrangers tués en Algérie depuis septembre 1993. Le Groupe islamique armé (GIA) revendique ces assassinats le 10 (5, 7-8, 10, 12).
5. - ÉTATS-UNIS-JAPON: les négociations américano-japonaises de Vancouver (Canada) sur le commerce des automobiles et pièces détachées aboutissent à un échec. Washington porte plainte devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et publie, le 16, la liste des sanctions envisagées contre Tokyo si un compromis n'est pas trouvé d'ici à l'automne (4, 5, 9).
6. - ÉTATS-UNIS: Terry Nichols est officiellement accusé, à Wichita (Kansas), d'être impliqué dans l'attentat d'Oklahoma City le 19 avril (168 morts). Le 12, un biochimiste, Steven Garrett Colborn, est arrêté à Oatman (Arizona) dans le cadre de l'enquête sur l'attentat (12, 14-15, 24).
7. - NUCLEAIRE: les 178 pays représentés depuis le 17 avril à New York à la conférence organisée par les Nations unies signent un texte rendant permanent, au plus tard en 1996, le traité de non-prolifération (TNP) en vigueur depuis mars 1970. Les pays ont des tentatives s'engageant à renoncer pour toujours à l'arme atomique (13).
8. - CACHEMIRE: une quarantaine de personnes sont tuées lors d'affrontements opposant l'armée indienne aux séparatistes musulmans dans la ville de Shar-e-Saif (Etat du Cachemire) où un lien saint est détruit par le feu lors de l'assaut (12 à 14-15, 17).
9. - ZAÏRE: l'Organisation mondiale de la santé publie un

premier bilan de l'épidémie de fièvre hémorragique due au virus Ebola qui sévit à l'est de Kinshasa, principalement dans la ville de Kikwit, où, le 25, 121 victimes sont recensées sur 160 cas déclarés (12 à 25, 27, 31).

14. - ARGENTINE: élu en 1989 pour six ans, le président Carlos Menem, chef du Parti justicialiste (péroniste), est réélu, dès le premier tour de l'élection présidentielle, avec plus de 47 % des suffrages contre 34 % à son principal adversaire de centre gauche, le sénateur José Bordaberry. A la Chambre, dont la moitié des sièges étaient renouvelables, le parti péroniste assure la majorité absolue avec 135 sièges sur 257 (13, 16, 18).

14. - ALLEMAGNE: lors de scrutins régionaux en Rhénanie-du-Nord-Westphalie et à Brême, les Verts supplantent le Parti libéral (FDP), allié de la CDU du chancelier Helmut Kohl, comme la troisième force du pays (16, 20).

14. - JAPON: Yoshihiro Inoue, le « chef des renseignements » de la

secte Aum Shinri-kyo, soupçonnée d'être à l'origine de l'attentat au gaz toxique dans le métro de Tokyo le 20 mars (12 morts et 5 500 intoxications), est arrêté dans la capitale. Le 16, la police arrête Shoko Asahara, le gourou de la secte, qui était installé sur le site de Kamikitsuki, au pied du mont Fuji (16, 17).

17. - PROCHE-ORIENT: pour la première fois depuis cinq ans, Washington oppose son veto à une résolution de l'ONU sur l'expatriation de 53 hectares de terres arabes par Israël à Jérusalem-Est décidée le 28 avril. Le 22, les députés de la minorité arabe d'Israël, avec l'appui de la droite nationaliste, réussissent, pour la première fois, à infléchir la politique du gouvernement de l'Etat juif en le forçant à suspendre la confiscation des terres. Le 26, le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, évoque pour la première fois le démantèlement d'une implantation sur le Golan (5, 9, 11, 14-15, 16, 17, 19, 20, 22, 24, 25, 28-29, 30, 31).

19. - BELGIQUE: la chambre

des mises en accusation de l'âge met fin à la démission préventive des socialistes flamands, Etienne Mijanghe, ancien trésorier du Parti socialiste (SP), et Luc Wallyn, ancien secrétaire du parti, impliqués dans une affaire de versements occultes effectués par la firme italienne Agusta pour obtenir un marché d'hélicoptères militaires en 1988 (15, 21-22).

20-22. - VATICAN: Jean-Paul II en visite en République tchèque (à Prague et à Olomouc, en Moravie) demande pardon, le 21, aux protestants tchèques pour les fautes de la Contre-Réforme. Le 22, en Pologne (à Skoczow et à Bielek Biala), il dénonce la marginalisation des croyants (20 à 24).

21. - BELGIQUE: lors du premier scrutin législatif et régional de la nouvelle Belgique fédérale et en dépit de la multiplication des « affaires », la coalition sortante entre chrétiens-sociaux et socialistes remporte la majorité absolue avec 81 sièges sur 150 à la Chambre des représentants. L'extrême droite ne réalise pas la percée attendue (20, 23 à 25, 30).

24. - GRANDE-BRETAGNE: décès à l'âge de soixante-dix-neuf ans d'Harold Wilson, le dernier travailliste à avoir conduit son parti à la victoire (25).

28. - ESPAGNE: le Parti populaire (PP, conservateur) de José María Aznar, avec 35,26 % des voix, remporte les élections municipales et régionales en s'emparant 10 des 13 régions autonomes (sur 17) où l'on votait et 42 des 52 chefs-lieux de province, mais cette victoire annoncée ne constitue pas une véritable déroute pour le Parti socialiste ouvrier (PSOE), qui rassemble 30,81 % des suffrages et conserve la mairie de Barcelone (25 à 30).

24. - RUSSIE: un séisme de 7,5 sur l'échelle de Richter secoue l'île de Sakhaline, dans l'Extrême-Orient russe, faisant plus de 800 morts et 405 blessés, et rasant la ville de Neftegorsk (30 à 27V).

31. - GRANDE-BRETAGNE: le prince Charles effectue une visite historique en République d'Irlande, la première d'un prince héritier de la couronne d'Angleterre depuis 1911 (1, 11, 17).

Les soldats de la paix, boucliers humains

● Le 9, cinq membres (quatre Français et un Américain) de l'Armée sans frontières (ASF), détenus par les Serbes de Bosnie depuis le 4 avril, sont libérés moyennant une caution.

● Le 24, devant la recrudescence des bombardements sur Sarajevo, les plus violents depuis février 1994, le général britannique Rupert Smith, commandant des « casques bleus » en Bosnie, lance un ultimatum aux belligérants leur enjoignant de cesser les combats sous peine de frappes aériennes de l'OTAN, tandis que le général français Bernard Janvier, patron des forces de l'OTAN dans l'ex-Yugoslavie, exhorte le Conseil de sécurité, à New York, à se prononcer rapidement sur une refonte des instructions données à la Forpro.

● Le 25, en réponse à un raid « d'avertissement » de l'OTAN contre un dépôt de munitions serbe, près de Pale, le chef des

Serbes bosniaques, les milices serbes bombardent deux terrasses de café dans la ville de Tuzla, « zone de sécurité » de l'OTAN, faisant 76 morts et 150 blessés parmi des jeunes qui célébraient la fête de la jeunesse.

● Le 26, les Serbes répondent à un second raid de l'OTAN contre des positions militaires près de Sarajevo, en capturant 167 « casques bleus » et observateurs de l'OTAN et en les utilisant comme « boucliers humains » sur douze sites stratégiques à Sarajevo et dans les collines avoisinantes.

● Le 27, deux soldats français sont tués à Sarajevo lors d'affrontements avec les milices de Radovan Karadzic, chef des Serbes bosniaques, alors qu'ils tentaient de reprendre leur position, investie par les Serbes.

● Le 28, alors que les miliciens serbes continuent à déferler la communauté internationale en bombardant à nouveau Tuzla et en

s'emparant de nouveaux otages parmi les « casques bleus », Américains, Britanniques et Français dépêchent des renforts militaires en Adriatique et en Bosnie même. Le même jour, l'hélicoptère du ministre des affaires étrangères de Bosnie-Herzégovine, l'Irfan Jubjankic, est abattu par un tir de roquette à proximité de l'enclave de Bihać, dans l'extrême nord du pays, provoquant la mort de tous ses occupants.

● Le 30, réunis à La Haye, les ministres des affaires étrangères du « groupe de contact » (Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne et Allemagne) conviennent de renforcer le dispositif des « casques bleus » et de poursuivre le dialogue avec Belgrade, tandis que sur le terrain les Serbes continuent de prendre des « casques bleus » en otage (environ 400 au total) et à s'emparer de leurs armes ainsi que de leurs blindés (9 à 12, 18, 19, 21-22, 25 à 27-VI).

FRANCE

1. - RACISME: un Marocain, Brahim Bouraam, meurt noyé dans la Seine après avoir été agressé par trois skinheads qui se sont détachés de la manifestation du Front national à Paris. Jean-Marie Le Pen se contente d'évoquer un « incident », un « fait divers déplorable ». Le 3, entre 15 000 et 20 000 personnes manifestent à Paris près des lieux du meurtre, après que François Mitterrand ait rendu hommage au jeune Marocain. Le 10, le service d'ordre officiel du FN collaborant à l'enquête, trois « crânes rasés » n'appartenant pas au FN sont interpellés puis placés en détention provisoire. L'un d'entre eux, Michaël Fremont, reconnaît être à l'origine de la noyade du jeune Marocain. Le 14, David Beaume, un skinhead soupçonné d'avoir provoqué, le 18 avril, la noyade dans le port du Havre d'Imad Bouhoud, un jeune Français d'origine tunisienne, est mis en examen pour non-assistance à personne en danger et non-dénonciation de crime (3 à 7-8, 12, 13, 22, 24, 26, 28-29).
2. - JUSTICE: la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon remet en liberté Alain Carignon, ancien ministre et maire (RPR) de Grenoble (Isère), écroué

pour « complicité d'empoisonnement » dans l'affaire du sang contaminé (12, 13, 16, 23, 24, 25, 28-29).

11. - ÉLECTIONS MUNICIPALES: Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste du Conseil de Paris, présente les listes « Paris s'éveille » tandis que les élus du PS, Henri Emmanuelli, à un an de prison avec sursis pour recel de trafic d'influence. Le président d'URB, Gérard Moate, est condamné à la même peine, tandis que le PDG de la Sagès, Michel Rey, est condamné à un an d'emprisonnement dont six mois ferme. Le 26, le procureur de la République de Saint-Brieuc, Yves Boivin, fait appel du jugement (16, 17, 28-29).

15. - JUSTICE: le sénateur (UDF-PR) et ancien président du conseil général du Var Maurice Arreckx, inculpé depuis le 1^{er} août 1994 pour corruption active, recel d'abus de confiance et recel d'abus de biens sociaux, est remis en liberté sous contrôle judiciaire par le juge toulonnais Thierry Rolland après le versement d'une caution. Le même jour, le tribunal correctionnel de Valenciennes (Nord) condamne Bernard Tapie, ancien président de l'Olympique de Marseille (OM), à deux ans d'emprisonnement dont un ferme pour « corruption » et « subornation de témoins » dans l'affaire du match VA-OM du 20 mai 1993. Le 23, le procureur de la République de Valenciennes, Eric de Montgolfier, au lendemain de l'appel interjeté par

Bernard Tapie, fait appel du jugement (5, 6, 16, 17, 18, 25).

15. - JUSTICE: dans le cadre de l'affaire URB-Sagès, le tribunal de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor) condamne le premier secrétaire du Parti socialiste et ancien trésorier du PS, Henri Emmanuelli, à un an de prison avec sursis pour recel de trafic d'influence. Le président d'URB, Gérard Moate, est condamné à la même peine, tandis que le PDG de la Sagès, Michel Rey, est condamné à un an d'emprisonnement dont six mois ferme. Le 26, le procureur de la République de Saint-Brieuc, Yves Boivin, fait appel du jugement (16, 17, 28-29).

16. - ÉLECTIONS MUNICIPALES: Pierre Lellouche, député (RPR) du Val-d'Oise, et proche de Jacques Chirac, annonce sa candidature à Cannes contre Michel Moullot (UDF-PR), condamné le 20 avril à quinze mois de prison avec sursis et à cinq ans d'indignité pour recel d'abus de biens sociaux dans l'affaire Botoc (17).

16. - MAIRIE DE PARIS: Jacques Chirac démissionne de son poste de maire, mais pas de celui de conseiller de Paris. Le 22, après le déstabilissement de Jacques Domati (UDF), Jean Tiberi, député (RPR) de la capitale et premier adjoint, est élu par le Conseil de Paris pour lui succéder (13, 18, 23, 24).

16. - JUSTICE: Jacques Médécin, ancien maire de Nice, reconnu coupable d'abus de confiance et de détournements de fonds, de l'association Nice-Opéra, est condamné à deux ans de prison ferme, 200 000 francs d'amende et cinq ans de privation des droits civiques par le tribunal correctionnel de Grenoble (18, 19, 26).

17. - LICENCIEMENTS: en rendant son premier arrêt portant sur la conformité des plans sociaux à la loi Aubry de janvier 1993, la Cour de cassation relance la polémique autour de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement en 1986 (21-22, 23, 24).

18. - DÉCÈS de l'écrivain et scientifique Henri Laborit, à l'âge de 80 ans (20).

23. - RPR: Jean-François Manel, député et président du conseil général de l'Oise, est nommé secrétaire général du RPR. Le 24, Michel Péricard, député (RPR), conseiller régional et maire de Saint-Germain (Yvelines), est élu à la présidence du groupe RPR de l'Assemblée nationale, en remplacement de Bernard Pons devenu ministre de l'Aménagement du territoire, de l'équipement et des transports (24, 26, 31).

24. - JUSTICE: dans le cadre de l'enquête sur les HLM du Gard, le sénateur (PS) du Gard Claude Pradille, déchu depuis le 5 janvier et

accusé d'enrichissement personnel, est condamné à cinq ans de prison ferme; 300 000 francs d'amende et cinq ans d'indignité par le tribunal correctionnel de Nîmes qui ordonne son incarcération immédiate (4 à 7-8, 16).

24. - AFFAIRES: l'ancien directeur des HLM de la Ville de Paris, Georges Péro, élu (RPR) de Corèze et ami personnel de Jacques Chirac, est mis en examen par le juge Eric Halphen pour trafic d'influence aux fins de financer les campagnes électorales du RPR dans le Limousin. Le même jour, le PDG de la Compagnie des eaux, Guy Dejouany, est mis en examen pour corruption active au terme d'une enquête sur la passation de contrats de distribution d'eau à Saint-Denis de la Réunion (23 à 27).

30. - ÉLECTIONS MUNICIPALES: le premier ministre, Alain Juppé, présente la liste qu'il conduira à Bordeaux et sur laquelle figure au second rang le « dauphin » do maître sortant, Jacques Valade (11-VI).

30. - UDF: Gilles de Robien, vice-président de l'Assemblée nationale, député (UDF-PR) et maire d'Amiens, est élu président du groupe UDF de l'Assemblée et remplacé par Charles Millon nommé ministre de la défense (11-VI).

30 et 31. - SOCIAL: les syndicats d'EDF-GDF de France Télécom et de la Poste, le 30, ceux de la SNCF, le 31, manifestent à Paris contre la dégradation des services publics (30 à 31-VI).

31. - ENTREPRISE: Serge Tchuruk, PDG de Total, est nommé à la présidence d'Alcatel-Alsthom, en remplacement de Pierre Suard empêché depuis trois mois d'exercer ses fonctions par une décision de justice. Il prendra ses fonctions le 22 juin (31, 1-VI).

31. - ÉLECTIONS MUNICIPALES: Robert Vigouroux, sénateur (Rassemblement démocratique européen) et maire de Marseille, renonce à être candidat à la mairie de Marseille (11-VI).

Dossier réalisé par Maryvonne Roche, assistée de Jeanne de Beaufort

La chronique mensuelle du Monde paraît désormais le deuxième samedi de chaque mois, dans le numéro daté dimanche-jour. La prochaine chronique sera publiée dans nos éditions datées 9-10 juillet.

26. - Mort de l'acteur Dany Robin à l'âge de 68 ans (27).

SALON DU BOURGET Les deux-roues neurent renforcer leur suprématie sur le secteur aéronautique et spatial, comme stratégique pour les Etats des deux entités à la Maison.

L'affrontement Europe

Après avoir boudé le Salon du Bourget, les manifestants. D'après un dollar sous-tendu, la manifestation.

Le Salon du Bourget, qui se tient du 11 au 13 juin, a été marqué par une manifestation de 150 manifestants, dont 100 étrangers, qui ont bloqué l'accès au salon pendant plusieurs heures. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le pavillon de la Défense, ont exigé la démission de Jacques Chirac et la tenue d'élections anticipées. Ils ont également exigé la suppression de la loi Aubry de janvier 1993 sur le licenciement et la suppression de la loi de 1986 sur la détermination des services publics.

Les manifestants ont également exigé la suppression de la loi de 1986 sur la détermination des services publics et la suppression de la loi de 1986 sur la détermination des services publics. Ils ont également exigé la suppression de la loi de 1986 sur la détermination des services publics et la suppression de la loi de 1986 sur la détermination des services publics.

« premières »

Le Salon du Bourget, qui se tient du 11 au 13 juin, a été marqué par une manifestation de 150 manifestants, dont 100 étrangers, qui ont bloqué l'accès au salon pendant plusieurs heures. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le pavillon de la Défense, ont exigé la démission de Jacques Chirac et la tenue d'élections anticipées. Ils ont également exigé la suppression de la loi Aubry de janvier 1993 sur le licenciement et la suppression de la loi de 1986 sur la détermination des services publics.

Le Salon du Bourget, qui se tient du 11 au 13 juin, a été marqué par une manifestation de 150 manifestants, dont 100 étrangers, qui ont bloqué l'accès au salon pendant plusieurs heures. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le pavillon de la Défense, ont exigé la démission de Jacques Chirac et la tenue d'élections anticipées. Ils ont également exigé la suppression de la loi Aubry de janvier 1993 sur le licenciement et la suppression de la loi de 1986 sur la détermination des services publics.



Le Salon du Bourget, qui se tient du 11 au 13 juin, a été marqué par une manifestation de 150 manifestants, dont 100 étrangers, qui ont bloqué l'accès au salon pendant plusieurs heures. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le pavillon de la Défense, ont exigé la démission de Jacques Chirac et la tenue d'élections anticipées. Ils ont également exigé la suppression de la loi Aubry de janvier 1993 sur le licenciement et la suppression de la loi de 1986 sur la détermination des services publics.

Le Salon du Bourget, qui se tient du 11 au 13 juin, a été marqué par une manifestation de 150 manifestants, dont 100 étrangers, qui ont bloqué l'accès au salon pendant plusieurs heures. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le pavillon de la Défense, ont exigé la démission de Jacques Chirac et la tenue d'élections anticipées. Ils ont également exigé la suppression de la loi Aubry de janvier 1993 sur le licenciement et la suppression de la loi de 1986 sur la détermination des services publics.

La NASA

Le 11 juin, la NASA a annoncé la découverte d'une nouvelle planète, baptisée « 1996 FG 3 ». Cette planète, qui mesure environ 1,5 fois le diamètre de la Terre, orbite à une distance de 1,5 milliard de kilomètres du Soleil. Elle est composée principalement de roches et de métaux. La NASA a également annoncé la découverte d'une nouvelle comète, baptisée « 1996 BG 1 ». Cette comète, qui mesure environ 100 mètres de diamètre, est composée principalement de glace et de roches. Elle est en orbite autour du Soleil et est attendue pour passer à proximité de la Terre en 1997.

La bataille des h

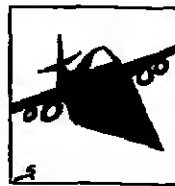
La bataille des h, qui se déroule du 11 au 13 juin, est une manifestation de 150 manifestants, dont 100 étrangers, qui ont bloqué l'accès au salon pendant plusieurs heures. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le pavillon de la Défense, ont exigé la démission de Jacques Chirac et la tenue d'élections anticipées. Ils ont également exigé la suppression de la loi Aubry de janvier 1993 sur le licenciement et la suppression de la loi de 1986 sur la détermination des services publics.

La bataille des h, qui se déroule du 11 au 13 juin, est une manifestation de 150 manifestants, dont 100 étrangers, qui ont bloqué l'accès au salon pendant plusieurs heures. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le pavillon de la Défense, ont exigé la démission de Jacques Chirac et la tenue d'élections anticipées. Ils ont également exigé la suppression de la loi Aubry de janvier 1993 sur le licenciement et la suppression de la loi de 1986 sur la détermination des services publics.

قائمة المحتجين

SALON DU BOURGET Les Etats-Unis veulent renforcer leur suprématie dans le secteur aéronautique et spatial, présenté comme stratégique par Bill Clinton dès son entrée à la Maison

Blanche. ● LE PRÉSIDENT américain est à la base d'un fabuleux contrat d'avions civils condu avec l'Arabie saoudite. Ce marché pourait être confirmé au Salon du Bourget, qui se tient au nord de Paris



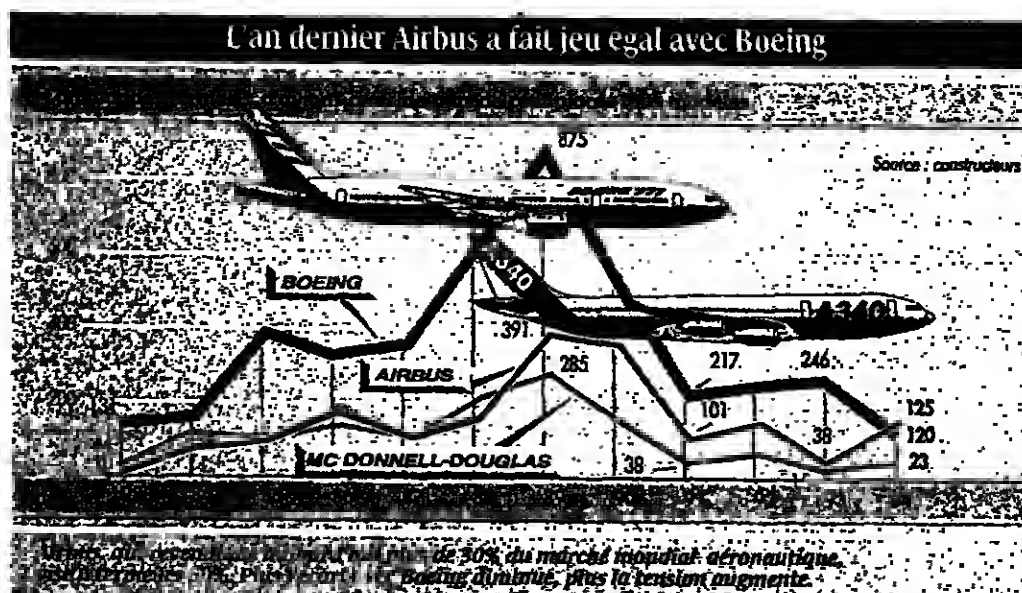
du 11 au 18 juin. ● LA DIMINUTION des budgets, notamment dans le militaire, contrainst les constructeurs à trouver des débouchés à l'exportation. Ainsi, Boeing et Airbus se livrent une guerre des prix

féroce. L'américain lance son nouveau B-777, gros porteur biraecteur, contre les Airbus A-330 et A-340. Dans les hélicoptères militaires, le bras de fer a lieu en Grande-Bretagne.

L'affrontement Europe - Etats-Unis se durcit dans l'aéronautique

Après avoir boudé le Salon du Bourget en 1993, les constructeurs américains reviennent en force cette année. Dopés par un dollar sous-évalué, ils manifestent leur volonté de reprendre des parts de marché à leurs concurrents européens

LES AMÉRICAINS débarquent en force à Paris après avoir boudé le Salon du Bourget en 1993. Portés par un dollar bas, leurs industriels de l'aéronautique et le numéro un mondial, Boeing, essaient de tailler des crouilles aux Européens. Ils devraient faire l'événement, cette année, avec la présentation de leur nouvel avion, le Boeing-777, un bi-réacteur gros-porteur, lancé pour concurrencer les Airbus A-330 et A-340. On s'attend également à l'annonce d'un gros contrat: la gigantesque commande saoudienne annoncée avec éclat par le président des Etats-Unis, en février 1994, devrait se concrétiser. Une très belle affaire pour Boeing, qui n'a enregistré que trois commandes, depuis la fin de 1993, pour son bi-réacteur gros-porteur. Un autre gros contrat émanant du leader américain ILFC (International Lease Finance Corporation), portait, cette fois, sur des Boeing-737, pourrait également se concrétiser. De son côté, Airbus Industrie devrait pouvoir annoncer la conclusion d'un contrat avec Lufthansa (qui commanderait vingt



A-319) et une commande asiatique, mais rien à la hauteur du contrat saoudien, si l'annonce en est faite. Les Américains ont de nouveau le vent en poupe. Après s'être fait damer le pion, en 1994, par leur concurrent européen qui les a dépassés en termes de commandes (cent vingt-cinq pour Airbus et cent vingt pour Boeing, McDonnell Douglas devant se contenter de vingt-trois commandes), ils sont en passe de prendre leur revanche et de réintégrer cet événement au rang des accidents de l'histoire.

Le billet vert se révèle une arme de combat redoutable. « La sous-évaluation aberrante du dollar donne un avantage indéniable à l'industrie aéronautique américaine », estime récemment Louis Gallois, président d'Aérospatiale. Pour le groupe français comme pour la société allemande, le retour au non à un résultat équi-

libré dépend principalement du cours du billet vert. Et Daimler-Benz Aerospace n'hésite pas à évoquer la possibilité d'une délocalisation d'une partie de sa production

dans la « zone dollar », en particulier l'Asie. S'appuyant sur leurs avantages monétaires, les Américains « cassent » les prix, s'insurgent les industriels français. « Les propositions américaines sont extravagantes », qu'il s'agisse du marché des hélicoptères ou de celui des avions civils, selon Yves Michot, directeur général délégué d'Aérospatiale. Boeing aurait vendu trente-cinq Boeing 737-600, assortis d'autant d'options, à la compagnie scandinave SAS, à des prix bradés (Le Monde du 23 mai).

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS Dans ce contexte, les couvertures de change et les efforts de productivité ne suffisent plus à compenser les désavantages de l'industrie aéronautique européenne. Pourtant, les trois principaux partenaires d'Airbus Industrie ont fait des efforts importants pour réduire les effectifs, notamment chez Daimler-Benz Aerospace et British Aerospace. Mais, de son côté, Boeing en fait autant, sinon plus. Le constructeur américain a supprimé 25 000 emplois au

cours des deux dernières années et en prévoit 12 000 supplémentaires en 1995, tous secteurs confondus. La bataille de la productivité se poursuit, aujourd'hui, sur le front des cycles de production pour des raisons d'économies et afin d'être plus en phase avec les besoins des compagnies aériennes. Ainsi, le cycle de production d'un gros-porteur comme l'Airbus A-330 ou A-340 qui était de dix-huit mois l'an passé devra tomber à douze mois d'ici à la fin de 1996, et même à dix mois fin 1997. Pour un petit porteur comme l'Airbus A-320, l'objectif est de passer à neuf mois. Boeing a pris, dans cette compétition, une longueur d'avance. Il y a deux ans, l'avionneur de Seattle avait besoin de dix-huit mois pour construire un avion, petit ou gros. Mais le constructeur américain met aujourd'hui entre dix mois et dix mois et demi. L'industriel américain a l'avantage de ne compter que deux sites de production, implantés tous les deux à Seattle, tandis que la construction des Airbus est déclinée dans les quatre pays membres du consortium. Mais le front principal reste avant tout commercial. Il s'agit de proposer l'avion correspondant le mieux aux besoins des compagnies avec des coûts d'exploitation optimaux. Sur ce point, les rivaux jouent pratiquement à armes égales et les deux constructeurs peuvent aligner face à face des familles d'avions équivalentes.

Trente « premières »

● Le 41^e Salon de l'aéronautique et de l'espace du Bourget devait être inauguré le samedi 10 juin à 15 h 30 par le président de la République française, Jacques Chirac. La visite du premier ministre, Alain Juppé, est prévue le samedi 11 juin en fin de matinée. Cette exposition se tiendra du 11 au 18 juin, mais trois jours seulement seront réservés au grand public (dimanche 11, samedi 17 et dimanche 18 juin, de 9 h 30 à 18 h 00). Le prix d'entrée pour le public « professionnel » est de 120 F, et de 50 F pour le grand public (non compris le parking). ● Plus grande manifestation mondiale dans la spécialité, ce Salon rassemble cette année 1 630 exposants de 41 pays, sur 600 000 m². On compte notamment plus de 300 sociétés américaines et 60 russes. ● Sur les 220 avions présentés, plus de 30 appareils seront montrés pour la première fois en France. Notamment: le V22 Osprey américain (à décollage vertical grâce à des hélices basculables); la « baleine volante » Beluga d'Airbus Industrie (avion-cargo qui permet le transport des tronçons d'avions entre les usines du consortium); le bombardier furtif américain B-2 (alle volant qui pour la première fois des Etats-Unis et ne devrait rester sur le Salon qu'une heure dans la matinée de dimanche).

AVANTAGES MONÉTAIRES

Depuis le début de l'année, ils ont enregistré cent commandes, soit quatre fois plus qu'Airbus. A Toulouse, on tempère ce retournement en rappelant que les performances de l'an passé n'étaient pas significatives et que le consortium, qui tota-

lise 30 % du marché mondial, s'est donné comme objectif d'atteindre 50 %, mais pas avant « le début du millénaire prochain ».

Le cours du dollar a également changé la donne. Les principaux partenaires d'Airbus, l'allemand Daimler-Benz Aerospace et le français Aérospatiale (37,9 % de participation au consortium pour chacun, aux côtés de la Grande-Bretagne à 20 % et de l'Espagne à 4,2 %) dénoncent la compétition déloyale dont ils font l'objet. Le billet vert se révèle une arme de combat redoutable. « La sous-évaluation aberrante du dollar donne un avantage indéniable à l'industrie aéronautique américaine », estime récemment Louis Gallois, président d'Aérospatiale. Pour le groupe français comme pour la société allemande, le retour au non à un résultat équi-

La concrétisation possible d'un contrat mirifique

En février 1994, Bill Clinton s'engageait personnellement pour obtenir un énorme contrat avec l'Arabie saoudite. Il emporta l'affaire pour la vente d'avions civils gros porteurs, bientôt suivie par un autre contrat dans les télécommunications. Ce succès fit grand bruit, l'intervention directe du président des Etats-Unis pouvant être considérée, à juste titre, comme un élément de concurrence déloyale par les concurrents - en l'occurrence, essentiellement Airbus. Mais, depuis, l'affaire a traîné en longueur, car Riyad n'était pas disposé à apporter sa garantie financière. Les Etats-Unis semblent donc avoir accepté que l'Edon Bank, la banque américaine pour le commerce extérieur, garantisse à hauteur de 90 % le contrat d'un montant de 7,5 milliards de dollars, répartis entre 5,2 milliards pour Boeing et 2,3 milliards pour McDonnell Douglas, le troisième constructeur mondial derrière Airbus. Le premier vendrait vingt-trois B-777 et cinq B-747-400, le second, vingt-neuf MD-90 et quatre MD-11 cargo.

La NASA, pour la première fois absente

SIGNÉ de la dureté des temps, la NASA sera, pour la première fois, absente du Salon du Bourget. Une décision prise « en raison de contraintes budgétaires ». Aimable litote pour désigner la crise sans précédent qui secoue la vénérable Agence spatiale américaine. Son budget, qui stagnait autour de 14 milliards de dollars depuis 1990, a baissé (de 100 millions de dollars) pour la première fois cette année. Parallèlement, sous la pression conjointe de la Maison Blanche et, surtout, du Congrès, la NASA a entrepris une sérieuse cure d'amaigrissement. Le plan d'économies, préparé par un comité interne, passe par une réduction, dans tous les domaines, du rôle du personnel propre de l'Agence par rapport à celui de ses contractants: il est envisagé, par exemple, de confier l'exploitation de la flotte de navettes à une société privée. L'activité des dix centres exploités par la NASA à travers le pays (ainsi que du siège administratif de Washington) est

passée au crible par le même comité dans un but de rationalisation et de redistribution des tâches. Selon l'hebdomadaire américain spécialisé *Aviation Week and Space Technology*, ces réductions pourraient entraîner, d'ici cinq à sept ans, la suppression d'au moins 25 000 emplois (contractants compris) et une économie de 4,4 milliards à 5 milliards de dollars. Mais cela représente moins de la moitié de l'économie budgétaire que le Congrès voudrait voir réalisée par l'Agence d'ici à 2002.

SYMBOLIQUE

Les programmes les plus coûteux de la NASA devraient donc subir, à nouveau, l'assaut de certains parlementaires qui semblent n'avoir pas abandonné l'idée de « tuer » le projet de station spatiale internationale pour recréer les activités de la NASA vers des projets plus directement rentables comme l'exploitation des res-

sources terrestres. Réitérées lors de chaque discussion budgétaire, leurs tentatives, en ce sens, se sont toujours soldées par des échecs. Mais les conditions économiques ne les incitent guère à relâcher leur effort.

Face à un tel enjeu, on comprend que la NASA souhaite réduire ses dépenses au strict minimum. La présence à Paris aurait coûté 600 000 à 1 million de dollars, affirme un porte-parole de l'Agence à Washington. Peu de chose, sans doute, comparé au budget total, mais il est des situations où les gestes symboliques peuvent avoir de l'importance. D'autant plus que le contexte international n'incite pas vraiment les Etats-Unis à faire un effort de représentation dans le domaine spatial. L'espace russe ne survit que grâce aux subsides occidentaux, et les programmes européens subissent, eux aussi, une sérieuse cure d'amaigrissement.

Jean-Paul Dufour

Martine Larocque

La bataille des hélicoptères se joue en Grande-Bretagne

AVEC, EN POINT DE MIRE, un marché d'hélicoptères d'attaque qui est évalué à quelque 2,7 milliards de livres (environ 21 milliards de francs), an profit de l'armée de terre britannique, deux constructeurs américains - McDonnell Douglas et Bell - et le groupe franco-allemand Eurocopter devraient se livrer à une ultime et féroce confrontation au Salon du Bourget pour la raison que la décision de Londres est proche, attendue probablement pour juillet. La finale est engagée entre ces trois rivaux. McDonnell Douglas espère gagner le second round, après la récente commande de son hélicoptère par les Pays-Bas. Eurocopter est bien décidé à prendre sa revanche.

Cinq cents experts au ministère britannique de la défense ont été affectés à la tâche de proposer un choix au gouvernement. C'est dire qu'on n'a pas lésiné, entre-temps, sur le sujet et sur l'attention qu'on est prêt à lui consacrer, sachant le poids de la décision. L'armée de terre britannique, qui a

déjà fort attendu pour passer sa commande portant sur quelque quatre-vingt-dix hélicoptères, n'ignore pas qu'elle n'a pas le droit à l'erreur: elle devra se satisfaire, durant pas moins d'une trentaine d'années, de la « machine » dont elle héritera.

L'objectif est de disposer d'un hélicoptère dont la mission première est de lutter contre les blindés avec des missiles antichars et dont l'une des fonctions jugées secondaires est de pouvoir escorter d'autres hélicoptères en étant armé de canons rapides ou de missiles air-air.

COMPARAISONS

Les trois concurrents ont en commun d'avoir un partenaire au Royaume-Uni. Le groupe américain McDonnell Douglas propose son Apache AH-64D et a offert à l'industriel britannique Westland de travailler avec lui. Le consortium franco-allemand Eurocopter a conçu le Tigre et a entraîné derrière lui le groupe britannique British Aerospace. Enfin, un outsider,

l'américain Bell, espère vendre son Cobra Venom et a persuadé GEC-Marconi d'être à ses côtés. Quel que soit le vainqueur, l'industrie britannique est assurée de pouvoir tirer son épingle du jeu.

Pour l'instant, les trois rivaux se sont beaucoup battus pour faire valoir la supériorité technique (caractéristiques et performances) de leur « machine » respective, mais aussi les avantages en matière de délais de livraison (l'Apache serait plus rapidement disponible que le Tigre), les prix ou les emplois directs ou indirects en Grande-Bretagne (10 500 selon British Aerospace, 5 000 selon Westland, 10 000 pour GEC-Marconi).

Autant de comparaisons qui restent sujettes à caution lorsqu'elles sont mises sur la place publique par les vendeurs. Pour prendre l'exemple des coûts, on sait que Sikorski a proposé son Sea Hawk à moitié prix à Abou Dhabi contre le Panther conçu par Eurocopter, qui l'a emporté. Pour s'en tenir à l'exemple des emplois induits localement par la

commande, on n'ignore que c'est une fois exécutée la totalité du contrat qu'on constate si le fournisseur a respecté, ou non, ses promesses.

Le débat technique et militaire s'est insensiblement déplacé sur le terrain politique. Le Royaume-Uni sera-t-il, après les Pays-Bas qui viennent de commander treize Apache pour 4 milliards de francs, le pays qui donnera le coup de grâce à la constitution - longue, tumultueuse et difficile - d'une industrie européenne de l'hélicoptère civil et militaire en achetant américain? D'autant que, en la circonstance, le Tigre est armé d'un missile antichar, baptisé Trigat MP ou LP selon sa portée (entre 2 et 8 kilomètres), à la conception duquel British Aerospace a été associé aux côtés de la DASA allemande et du groupe français Aérospatiale.

Peut-on imaginer que la Grande-Bretagne écarte, au profit d'un Apache et d'un missile Hellfire américains, un système d'armes européen complet - héli-

coptère Tigre et missile Trigat - avec des possibilités à l'exportation? La Grande-Bretagne peut-elle réitérer ce qu'elle fit avec l'Airbus, en n'en commandant pas pour sa compagnie nationale mais en coopérant de plein droit à sa fabrication?

ARMÉES « INTEROPÉRABLES »

Pour Eurocopter, le marché britannique importe beaucoup. En 1994, le secteur des hélicoptères a souffert de la compression des besoins, tant civils que militaires, dans le monde et de la contraction de la demande militaire nationale, même si le groupe franco-allemand peut se targuer d'être le premier exportateur mondial (avec 51 % des immatriculations).

En face, McDonnell Douglas et Bell se battent jusqu'au bout. L'un et l'autre font partie d'une industrie aéronautique aux Etats-Unis, qui a repris du poil de la bête. Elle n'a pas hésité à « dégraisser » de façon radicale ses effectifs (88 000 salariés de moins en 1994, soit 8,8 % du total, et 48 000

autres prévus en 1995, dont 21 000 dans le seul secteur militaire) pour mieux se recentrer et se fortifier. Nombreux sont les responsables français qui sont convaincus du fait que cette industrie a choisi de ne faire aucun cadeau, surtout dans le domaine de la défense, pour éliminer progressivement la concurrence européenne et russe.

Pour résister, les industriels concernés ne se contentent plus d'invoquer la « préférence européenne », faisant valoir que les Etats-Unis ne se privent pas de jeter des interdicts sur les matériels qui ne sont pas de conception américaine. La crise yougoslave et la valse-hésitation de Washington à prendre sa part de la mission de paix deviennent des arguments à l'avantage d'une Europe qui organiserait sa propre sécurité. De ce fait, la capacité des armées européennes à être « interopérables » sur le terrain, grâce à des équipements communs, devient une urgence.

Jacques Isnard

Revue des valeurs

Semaine du 6 au 9 juin 1995

PARIS

Indice CAC 40 - 3,77 %

Sous les 1 900 points

QUATRE SÉANCES seulement cette semaine à la Bourse de Paris, écourtée en raison de la fête de la Pentecôte, quatre séances qui toutes ont réussi à réduire à néant les gains accumulés au cours de la période précédente et bien au-delà, puisqu'en clôture, vendredi, l'indice CAC 40 affichait un recul de 3,77 % sur la clôture du vendredi 2 juin. L'origine de cette dégradation quasi ininterrompue - seule la séance de mardi a été gagnante - beaucoup d'attente, quelques ventes bénéficiaires et un peu de déception des opérateurs face à l'immobilisme de la Banque de France en matière de politique monétaire. Ajouter à cela une nette tension sur les taux américains et un Matif qui baissait franchement.

Après trois jours chomés, le palais Brongniart a donc rouvert ses portes mardi. Mais le cœur n'y était pas, bien que les « dignitaires » comme on les nomme soient apparemment au vert, que ce soit du côté du franc

ou des marchés obligataires. Mais rien n'y fit. Avec 2,72 % de progression, les intervenants en ont profité pour prendre leur bénéfice. La séance s'est soldée par un repli de 0,27 %. A cette baisse a succédé une petite reprise sans conviction, placée sous le signe de l'attente. Les opérateurs restent en effet à l'écoute du budgetaire qui doit intervenir le 28 juin. A cette date seulement, les opérateurs connaîtront les véritables intentions du gouvernement en matière de maîtrise des déficits publics.

Autre sujet de préoccupation : Wall Street, dont la progression commence à inquiéter les opérateurs. Les économistes faisant à juste titre remarquer qu'un ralentissement

économique se termine toujours brutalement... La journée de mercredi s'est terminée néanmoins sur un gain de 0,45 %.

Les deux dernières séances ont été marquées par un recul plus sensible. Jeudi, déçu sans réellement l'être par le maintien des taux directeurs de la Banque de France, les analystes estiment en effet que la voie à une prochaine détente des taux reste ouverte, les valeurs ont abandonné 1,19 %. Ce recul n'était rien à côté de ce qui allait intervenir le lendemain. Vendredi, les valeurs n'ont cessé de perdre du terrain tout au long de la séance. Après avoir ouvert en baisse de 0,5 %, l'indice CAC 40 a reculé de plus de 3 % à deux minutes de la clôture avant de réduire

ses pertes à 2,78 % au terme des échanges. Ce dernier et vif recul s'est effectué dans le sillage du Matif qui après avoir culminé à 117 cette semaine, a fini à 115,52, en baisse de 94 centimes sur son cours de la veille. L'indice CAC 40 en s'inscrivant à 1 897,02 affiche plus qu'un gain minime de 0,84 % depuis le début de l'année.

Du côté des valeurs, plusieurs titres ont retenu l'attention des opérateurs. Notons d'abord l'évolution de Suez qui a gagné 3,4 % mercredi avant de reperdre successivement 1,58 % jeudi et 4,8 % vendredi à 256 francs sous l'effet de posées de bénéfices. La confirmation de contacts préliminaires entre les présidents de Suez et de Pinnacle-Printhe-Redoute (PPR) qui pourraient déboucher sur un échange de titres et pourrait aller jusqu'à la prise de contrôle de PPR par Suez, a très nettement profité à l'action.

Eurotunnel, a subi le contrecoup de l'annonce - confirmée par la suite - du Nouvel Economiste selon laquelle le GAN avait cédé la participation de 1 % qu'il détenait. Selon un opérateur, cette information a fait baisser le cours d'Eurotunnel vendredi. Le titre a cédé 5,1 % à 14 francs soit son

plus bas cours annuel dans un marché de 4,4 millions de titres. Enfin, Alcatel-Alsthom a perdu au cours de la dernière séance 5,7 % à 449 francs dans un volume écourté. Une rumeur boursière, selon laquelle le groupe baisserait le dividende 1995, a fait perdre au titre une bonne partie des gains accumulés depuis la nomination de Serge Tchuruk en remplacement de Pierre Suard. Le dividende 1994 s'élève à 15 francs, inchangé par rapport à 1993.

François Bostravaron

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM

| N° | Titre | Volume (millions de titres) | Valeur (millions de francs) |
|----|-----------------|-----------------------------|-----------------------------|
| 1 | Alcatel-Alsthom | 2156110 | 1 100 000 |
| 2 | BNP | 982 721 | 1 000 000 |
| 3 | Suez | 1 440 544 | 1 000 000 |
| 4 | Sanofi | 1 905 534 | 1 000 000 |
| 5 | Santel | 2 085 533 | 1 000 000 |
| 6 | Total | 1 721 006 | 1 000 000 |
| 7 | Banque Paribas | 895 180 | 1 000 000 |
| 8 | Saint-Gobain | 727 430 | 1 000 000 |
| 9 | Danone | 539 995 | 1 000 000 |
| 10 | Air France | 340 646 | 1 000 000 |
| 11 | Carrefour | 1 807 500 | 1 000 000 |
| 12 | Plasma-Trieste | 330 285 | 1 000 000 |
| 13 | Carrefour | 135 135 | 1 000 000 |

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RÈGLEMENT MENSUEL)

| N° | Titre | Variation (%) |
|----|-----------------|---------------|
| 1 | Alcatel-Alsthom | +5,7 |
| 2 | BNP | +3,4 |
| 3 | Suez | +3,4 |
| 4 | Sanofi | +3,4 |
| 5 | Santel | +3,4 |
| 6 | Total | +3,4 |
| 7 | Banque Paribas | +3,4 |
| 8 | Saint-Gobain | +3,4 |
| 9 | Danone | +3,4 |
| 10 | Air France | +3,4 |
| 11 | Carrefour | +3,4 |
| 12 | Plasma-Trieste | +3,4 |
| 13 | Carrefour | +3,4 |

| N° | Titre | Variation (%) |
|----|-----------------|---------------|
| 1 | Alcatel-Alsthom | +5,7 |
| 2 | BNP | +3,4 |
| 3 | Suez | +3,4 |
| 4 | Sanofi | +3,4 |
| 5 | Santel | +3,4 |
| 6 | Total | +3,4 |
| 7 | Banque Paribas | +3,4 |
| 8 | Saint-Gobain | +3,4 |
| 9 | Danone | +3,4 |
| 10 | Air France | +3,4 |
| 11 | Carrefour | +3,4 |
| 12 | Plasma-Trieste | +3,4 |
| 13 | Carrefour | +3,4 |

LES SECTEURS D'ACTIVITÉS

| Secteur | Indice | Variation (%) |
|---------------------|--------|---------------|
| AGROALIMENTAIRE | 2 810 | +0,24 |
| Divers | 825 | +0,12 |
| Eridania Béghin-Say | 753 | +0,17 |
| Fromageries Bel | 434 | +0,11 |
| LMVH | 901 | +0,10 |
| Perrier-Ricard | 313,70 | +0,07 |
| Remy-Cointreau | 165 | +0,05 |
| Saint-Louis | 1 486 | +0,03 |

| Secteur | Indice | Variation (%) |
|------------|--------|---------------|
| ASSURANCES | 167 | +0,12 |
| ACA | 269,70 | +0,10 |
| CAI | 177 | +0,08 |
| SCOR SA | 118 | +0,05 |
| UAP | 140,10 | +0,03 |

| Secteur | Indice | Variation (%) |
|-----------------------|--------|---------------|
| BÂTIMENT ET MATÉRIAUX | 696 | +0,11 |
| Bouygues | 246 | +0,04 |
| Colas | 986 | +0,03 |
| Effage | 957,1 | +0,02 |
| Eurotunnel | 14,40 | +0,01 |
| GTI Entrepren | 427 | +0,01 |
| Inetel | 557 | +0,01 |
| Immat. Phénix | 67,50 | +0,01 |
| Jean Lebevre | 354 | +0,01 |
| Lafarge-Coppée | 382,80 | +0,01 |
| Palat | 456,50 | +0,01 |
| Saint-Gobain | 481 | +0,01 |
| SGE | 177 | +0,01 |
| Sole-Batholles | 181,10 | +0,01 |

| Secteur | Indice | Variation (%) |
|------------------|--------|---------------|
| CHIMIE | 758 | +0,10 |
| Air Liquide (L) | 537 | +0,08 |
| Geacorp | 218 | +0,05 |
| Société Générale | 526 | +0,04 |
| Rhône-Poulenc A | 113,80 | +0,03 |
| Rhône-Poulenc B | 720 | +0,02 |
| Sanofi | 282 | +0,01 |
| Synthelabo | 271,20 | +0,01 |

| Secteur | Indice | Variation (%) |
|------------------------------|--------|---------------|
| CONSUMMATION NON ALIMENTAIRE | 200 | +0,10 |
| Bert. Faure (BFI) | 804 | +0,08 |
| BIC | 991 | +0,07 |
| Chargers | 448 | +0,06 |
| Christian Dior | 487,50 | +0,05 |
| Clirine | 255 | +0,04 |
| Colson Int. | 445 | +0,03 |
| Gr. André | 116 | +0,02 |
| Moulinex | 1 230 | +0,01 |
| Oréal (L) | 2 185 | +0,01 |
| Salomon | 580 | +0,01 |
| SEB | 1 265 | +0,01 |
| Sis Rosignol | 1 507 | +0,01 |
| Stimex-Albert | 1 507 | +0,01 |
| Zodiac | 610 | +0,01 |

| Secteur | Indice | Variation (%) |
|-------------------|--------|---------------|
| CRÉDIT ET BANQUES | 501 | +0,10 |
| Banque (Cie) | 381 | +0,08 |
| BNP | 248,80 | +0,07 |
| CCF | 237 | +0,06 |
| Crediton | 780 | +0,05 |
| Comptoir entrep. | 16,40 | +0,04 |
| CPR | 370,50 | +0,03 |

| Secteur | Indice | Variation (%) |
|-------------------|--------|---------------|
| Créd. fon. France | 690 | +0,10 |
| Créd. fon. local | 440,20 | +0,08 |
| Créd. fon. CP | 299 | +0,07 |
| Crédit national | 441 10 | +0,06 |
| Société Générale | 575 | +0,05 |
| SONAC | 436 | +0,04 |
| UIC | 400 | +0,03 |
| Via Banque | 31,40 | +0,02 |

| Secteur | Indice | Variation (%) |
|--------------------|---------|---------------|
| DISTRIBUTION | 2 434 | +0,10 |
| Carrefour | 155,20 | +0,08 |
| Casino | 269,70 | +0,07 |
| Centromax Dubois | 761 | +0,06 |
| Comptoirs modernes | 1 094 | +0,05 |
| Danone | 539 995 | +0,04 |
| Dorel France | 260 | +0,03 |
| Colson Lafayette | 1 960 | +0,02 |
| Galbret | 485 | +0,01 |
| Guyenne Gascogne | 1 450 | +0,01 |
| Plasma-Printhe | 1 004 | +0,01 |
| Primagat | 1 872 | +0,01 |
| Proximité | 1 872 | +0,01 |
| Renault | 815 | +0,01 |

| Secteur | Indice | Variation (%) |
|-----------------------------|-----------|---------------|
| ELECTRICITÉ ET ÉLECTRONIQUE | 458 | +0,10 |
| Alcatel-Alsthom | 2 156 110 | +0,08 |
| Alcatel-Chile | 36310 | +0,07 |
| CS (ex-CEG) | 340,30 | +0,06 |
| Interindus | 624 | +0,05 |
| Labinal | 839 | +0,04 |
| Logan | 7780 | +0,03 |

| Secteur | Indice | Variation (%) |
|-----------------------|---------|---------------|
| MÉTALLURGIE MÉCANIQUE | 2 434 | +0,10 |
| Carrefour | 155,20 | +0,08 |
| Casino | 269,70 | +0,07 |
| Centromax Dubois | 761 | +0,06 |
| Comptoirs modernes | 1 094 | +0,05 |
| Danone | 539 995 | +0,04 |
| Dorel France | 260 | +0,03 |
| Colson Lafayette | 1 960 | +0,02 |
| Galbret | 485 | +0,01 |
| Guyenne Gascogne | 1 450 | +0,01 |
| Plasma-Printhe | 1 004 | +0,01 |
| Primagat | 1 872 | +0,01 |
| Proximité | 1 872 | +0,01 |
| Renault | 815 | +0,01 |

| Secteur | Indice | Variation (%) |
|-----------------------|---------|---------------|
| IMMOBILIER ET POUVOIR | 2 434 | +0,10 |
| Carrefour | 155,20 | +0,08 |
| Casino | 269,70 | +0,07 |
| Centromax Dubois | 761 | +0,06 |
| Comptoirs modernes | 1 094 | +0,05 |
| Danone | 539 995 | +0,04 |
| Dorel France | 260 | +0,03 |
| Colson Lafayette | 1 960 | +0,02 |
| Galbret | 485 | +0,01 |
| Guyenne Gascogne | 1 450 | +0,01 |
| Plasma-Printhe | 1 004 | +0,01 |
| Primagat | 1 872 | +0,01 |
| Proximité | 1 872 | +0,01 |
| Renault | 815 | +0,01 |

| Secteur | Indice | Variation (%) |
|-----------------------------|---------|---------------|
| INVESTISSEMENT ET PORTFOLIO | 2 434 | +0,10 |
| Carrefour | 155,20 | +0,08 |
| Casino | 269,70 | +0,07 |
| Centromax Dubois | 761 | +0,06 |
| Comptoirs modernes | 1 094 | +0,05 |
| Danone | 539 995 | +0,04 |
| Dorel France | 260 | +0,03 |
| Colson Lafayette | 1 960 | +0,02 |
| Galbret | 485 | +0,01 |
| Guyenne Gascogne | 1 450 | +0,01 |
| Plasma-Printhe | 1 004 | +0,01 |
| Primagat | 1 872 | +0,01 |
| Proximité | 1 872 | +0,01 |
| Renault | 815 | +0,01 |

| Secteur | Indice | Variation (%) |
|-----------------------|---------|---------------|
| MÉTALLURGIE MÉCANIQUE | 2 434 | +0,10 |
| Carrefour | 155,20 | +0,08 |
| Casino | 269,70 | +0,07 |
| Centromax Dubois | 761 | +0,06 |
| Comptoirs modernes | 1 094 | +0,05 |
| Danone | 539 995 | +0,04 |
| Dorel France | 260 | +0,03 |
| Colson Lafayette | 1 960 | +0,02 |
| Galbret | 485 | +0,01 |
| Guyenne Gascogne | 1 450 | +0,01 |
| Plasma-Printhe | 1 004 | +0,01 |
| Primagat | 1 872 | +0,01 |
| Proximité | 1 872 | +0,01 |
| Renault | 815 | +0,01 |

| Secteur | Indice | Variation (%) |
|-----------------------|---------|---------------|
| MÉTALLURGIE MÉCANIQUE | 2 434 | +0,10 |
| Carrefour | 155,20 | +0,08 |
| Casino | 269,70 | +0,07 |
| Centromax Dubois | 761 | +0,06 |
| Comptoirs modernes | 1 094 | +0,05 |
| Danone | 539 995 | +0,04 |
| Dorel France | 260 | +0,03 |
| Colson Lafayette | 1 960 | +0,02 |
| Galbret | 485 | +0,01 |
| Guyenne Gascogne | 1 450 | +0,01 |
| Plasma-Printhe | 1 004 | +0,01 |
| Primagat | 1 872 | +0,01 |
| Proximité | 1 872 | +0,01 |
| Renault | 815 | +0,01 |

| Secteur | Indice | Variation (%) |
|-----------------------|---------|---------------|
| MÉTALLURGIE MÉCANIQUE | 2 434 | +0,10 |
| Carrefour | 155,20 | +0,08 |
| Casino | 269,70 | +0,07 |
| Centromax Dubois | 761 | +0,06 |
| Comptoirs modernes | 1 094 | +0,05 |
| Danone | 539 995 | +0,04 |
| Dorel France | 260 | +0,03 |
| Colson Lafayette | 1 960 | +0,02 |
| Galbret | 485 | +0,01 |
| Guyenne Gascogne | 1 450 | +0,01 |
| Plasma-Printhe | 1 004 | +0,01 |
| Primagat | 1 872 | +0,01 |
| Proximité | 1 872 | +0,01 |
| Renault | 815 | +0,01 |

| Secteur | Indice | Variation (%) |
|-----------------------|---------|---------------|
| MÉTALLURGIE MÉCANIQUE | 2 434 | +0,10 |
| Carrefour | 155,20 | +0,08 |
| Casino | 269,70 | +0,07 |
| Centromax Dubois | 761 | +0,06 |
| Comptoirs modernes | 1 094 | +0,05 |
| Danone | 539 995 | +0,04 |
| Dorel France | 260 | +0,03 |
| Colson Lafayette | 1 960 | +0,02 |
| Galbret | 485 | +0,01 |
| Guyenne Gascogne | 1 450 | +0,01 |
| Plasma-Printhe | 1 004 | +0,01 |
| Primagat | 1 872 | +0,01 |
| Proximité | 1 872 | +0,01 |
| Renault | 815 | +0,01 |

| Secteur | Indice | Variation (%) |
|-----------------------|---------|---------------|
| MÉTALLURGIE MÉCANIQUE | 2 434 | +0,10 |
| Carrefour | 155,20 | +0,08 |
| Casino | 269,70 | +0,07 |
| Centromax Dubois | 761 | +0,06 |
| Comptoirs modernes | 1 094 | +0,05 |
| Danone | 539 995 | +0,04 |
| Dorel France | 260 | +0,03 |
| Colson Lafayette | 1 960 | +0,02 |
| Galbret | 485 | +0,01 |
| Guyenne Gascogne | 1 450 | +0,01 |
| Plasma-Printhe | 1 004 | +0,01 |
| Primagat | 1 872 | +0,01 |
| Proximité | 1 872 | +0,01 |
| Renault | 815 | +0,01 |

| Secteur | Indice | Variation (%) |
|-----------------------|---------|---------------|
| MÉTALLURGIE MÉCANIQUE | 2 434 | +0,10 |
| Carrefour | 155,20 | +0,08 |
| Casino | 269,70 | +0,07 |
| Centromax Dubois | 761 | +0,06 |
| Comptoirs modernes | 1 094 | +0,05 |
| Danone | 539 995 | +0,04 |
| Dorel France | 260 | +0,03 |
| Colson Lafayette | 1 960 | +0,02 |
| Galbret | 485 | +0,01 |
| Guyenne Gascogne | 1 450 | +0,01 |
| Plasma-Printhe | 1 004 | +0,01 |
| Primagat | 1 872 | +0,01 |
| Proximité | 1 872 | +0,01 |
| Renault | 815 | +0,01 |

TOKYO

Indice Nikkei - 5,08 %

Au plus bas depuis 3 ans

LA BOURSE DE TOKYO a très sensiblement reculé cette semaine, les valeurs japonaises retrouvant, en moyenne, leur niveau d'il y a trois ans en raison, notamment, du pessimisme persistant à propos des perspectives économiques. En cinq séances, l'indice Nikkei a reculé de 804,95 points, soit 5,08 % pour se retrouver à 15 044,18 points. Au cours de la période précédente, il avait gagné 154,88 points (0,99 %). Le volume des échanges a été gon-

flé par l'arrivée à échéance vendredi des contrats à terme sur options : les transactions ont porté sur une moyenne quotidienne de 302,9 millions de titres contre 224,8 millions de titres huit jours auparavant. « Le sentiment du marché est vraiment faible », estime un opérateur japonais. « Il n'y a pas d'élément nouveau pour inciter à vendre, mais il n'y a pas non plus pour inciter à acheter. » Les intervenants estiment notamment que le marché a été déçu par l'annonce du ministre des finances Masayoshi Takemura selon laquelle les « fonds publics nécessaires » seront utilisés pour aider les banques à régler leur problème de créances douteuses (Le Monde du 10 juin).

Indice du 9 juin : Nikkei, 15 044,18 (contre 15 849,13) ; Topix, 1 223,75 (contre 1 277,99).

LONDRES

Indice FT 100 - 0,22 %

Repli limité

LA BOURSE DE LONDRES a atteint son plus haut niveau depuis 15 mois cette semaine, stimulée par des spéculations d'offres publiques d'achat (OPA). Mais un brusque plongeon à la veille du week-end a annulé tous ses gains. Après avoir terminé jeudi à 3 38

Crédits, changes et grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Que vont faire les Japonais ?

LA BELGIQUE a renoncé à son projet d'emprunt français. Les taux d'intérêt pratiqués à Paris étant actuellement plus élevés qu'à Bruxelles, l'opération serait d'autant plus difficile à justifier que ce pays n'a pas l'emploi de ressources en francs français. S'il cherche à lever maintenant des fonds à longue échéance sur le marché international, c'est pour diversifier la composition de sa dette extérieure où le deutschemark occupe une place prépondérante, son nouveau plan pourrait le conduire à solliciter le marché de la devise américaine pour s'y procurer quelque 500 millions de dollars.

Comme les emprunts d'Etat en dollars sont devenus rares, la préparation de cette affaire fait grand bruit. Elle est de nature à confirmer la renaissance du compartiment euro-obligataire du dollar qui, ces derniers mois, a souffert d'un relatif effacement face à ceux des devises fortes que sont le yen et le deutschemark. Les spécialistes sont tous à l'analyse l'appétit des investisseurs internationaux et, jusqu'à vendredi, leurs conclusions se rejoignent. Un important emprunt en dollars pour un débiteur de qualité devait avoir toutes les chances d'obtenir un très large écho non seulement en Europe mais également en Asie. On annonçait déjà une durée de

dix ans, celle qui convient le mieux aux compagnies d'assurances japonaises, et un rendement proche de celui du récent emprunt contracté par l'île-de-France qui rapportait alors 0,39 point de pourcentage de plus que les fonds d'Etat américains.

A la veille du week-end, les prévisions ont pris un tour beaucoup plus incertain. La rumeur s'est propagée que le ministre japonais des finances avait intimé à la banque centrale et aux établissements publics de ce pays l'ordre de ne plus acheter de fonds d'Etat américains. Le marché sait bien ce qu'il en est de telles rumeurs et des démentis qui les suivent rapidement. Elles sont interprétées de façon politique, surtout lorsqu'elles surviennent dans le cas de renégociations commerciales entre les Etats-Unis et le Japon. Il reste que, même si on ne peut y prêter foi, leur impact a été considérable et que le doute s'est installé quant à l'appétit actuel de la communauté financière pour des placements en dollars.

PLACE AU MARK

L'effet de ces rumeurs a d'ailleurs été renforcé par l'espoir exprimé en Europe que les investisseurs japonais allaient diversifier la composition de leurs portefeuilles de titres en faveur du deutschemark. Il faudra attendre

le mois de juillet pour être vraiment fixé à ce sujet. Les répartitions par monnaies sont rarement changées en cours de trimestre. Mais les plus optimistes des intermédiaires financiers de notre continent ne manquent pas de déceler des signes avant-coureurs. Et fin de semaine, ils se montrent impressionnés par l'activité d'un intervenant nippon qui venait d'acquiescer pour 1,5 milliard de marks d'obligations du Trésor allemand.

A bien moindre échelle, mais de façon tout aussi significative, les achats japonais d'euro-obligations de qualité en deutschemark se sont poursuivis la semaine passée. Le Crédit local de France en a bénéficié de même que la Société financière internationale, qui fait partie du groupe de la Banque mondiale, ainsi que la Postsparkasse autrichienne et deux des meilleurs emprunteurs allemands, la Landeskreditbank de Bade-Wurtemberg et Ausgleichsbank.

Pour ce qui est du compartiment français, malgré le désistement de la Belgique, les nouvelles sont loin d'être toutes négatives. Une nouvelle euro-emission de 1 milliard de francs a vu le jour dont les promoteurs assurent qu'elle a trouvé preneur pour plus de la moitié à l'étranger. Le débiteur est la Compagnie générale des eaux, la transaction viendra à échéance dans dix ans et les souscripteurs peuvent compter sur un rendement de 7,70 % l'an. La Deutsche Bank, qui dirigeait l'emprunt, en a vendu la majeure partie au Benelux, en Allemagne, ainsi qu'en Grande-Bretagne.

Christophe Vetter

DEVISES ET OR

En attendant le sommet d'Halifax

APRÈS LA BATAILLE autour du dollar, livrée la semaine dernière par les banques centrales, dont les interventions surprirent les opérateurs, les marchés des changes ont été beaucoup plus calmes cette semaine. La devise américaine se retrouve à peu près au même niveau d'un vendredi sur l'autre, soit un peu plus de 1,40 deutschemark, de 84 yens et de 4,90 francs. Les mêmes opérateurs, pris à contrepied, le 31 mai, par les dites banques centrales, sont restés très prudents, attendant le sommet des sept pays les plus industrialisés à Halifax, les 15 et 16 juin prochains.

A vrai dire, en raison du peu de crédit qu'ils accordent habituellement aux conclusions de telles réunions, ils essaient, plutôt, d'interpréter les déclarations des officiels de tout poil effectuées cette semaine (voir en rubrique Marché monétaire et

obligations). Pour eux, l'important est de savoir si la Réserve fédérale des Etats-Unis abaissera ou non ses taux directeurs dans un avenir proche, un abaissement étant de nature, en principe, à déprécier le dollar et inversement. De même, le comportement de la Banque fédérale d'Allemagne est primordial, dans la mesure où elle semble réticente à baisser ses taux directeurs aussi rapidement que le prévoyait, un peu imprudemment, les marchés, une réduction supplémentaire de ces taux conduisant à affaiblir un peu le mark et à renforcer le dollar par voie de conséquence. Les déclarations en question, tout en donnant peu d'indications précises, semblent favoriser le statu quo, du moins dans l'immédiat.

En Europe, en tout cas, le maintien à leur niveau antérieur des taux directeurs de la Bundesbank et les déclarations plutôt restrictives de son vice-président, M. Gaddum, ont raffermi le mark, notamment vis-à-vis des monnaies « à rendement élevé », comme la lire italienne, qui a fléchi avant le référendum de dimanche 11 juin, et la

peseta espagnole. A Paris, le franc a poussé un petit galop d'essai vis-à-vis du mark, dont le cours est revenu mardi à moins de 3,50 francs, touchant 3,4935 francs à la faveur d'une petite faiblesse de la devise allemande que déprimait l'aggravation de la crise en Bosnie. Mais les incertitudes régnaient sur le revenu du collectif budgétaire, présenté le 28 juin prochain, et les rumeurs courant sur l'ampleur du déficit ont renvoyé le mark au-dessus de 3,50 francs, à 3,5150 francs, à New York vendredi soir.

François Renard

| L'OR | Cours 2-6 | | Cours 9-6 | |
|------------------------|-----------|--------|-----------|-----|
| | 6-6 | 6-6 | 6-6 | 6-6 |
| Or fin (cl. barre) | 61 300 | 61 250 | | |
| Or fin (en lingot) | 61 200 | 61 400 | | |
| Pièce française (20F) | 355 | 353 | | |
| Pièce française (10F) | 355 | 353 | | |
| Pièce suisse (20F) | 357 | 353 | | |
| Pièce latine (20F) | 356 | 354 | | |
| Pièce tunisienne (20F) | 361 | 353 | | |
| Souverain | 453 | 451 | | |
| Souverain Elizabeth II | 453 | 454 | | |
| Demi-souverain | 304 | 301 | | |
| Pièce de 20 S | 2 440 | 2 430 | | |
| Pièce de 10 S | 1 220 | 1 210 | | |
| Pièce de 5 S | 610 | 605 | | |
| Pièce de 20 pesos | 2 395 | 2 389 | | |
| Pièce de 20 marks | 445 | 443 | | |
| Pièce de 10 florins | 370 | 372 | | |
| Pièce de 5 roubles | 269 | 250 | | |

* Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 6 AU 9 JUIN

| DEVISE | New York | Paris | Zurich | Frankfurt | Bruxelles | Amsterdam | Milan | Tokyo |
|-----------------|----------|---------|---------|-----------|-----------|-----------|---------|---------|
| Libre | 1,3940 | 1,3940 | 1,3940 | 1,3940 | 1,3940 | 1,3940 | 1,3940 | 1,3940 |
| \$ E.U. | 1,3940 | 1,3940 | 1,3940 | 1,3940 | 1,3940 | 1,3940 | 1,3940 | 1,3940 |
| Franc français | 20,2801 | 20,2801 | 20,2801 | 20,2801 | 20,2801 | 20,2801 | 20,2801 | 20,2801 |
| Franc suisse | 86,5801 | 86,5801 | 86,5801 | 86,5801 | 86,5801 | 86,5801 | 86,5801 | 86,5801 |
| Deutschemark | 71,3309 | 71,3309 | 71,3309 | 71,3309 | 71,3309 | 71,3309 | 71,3309 | 71,3309 |
| Franc belge | 34,6801 | 34,6801 | 34,6801 | 34,6801 | 34,6801 | 34,6801 | 34,6801 | 34,6801 |
| Florin | 45,7209 | 45,7209 | 45,7209 | 45,7209 | 45,7209 | 45,7209 | 45,7209 | 45,7209 |
| Unité italienne | 0,00012 | 0,00012 | 0,00012 | 0,00012 | 0,00012 | 0,00012 | 0,00012 | 0,00012 |
| Yen | 1,39335 | 1,39335 | 1,39335 | 1,39335 | 1,39335 | 1,39335 | 1,39335 | 1,39335 |

MARCHÉS MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Très vif coup de froid aux Etats-Unis

UN MINI-SÉISMES s'est produit cette semaine sur le marché obligataire américain, où les rendements ont amorcé une violente remontée, l'onde de choc se répercutant sur les marchés européens. Qu'on en juge : d'un vendredi à l'autre, le 3 mois est passé de 5,56 % à 5,77 %, le 1 an de 5,46 % à 5,91 % et le 5 ans de 5,72 % à 6,23 %. Quant aux durées longues, le 10 ans a bondi de 6 % à 6,39 % et le 30 ans de 6,45 % à 6,72 %. « Une sacrée remontée », rugissait un opérateur, qui prévoyait ce phénomène depuis un mois, en clamant que le marché américain était « surchauffé » et qui, régulièrement démenti par les faits, voyait ses pronostics enfin réalisés.

Le motif de cette remontée éclair ? Une volée de déclarations effectuées par les dirigeants de la Réserve fédérale des Etats-Unis, à commencer

par son président, Alan Greenspan, suivant lesquelles l'économie américaine était sur la voie d'un atterrissage « en douceur » (*soft landing*), la diminution des stocks et cours ne correspondant qu'à un « ajustement naturel ». Le président de la Réserve fédérale de Philadelphie a même précisé qu'il attendait une reprise modérée de la croissance à l'automne après un printemps et un été mous. La seule voie discordante a été celle du vice-président de la Fed, Alan Blinder qui affirme craindre davantage une chute de la croissance qu'un rebond de l'inflation. En tout cas, les propos « optimistes » de ces officiels, M. Blinder mis à part, ont immédiatement doché les espoirs des opérateurs dans un abaissement des taux directeurs de la Réserve fédérale à l'issue de la réunion de son comité monétaire le 7 juillet

prochain. D'où la réaction des marchés cette semaine très brutale sur les taux de court et moyen terme (plus de 40 centimes sur le 1 an et près d'un demi-point sur le cinq ans), pulvérisant ces échéances sont les plus sensibles à une modification des taux directeurs de la Fed, qui porte sur le court terme, pour se diffuser, par contagion, sur les échéances plus longues. C'est donc bien un mini-séisme que l'Europe ne pouvait ignorer : à Paris, le cours du contrat notional 10 ans sur le MATIF, à l'échéance juin, qui toucha 117,02 le mardi 6 juin a chuté, en une journée, de 16,40 à 115,50 en clôture, et même 115,14 après clôture sur le réseau international Globex, le rendement de l'OAT 10 ans

passant de 7,35 % à 7,49 %, l'écart du rendement avec le Bund allemand 10 ans ne variant guère à 0,77 % contre 0,80 %.

SIMPLE CORRECTION

Les optimistes font valoir que la baisse de ces rendements avait été trop rapide, tout le monde spéculant sur une diminution inévitable des taux directeurs de la Fed par crainte de la récession, dont les signes semblaient se multiplier. Ils croient donc à une simple correction, les rendements atteints en fin de semaine ne faisant que retrouver leurs niveaux de la fin mai. Pour eux, c'est l'évolution des prix domestiques américains qui dictera sa politique à la Réserve fédérale, comme l'a

clairement indiqué son président, M. Greenspan. A cette occasion, les prix de gros n'ont pas varié en mai, alors que l'on attendait une hausse de 0,3 %, après celle de 0,5 % en avril.

Ils ont, toutefois, augmenté de 0,3 % hors alimentation et énergie, dont les prix ont fléchi de 0,6 %. On attend les prix de détail pour mardi prochain. Si les chiffres sont « bons », c'est-à-dire en faible augmentation ou stables, les rendements baisseront et les cours des obligations remonteront, estimant certains opérateurs. Mals gare à la psychologie des foules, qui peut pousser le 10 ans à 7 % ou plus si l'inquiétude gagne les marchés, avec des dégâts à Wall Street.

DEUX SCÉNARIOS

Philippe Caheo, responsable de l'analyse technique à la direction des études financières et économiques du Crédit lyonnais, envisage deux scénarios, sur lesquels on serait fin début juillet. Le premier comporte, effectivement, une simple correction technique à la baisse des rendements des obligations depuis le point haut de novembre 1994 (8,06 % sur le 10 ans et 8,18 % sur le 30 ans) et une nouvelle baisse violente d'ici à février 1996

pour retrouver le point bas d'octobre 1993 (5,17 % et 5,77 %). Le second scénario implique, aussi, une simple correction technique, mais en sens contraire : la remontée des rendements depuis ce point bas d'octobre 1993 n'aurait été interrompue que de novembre 1994 à juin 1995, et reprendrait par la suite. C'est l'évolution des marchés à terme (*futures*) qui sera le juge de paix.

En Europe, les Pays-Bas et la Belgique à leur suite ont réduit de 0,25 % leurs taux directeurs, en raison de la vigueur de leurs monnaies, mais M. Gaddum, vice-président de la Bundesbank, a doublé les espoirs de voir sa banque les imiter, déclarant que l'inflation n'était pas encore totalement sous contrôle. Sans surprise, la Banque de France a maintenu à 7,75 % le taux de ses primes à vingt-quatre heures, bien que le loyer de l'argent au jour le jour s'inscrive à plus d'un quart de point en dessous (7/8 % - 7/12 %), tant que le collectif budgétaire ne sera pas annoncé et voté, et que le franc restera en position délicate, il est infiniment probable qu'elle n'abaissera pas sa garde.

F. R.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le coton au rythme du climat

LE DÉLUGE fait le printemps du coton. Dans le domaine fluctuant des matières premières agricoles, le temps, ce que les négociants appellent le « weather market », règne en maître absolu. Jusqu'en octobre de l'année dernière, les analystes du secteur trouvaient de bon ton de prédire des cours à la baisse : ils l'étaient alors et les opérateurs envisageaient une moisson décevante. Les estimations de récolte étaient supérieures à celles de la consommation pour la saison 1994. Selon les sources : *Cotlook*, revue américaine spécialisée sur le coton, l'USDA (le département américain de l'Agriculture) ou le CIC (Comité international du coton), l'offre mondiale était évaluée à un tonnage couvrant une fourchette entre 18,9 et 19,2 millions de tonnes. Chiffres jugés de toute façon trop élevés au regard de l'année précédente : celle-ci s'établissait alors à seulement 16,7 millions de tonnes.

En réalité, la récolte qui s'échelonnait entre 1993 et 1994 (très précisée entre le mois d'août et le mois de juillet de l'année suivante) avait été tout simplement désastreuse, la plus faible jamais vue depuis la campagne 1985-1986. Mais, rendus vulnérables par l'assurance des négociants, les cours s'effritaient inexorablement et l'indice A de *Cotlook*, le coton de qualité fort prisé en temps habituel, perdait près de 10 cents au cours de l'automne. Le 20 octobre, la livre de coton valait 73,65 cents.

Quand l'Onco Sam se porte bien, les cours dépriment, mais quand il éternue les prix paissent : responsables de la baisse des cours avec une récolte jugée à l'avance en hausse de 7 % par rapport à l'année précédente - elle était alors estimée à 4,3 millions de tonnes - les Etats-Unis sont aujourd'hui les principaux moteurs de la hausse : un déluge d'insectes sur le Rio Grande Valley a

totallement retourné le marché. Quoique les récoltes n'aient pas commencé - elles débutent seulement à la fin du mois d'août - les professionnels du secteur se persuadent que les Américains ont perdu rien de moins que 230 000 balles (le coton s'échange en balles de 218 kilos). Ces derniers affirment qu'ils sont en train de traiter le mal mais les négociants doutent de l'efficacité du remède. Les cours en profitent. Sur le rapproché comme sur l'éloigné, le cotoco cote cher : 111,65 cents dans le premier cas, 82,76 cents dans le second. Redressement spectaculaire, s'il en est, que les filateurs français n'apprécient guère. Ils hésitent à s'approvisionner en attendant des jours meilleurs, mais aucune baisse des cours ne se profile pour l'instant.

INQUIÉTUDE GÉNÉRALISÉE

L'humeur est en effet à l'angoisse : les estimations de la production mondiale ont été révisées à la baisse, l'USDA table sur moins de 18 millions de tonnes alors que le CIC, comme à l'accoutumée, se montre plus optimiste avec une estimation de 18,2 millions de tonnes. Non seulement la production américaine a diminué mais tous les pays producteurs de coton, à des degrés divers,

ont vu leurs estimations de récolte systématiquement révisées à la baisse. Les divergences les plus évidentes concernent évidemment la Chine : l'USDA pense à 4,25 millions de tonnes (autant que les Etats-Unis donc) tandis que le CIC table sur 200 000 tonnes de moins. Les autorités chinoises elles-mêmes estiment avoir perdu deux millions de tonnes en deux ans, elles ne comptent pas sur une récolte supérieure à 3,75 millions de tonnes, disent-elles. Déjouant tous les espoirs et les prévisions antérieures, l'Inde et le Pakistan n'échappent pas au lot commun. La production indienne ne devrait pas dépasser 2,1 millions de tonnes, soit le même tonnage que celui de l'année précédente mais un niveau inférieur à la saison 1992-1993. Le Pakistan, lui, devrait engranger une récolte de 1,25 million de tonnes, soit 100 000 tonnes de moins que l'année passée. Lorsque les conditions climatiques sont au rendez-vous, ce sont les infrastructures mécaniques qui laissent à désirer : ainsi, en Asie centrale, la récolte ne dépasserait pas 2 millions de tonnes, faute de récolteuses mécaniques.

Comme souvent, les révisions à la baisse des estimations de récolte, effectuées pour l'essentiel par l'USDA,

ont provoqué des vagues d'achats de la part des pays concernés. En d'autres termes, lorsque les autorités de la Chine, du Pakistan et de l'Inde ont été persuadées de la baisse de leurs récoltes, les filateurs de ces pays ont commencé à importer. Dans la foulée, la Turquie et l'Egypte ont elles aussi effectué quelques achats. L'inquiétude étant contagieuse, l'Amérique latine s'est également portée sur le marché. Bref, la consommation mondiale est évaluée à plus de 18 millions de tonnes, mais, en dépit d'un rapport

équilibré avec la production mondiale, les consommateurs de coton ont pour l'instant la désagréable impression d'être à court de marchandise. Les stocks, ces facteurs habituels de sérénité, ne jouent plus leur rôle : ils s'établissent à 1,7 million de tonnes alors que les pays importateurs se sont accoutumés à une moyenne d'au moins 3 millions de tonnes. « Ce stock représente à peine deux mois de consommation pour les Etats-Unis », se plaint un utilisateur.

Marie de Varney

LES MATIÈRES PREMIÈRES

| INDICES | 6-6 | 6-6 |
|--------------------|----------|----------|
| Dow Jones comptant | 202,15 | 204,50 |
| Dow Jones à terme | 204,24 | 206,45 |
| MÉTALLS (Londres) | | |
| Cuivre comptant | 2,906 | 2,909 |
| Cuivre à 3 mois | 2,869 | 2,877 |
| Aluminium comptant | 1,774,50 | 1,768 |
| Aluminium à 3 mois | 1,796 | 1,791,50 |
| Plomb comptant | 613,50 | 605,50 |
| Plomb à 3 mois | - | - |
| Etain comptant | 6,330 | 6,455 |
| Etain à 3 mois | 6,360 | 6,355 |
| Zinc comptant | 1,013 | 1,008,50 |
| Zinc à 3 mois | 1,035,50 | 1,032 |
| Nickel comptant | 7,725 | 7,795 |

| | | |
|-----------------------------|--------|--------|
| Nickel à 3 mois | 7,725 | 7,790 |
| MÉTALLS PRÉCIEUX (New York) | | |
| Argent à terme | 4,73 | 4,73 |
| Platine à terme | 0,80 | 0,80 |
| Palladium | 168,25 | 167 |
| GRAINES ET DÉRIVÉS | | |
| Biz (Chicago) | 1,24 | 1,24 |
| Mais (Chicago) | 2,41 | 2,41 |
| Graines de soja (Chicago) | 169,50 | 170,40 |
| Tourte de soja (Chicago) | - | - |
| R de terre (Londres) | 335,10 | 341,80 |
| Orge (Londres) | 108 | 107 |
| SOYTES | | |
| Cacao (New York) | 1,326 | 1,322 |
| Café (Londres) | 3,079 | 3,079 |
| Sucre blanc (Paris) | - | - |
| OLÉAGINEUX, AGRUMES | | |
| Coton (New York) | 1,10 | 1,10 |
| Jus d'orange | 1,02 | 1,02 |

pas pu s'imposer sur la terre battue.
● BONNE NOUVELLE pour le tennis français. L'une des rares Américaines Cochet s'est qualifiée pour la finale du tournoi juniors dames.

[illegible]

Grisaille et fraîcheur

LE TEMPS sera maussade sur la France pour les prochains jours car une dépression stagnera au voisinage du pays. Les températures resteront fraîches pour la saison.

Dimanche matin, le ciel sera couvert de la Bretagne à la Normandie jusqu'au Nord-Pas-de-Calais. Quelques brumes se produiront près des côtes. Le vent de nord-ouest sera modéré sur les côtes de la Manche. Du Nord-Est

au Massif Central jusqu'aux Alpes du Nord les nuages seront abondants avec quelques ondées. Sur le pourtour méditerranéen, la tramontane soufflant à 60 km/h en rafales chassera les nuages sur le golfe du Lion. Ailleurs le ciel sera en général peu nuageux mais sur la Côte d'Azur et en Corse des nuages se développeront en matinée. Sur le reste du pays, les nuages et les éclaircies alternent.

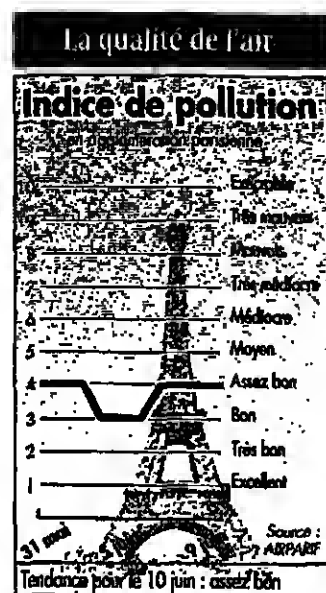
L'après-midi, il pleuvra faiblement sur le Nord, l'Île-de-France, le Centre et les Ardennes. Sur les régions du Nord-Est, les belles éclaircies de la mi-journée ne dureront pas car les nuages deviendront nombreux au fil des heures avec des orages isolés. Sur la pointe de la Bretagne, le soleil fera de belles apparitions. Plus vers l'intérieur, de la Bretagne jusqu'aux Pays de Loire, le ciel sera couvert. Des Charentes à la Bourgogne les nuages s'épaissiront au fil des heures avec quelques pluies en soirée. Sur la Franche-Comté et les Alpes du Nord, le ciel sera menaçant avec quelques orages locaux. Sur le Massif Central et les Pyrénées, le temps sera très nuageux avec des averses éparpillées. En Aquitaine, nuages et éclaircies alternent. Des Alpes du Sud au Sud-Est et à la Corse, le temps sera variable avec un risque d'averse sur le relief. Sur le reste du pourtour méditerranéen il fera beau avec un vent de nord-ouest à ouest près des côtes soufflant à 60 km/h en rafales.

Les températures au lever du jour sont de 7 à 10 degrés au Nord et de 10 à 13 degrés au Sud. L'après-midi, le thermomètre marquera 16 à 18 degrés au Nord et 19 à 22 degrés au Sud. Ces températures sont inférieures de 3 degrés en moyenne par rapport à la normale saisonnière.

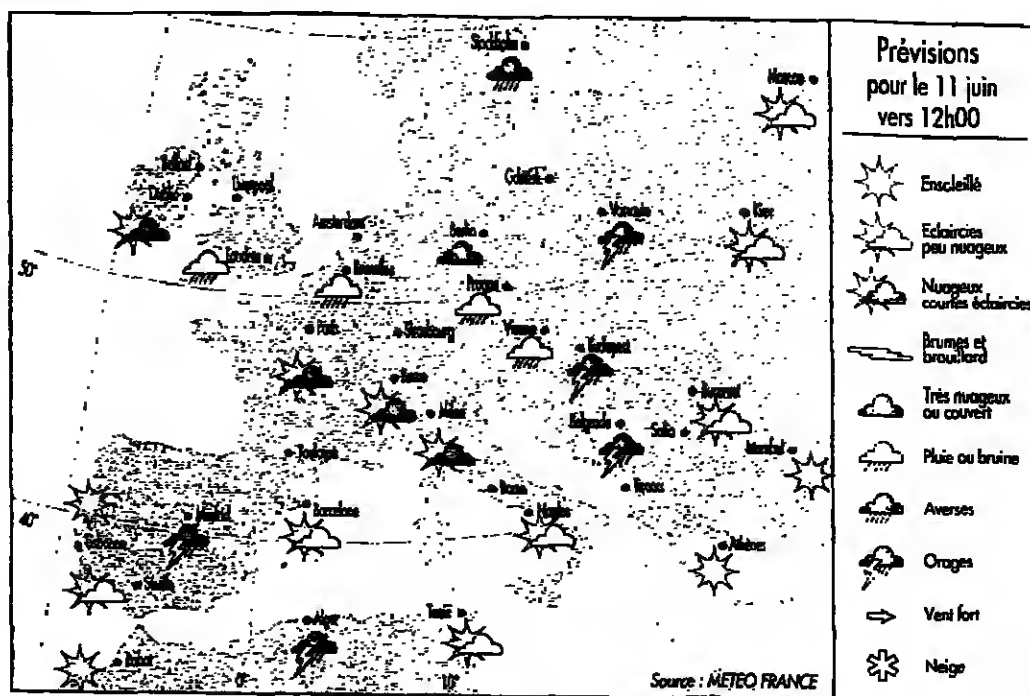
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 11 juin vers 12h00



Tendance pour le 10 juin : assez bon



| TEMPÉRATURES | GRENOBLE | 23/1 | TOURS | 19/7 | CHICAGO | 14/1 | LISBONNE | 34/4 | PRETORIA | 15/4 |
|----------------|-------------|-------|--------------|-------|--------------|-------|-------------|-------|----------------|-------|
| du 9 juin 1995 | LILLE | 19/9 | AMSTERDAM | 25/16 | DAKAR | 27/23 | LONDRES | 19/9 | RABAT | 24/19 |
| maxima/minima | LYON | 20/10 | BARCELONE | 29/16 | JOHANNESBURG | 32/23 | LOS ANGELES | 19/12 | RIO DE JANEIRO | 24/19 |
| | MARSEILLE | 26/14 | ATHÈNES | 22/20 | DUBLIN | 18/8 | MADRID | 26/11 | SAN FRANCISCO | 14/12 |
| | NANCY | 19/5 | BANGKOK | 32/24 | GENÈVE | 20/8 | MARRAKECH | 29/17 | SANTO DOMINGO | 19/5 |
| | NANTES | 19/7 | BELGRADE | 27/16 | HAÏPHONG | 29/26 | MEXICO | 31/15 | SEVILLE | 28/19 |
| | NICE | 20/7 | BERLIN | 14/8 | HONGKONG | 29/26 | MILAN | 23/14 | ST-PETERSBURG | 28/14 |
| | BORDEAUX | 23/11 | BOMBAY | 34/29 | KHAROFKA | 32/27 | MONTREAL | 19/10 | STOCKHOLM | 20/11 |
| | BOURGES | 20/8 | BRASILIA | 26/6 | KHAROFKA | 32/27 | MUNICH | 12/2 | TENERIFE | 25/20 |
| | BREST | 14/8 | BUENOS AIRES | 18/7 | KHAROFKA | 32/27 | MUNICH | 12/2 | TOKYO | 20/16 |
| | CAEN | 16/8 | BUENOS AIRES | 18/7 | KHAROFKA | 32/27 | MUNICH | 12/2 | TUNIS | 26/19 |
| | CHERBOURG | 17/8 | BUENOS AIRES | 18/7 | KHAROFKA | 32/27 | MUNICH | 12/2 | VARSOVIE | 27/14 |
| | CLERMONT-F. | 20/7 | BUENOS AIRES | 18/7 | KHAROFKA | 32/27 | MUNICH | 12/2 | VENISE | 25/16 |
| | DIJON | 20/7 | BUENOS AIRES | 18/7 | KHAROFKA | 32/27 | MUNICH | 12/2 | VIENNE | 25/12 |
| | POITIERS | 20/7 | BUENOS AIRES | 18/7 | KHAROFKA | 32/27 | MUNICH | 12/2 | | |
| | REIMS | 20/7 | BUENOS AIRES | 18/7 | KHAROFKA | 32/27 | MUNICH | 12/2 | | |
| | STRASBOURG | 19/8 | BUENOS AIRES | 18/7 | KHAROFKA | 32/27 | MUNICH | 12/2 | | |
| | TOULOUSE | 23/12 | BUENOS AIRES | 18/7 | KHAROFKA | 32/27 | MUNICH | 12/2 | | |



Situation le 10 juin, à 0 heure, temps universel

PARIS EN VISITE

Lundi 12 juin

- MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée), 10 h 30, sortie du Louvre (Isabelle Haulier).
- LE JARDIN DE L'HÔTEL DE MASSA et les jardins et châteaux de la Vallée de la Seine (45 F), 14 h 30, 38, rue du Faubourg Saint-Jacques (S. Rojon-Kern).
- LA MONTAGNE SAINT-GENEVIÈVE sur les traces de Pierre et Marie Curie (50 F), 14 h 30, devant le portail de l'église Saint-Etienne-du-Mont (Connaissance de Paris).
- LE VAL-DE-GRÂCE (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 1, place Alphonse-Laveran (Tourisme culturel).
- MUSÉE GUSTAVE MOREAU (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 14, rue de la Rochefoucauld (Monuments historiques).
- OPÉRA-GARNIER : exposition « L'Opéra côté costumes » (55 F + prix d'entrée), 15 heures, dans le hall à gauche (Paris et son histoire).
- MUSÉE PICASSO (50 F + prix d'entrée), 14 heures, 5, rue de Thorigny dans la cour (Elisabeth Rojon-Kern).
- L'ÉGLISE SAINT-MARIE-DE-LA-TOUR (37 F), 14 h 30, 36, rue Vivienne, à l'entrée de la galerie (A. Anquetin).

Mardi 13 juin

- BIBLIOTHÈQUE NATIONALE : exposition Jean Cassou (40 F + prix d'entrée), 14 h 30, 36, rue Vivienne, à l'entrée de la galerie (A. Anquetin).

LA SAINTE-CHAPELLE (50 F + prix d'entrée), 11 heures, devant la grille d'honneur du Palais de Justice (Odysée).

- MUSÉE D'ORSAY : visite par thème : Portraits et autoportraits (34 F + prix d'entrée), 11 h 30 ; Une œuvre à voir : L'Atelier de Courbet (23 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées nationaux).
- LA GRANDE MOSQUE DE PARIS (55 F + prix d'entrée), 14 heures, place du Puits-de-Fer (Europ expro).
- MAISON DE BALZAC (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 47, rue Raynouard (Musées de la Ville de Paris).
- MUSÉE CARNAVALET : la Belle Époque (25 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).
- MUSÉE DE LA VIE ROMAINE (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 16, rue Chaplain (Musées de la Ville de Paris).
- LE QUARTIER DU TEMPLE et ses marchés (40 F), 14 h 30, sortie du métro Temple (Sauvegarde du Patrimoine).
- LE VILLAGE DE CHARONNE et

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

En zone russe

TOUT CE QUI vient d'Orient est mystérieux par nature et entouré aussitôt d'un halo de légendes. Le Russe n'échappe pas à cette règle. Le voyageur qui revient de zone russe rapporte des faits et des impressions contradictoires. Le vrai et le faux s'y mêlent si étroitement qu'on ne peut les discerner.

Si, de l'Elbe à l'Oder, l'Allemagne est un désert hanté par quelques vieillards où les maisons semblent être des épaves pillées, si les usines commencent d'être démontées, si beaucoup d'Allemands, et de jeunes Allemands surtout, ont cherché dans le suicide le moyen d'échapper à un traitement qu'ils redoutaient, si l'Allemagne de zone russe paye, et paye assez cher, le prix de ses fautes, un soldat russe pense et dit que son sort est mérité. « Notre patrie est un champ de ruines. L'Allemagne l'a ravagée. Ce qu'elle subit aujourd'hui n'est rien en comparaison de ce qu'elle a fait chez nous. »

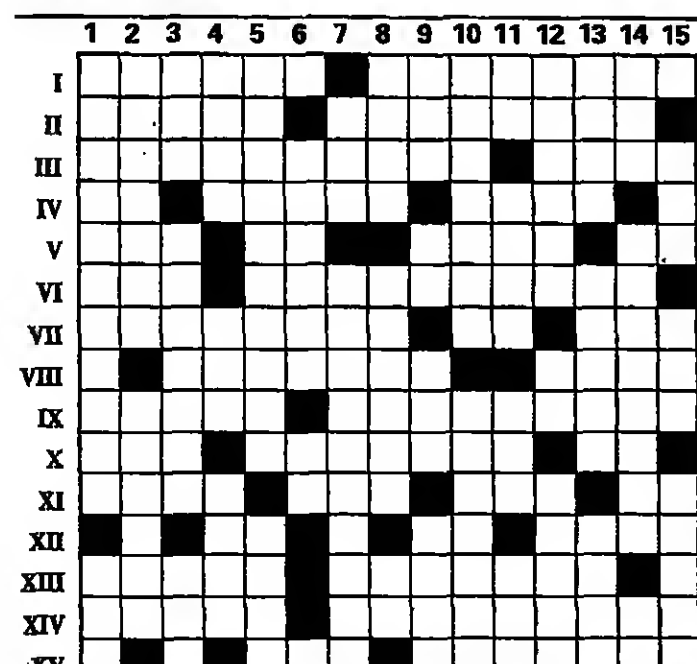
La zone russe est couverte de placards rouges, de banderoles et d'affiches rouges où sont écrits des souhaits de bienvenue aux armées ou aux prisonniers russes libérés ; des mots d'ordre patriotiques, des slogans panslavistes, des citations de Lénine ou de Staline. Peu de fauilles et de marteaux. Mais une forêt de drapeaux rouges unis. D'immenses portraits de Lénine, de Staline, celui-ci toujours accompagné de celui-là.

Au mess des officiers français libérés, les Russes ont placé un portrait de Staline haut en couleur, encadré de rouge et garni de lilas, et un portrait du général de Gaulle, peint par le même artiste. Lorsqu'on passe en zone américaine, le contraste est brutal. Moins de troupes. Beaucoup plus d'Allemands et d'Allemandes jeunes. Ni drapeau. Ni placard. Ni portrait. Plus de rouge. Le décor est moins pittoresque. Mais peut-être plus reposant.

Jacques Fauvet (12 juin 1945.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6580



HORIZONTALEMENT

1. Coucher sur un sommier. Pouvait être considérée comme des « produits » de la ferme. — II. Assurance mutuelle. Sorte de gros café. — III. Des rats qui ont grandi. En France. — IV. En Turquie. Moins lourd quand il est maigre. Te rends. — V. C'est de celui qui s'est fait pincer. Quitte son lieu de naissance. Qualité. Font un cent quand ils sont en car. — VI. Qui ont fait leur apparition. Descendent parfois par les cheminées. — VII. Peut paraître moins nue quand il y a un bon chemin. Démonstratif. Lettre. — VIII. Une bonne occasion de se rincer l'œil. Élément d'une boussole. — IX. Métré à l'ouvrage. De grosses boulettes qu'on a du mal à digérer. — X. S'écaille le premier. Qui a donc perdu la tête. Conjonction. — XI. Possessif. Traduit un léger malaise. Vient parfois du cœur. Symbole. — XII. Plan d'eau. Partie de dames. Une rencontre dangereuse. — XIII. Enveloppes gommées. Fabrication de toiles. — XIV. Permettent de fixer le sable des dunes. Qui ne regarde pas. — XV. Qui devrait normalement être remplacé. Faire un certain travail.

VERTICALEMENT

1. Font partie des affaires étrangères. N'ont rien. — 2. Pas ordinaire. Bien des gens y font leur beurre. — 3. Élément d'une frange. Accompagnement de légumes. Est payée au porteur. — 4. Un vieil héritier. S'entend de loin. Désse.

5. Peut prouver qu'on a quelque chose dans le ventre. Solidement bâti. — 6. Contrée de l'ancienne Italie. Désigne un métal mou. — 7. Ennemi par un charpentier. Voyage qu'on peut entreprendre pour honorer un patron. — 8. Passe à Auch. Combattit les gnostiques. Pronom. — 9. Brune ou blonde capiteuse. Durée arbitraire. Avant l'heure. Dure, quand on ne laisse rien passer. — 10. Grand lézard. Ne pas laisser passer. — 11. Annonce que tout n'est pas dit. Matière de voir. Oit évoluent bon nombre d'algues. Rage. — 12. Frustrait. Participe. Peuvent être mises en boîte. — 13. Qui nous ont peut-être enrichis. Bien assis. Animal (graphie admise). — 14. Un bon bout de temps. Situation stable. Symbole. — 15. Petite chambre dépourvue de tout confort. Bux. Effectuer un travail de caviste.

SOLUTION DU N° 6579

HORIZONTALEMENT

1. VÉRITÉ. FI. — II. AT. Nettes. — III. Goret. — IV. UN. UNIS. UN. — V. EN. PAONS. — VI. ÉVENTAIL. — VII. ARAB. — VIII. LAIE. — IX. ÉMUSE. — X. NÉE. — XI. TRESSER. — XII. EN. — XIII. THÈME.

VERTICALEMENT

1. VAGUE. ALITÉ. — 2. ÉCONOMIE. — 3. RI. VAINES. — 4. INÉPARGNABLE. — 5. T. ANA. EST. — 6. EL. LOTTE. — 7. TORNA. MARE. — 8. FET. SIEUX. — 9. ISÉE. LUTTE.

Guy Brouty

Inquiétude pour Luc Leblanc avant le Tour de France

Luc Leblanc, 34 ans, est un homme qui a connu beaucoup de difficultés. Il a été plusieurs fois arrêté pour des raisons politiques. Il a été condamné à mort en 1954, mais a été gracié. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 1968, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 1971, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 1974, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 1977, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 1980, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 1983, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 1986, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 1989, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 1992, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 1995, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 1998, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2001, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2004, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2007, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2010, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2013, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2016, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2019, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2022, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2025, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2028, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2031, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2034, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2037, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2040, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2043, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2046, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2049, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2052, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2055, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2058, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2061, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2064, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2067, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2070, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2073, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2076, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2079, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2082, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2085, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2088, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2091, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2094, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2097, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2100, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2103, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2106, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2109, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2112, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2115, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2118, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2121, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2124, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2127, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2130, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2133, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2136, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2139, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2142, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2145, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2148, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2151, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2154, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2157, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2160, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2163, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2166, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2169, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2172, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2175, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2178, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2181, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2184, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2187, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2190, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2193, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2196, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2199, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2202, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2205, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2208, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2211, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2214, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2217, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2220, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2223, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2226, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2229, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2232, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2235, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2238, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2241, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2244, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2247, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2250, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2253, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2256, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2259, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2262, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2265, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2268, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2271, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2274, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2277, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2280, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2283, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2286, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2289, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2292, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2295, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2298, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2301, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2304, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2307, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2310, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2313, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2316, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2319, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2322, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2325, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2328, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2331, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2334, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2337, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2340, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2343, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2346, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2349, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2352, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2355, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2358, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2361, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2364, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2367, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2370, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2373, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2376, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2379, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2382, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2385, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2388, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2391, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2394, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2397, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2400, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2403, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2406, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2409, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2412, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2415, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2418, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2421, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2424, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2427, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2430, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2433, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2436, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2439, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2442, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2445, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2448, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2451, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2454, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2457, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme un suspect. Il a été arrêté à nouveau en 2460, mais a été relâché. Il a continué à vivre en France, mais a toujours été considéré comme

Les méthodes novatrices de M^e Jacques Tajan

Le commissaire-priseur va disperser, les 12 et 13 juin à Paris, deux ensembles exceptionnels, l'un d'art ancien, l'autre d'art contemporain

Dirigeant une des principales études de commissaires-priseurs en France, M^e Jacques Tajan attend avec sérénité la concurrence annoncée dans l'Hall de la Christie's et de Sotheby's, les deux grandes maisons anglo-saxonnes. Affectionnant les

ventes-fleuves, il va disperser, les 12 et 13 juin, près de trois cents tableaux de grande qualité. D'un côté, un ensemble exceptionnel, courant du XVI^e au XVIII^e siècle, avec quelques raretés, telle cette nature morte de Balthus van der Ast (1590-1656). De

l'autre, la vente d'art contemporain, qui regroupe les tableaux de la succession de René de Montaigu, dont Fautrier, Klein, Arman, Raysses et le remarquable Massacre de la Saint-Barthélemy de Georges Mathieu.

Tableaux du XVI^e au XVIII^e siècle, vente André Gombert, lundi 12 juin, à 20 heures à l'Hôtel George-V, 31, avenue George-V, 75008, Paris. Succession René de Montaigu, mardi 13 juin, à 20 heures. Exposition les 10, 11 et 12 juin, à l'Hôtel George-V. Renseignements, étude Tajan : 53-30-30-30.

Les commissaires-priseurs français se lamentent à l'idée de voir les maisons de vente anglo-saxonnes bientôt piétiner leurs plates-bandes. D'autres s'en amusent. C'est le cas de M^e Jacques Tajan, qui préfigure sans doute ce que sera le paysage parisien du marché de l'art dans les années à venir.

Son local spectaculaire de la rue des Mathurins tranche avec les études de ses confrères. L'espace, vaste et clair, sous une verrière élevée, est aux antipodes des bureaux austères qu'on imagine hérités d'une tradition notariale. Dans une tradition plus proche de la galerie d'art que de la salle des ventes, il va jusqu'à organiser des cocktails (difficile de parler de vernissage) de plus en plus courus. Les œuvres sont ensuite exposées, plus classiquement, dans les lieux de la vente, durant les deux ou trois jours précédant les enchères.

La encore, M^e Tajan se distingue en préférant les salons de l'Hôtel George-V aux salles moins affluantes de Drouot. Plus question ensuite de perdre du temps : un amateur qui réfléchit est un client perdu, et le commissaire-priseur aime les vacances marathons. Ainsi, les 12 et 13 juin, il va disperser près de trois cents tableaux. Et non des moindres. Ceux présentés par le marchand d'art ancien, André

Gombert par exemple, qui a préféré pour l'occasion les feux de la rampe à la discrétion de sa galerie de la rue Grange-Batelière. On le comprend : chargé par deux collections de négocier leurs œuvres, il leur a adjoint quelques-unes des siennes pour regrouper un ensemble exceptionnel courant du XVI^e au XVIII^e siècle.

Avec quelques raretés, comme

sée depuis des lustres à Paris.

La vente d'art contemporain, qui regroupe les tableaux de la succession de René de Montaigu, n'est pas en reste : elle a tout pour elle, la provenance, la « fraîcheur », la qualité. Seule l'originalité de certaines pièces pourrait rendre difficile leur acquisition par un particulier. C'est que René de Montaigu avait l'œil vif : l'état ne s'y est pas

La colère créative de Georges Mathieu

Georges Mathieu a décrit les circonstances qui l'ont amené à peindre, en 1959, le *Massacre de la Saint-Barthélemy* pour une émission de télévision. Les règlements en vigueur dans les studios de tournage lui interdisaient l'utilisation de ses produits habituels. L'expérience était un échec, qu'il transforma en une de ses plus belles réussites : « La peinture apparaissait confuse, un peu incohérente : je demandai qu'on me la renvoyât chez moi... Elle arriva dans mon atelier vers 22 heures et aussitôt l'entreprise de lui rendre sa vie et son éclat. Je travaillai jusqu'à 3 heures du matin, à la fois furieux, survolté, exalté... Épuisé, je parvins à rendre le climat de carnage et de cruauté du thème que j'avais choisi, étant moi-même dans un état paroxystique de colère et de violence jamais vécu au cours de ma vie de peintre... »

cette nature morte de Balthus van der Ast (1590-1656), un bouquet de fruits surréaliste avant l'heure, dévoré par des mouches et quelques asticots. Un autre bestiaire, lézard et papillons, hante la gerbe de fleurs de Johannes Bosschaert (Hollande, XVII^e siècle). En revanche, dans le tableau de Jan van Eyck (1390-1441), aucune bestiole ne vient troubler le dernier repos d'Holophernes, qui a cependant trouvé en Judith sa amante religieuse. Sujet tout aussi torride, mais italien, avec la rencontre entre Bacchus et Ariane, vue par Sebastiano Ricci (1659-1734). En tout un ensemble de plus de quatre-vingt-dix numéros que son vendeur qualifie de « plus belle exposition de tableaux anciens organi-

trompé, qui a fait bénéficier ses héritiers de la procédure de dation en paiement des droits de succession. Quelques tableaux majeurs sont ainsi allés enrichir les collections nationales.

Ce qui ne signifie pas pour autant que les conservateurs se soient désintéressés des autres : il y a de la préemption dans l'air. D'autant que Pierre Restany, qui n'a pas pour habitude de préférer les catalogues de ventes, est enthousiaste dans ce sens : « La collection Montaigu représente un véritable laboratoire du goût expérimental et de la vision d'avant-garde des années 60. En faire partie consistait un très efficace tremplin promotionnel pour la carrière d'un artiste débutant à l'époque. »

Harry Bellet

Richard Cœur de Lion chante sur son tombeau

Christophe Rousset ressuscite un opéra inconnu de Haendel dans l'abbaye royale de Fontevraud, où sont enterrés les Plantagenêts

RICCARDO PRIMO de Georg Friedrich Haendel. Avec Sara Mingardo (Riccardo), Sandrine Piau (Costanza, sa fiancée), Olivier Lalouette (Berardo, cousin de Costanza), Roberto Scaltriti (Isacio, tyran de Chypre), Claire Brua (Pulcheria, fille d'Isacio), Pascal Bertin (Oronte, prince de Syrie, allié d'Isacio), Les Talents Lyriques, Christophe Rousset (direction). Abbaye de Fontevraud, le 3 juin. Prochaine représentation au Festival de Beaune, le samedi 22 juillet, 21 heures. De 70 à 280 F. Tél. : 80-26-27-30.

Riccardo Primo (« Richard Cœur de Lion ») interprété près du gisant du roi d'Angleterre, mort à Châlus en 1199 et enterré à Fontevraud, ouvre *Sur les traces de Richard Cœur de Lion*, une série de manifestations qui durera deux années. Au-delà du symbole, René Martin, directeur artistique de la saison musicale de l'abbaye, fait découvrir, avec cette création en France, une partition majeure, totalement méconnue, de Haendel. « J'ai choisi Riccardo Primo, dit Christophe Rousset, parce que, dans les opéras de Haendel des années 1720, c'est simplement celui que je trouve le plus remarquable. »

Pourquoi Riccardo Primo n'a-t-il pas survécu à la série de représentations données en novembre 1727, à Londres, avec le fameux castrat Senesino dans le rôle-titre et les divas Francesca Cuzzoni (Costanza) et Faustina Bordoli (Pulcheria) ? Composé pour le couronnement du roi George II et la naturalisation britannique de Haendel, cet opéra se devait de célébrer la grandiose incarnation de la royauté, mais Riccardo Primo n'est pas seulement une œuvre de circonstance. Les rivalités, crépuscules de chignons et chahuts déchaînés par les deux explosives cantatrices (elles empêchèrent d'ailleurs la création de l'opéra un an plus tôt) comptent sans doute davantage dans sa rapide disparition. Haendel reprit certains airs dans *Tolomeo* en 1728 et dans *Scipione*, deux ans plus tard. Et l'œuvre fut classée.

Riccardo Primo fut oublié pendant deux siècles jusqu'à une éphémère résurrection en 1964, à

Londres, au Sadler Theatre, grâce à la Société Haendel. La foisonnante production du compositeur offre tant à découvrir qu'on ne sait pas toujours reconnaître d'authentiques révélation comme celle-ci. Ce qui séduit le plus dans Riccardo Primo, c'est la « nervosité » d'un opéra qui met en présence six personnages et relate un épisode de la vie de Richard. En chemin pour la troisième Croisade (1189-1192), il fait la conquête, en dix jours, de Chypre, possession du tyran byzantin Isaac Comnène et il rencontre Bérengère de Navarre (dans l'opéra Costanza) qu'il épouse sur l'île, une semaine après.

Tempête, fausse noyade, batailles, supercherie, trahisons, enlèvements, reconnaissance s'imbriquent dans un rythme qui emporte le drame aussi vivement que la musique. Pas le moindre temps mort dans le découpage quasi cinématographique d'un scénario que l'on suit sans peine (même en version de concert), avec des emplacements symphoniques saisissants comme la tempête.

DES AIRS ADORABLES

Pas de longs récitatifs ici, mais des dialogues rapides, ponctués par des airs adorables. Certains, tels *Bacia per me la mano* chanté par Costanza ou le duo d'amour Riccardo-Costanza, relèvent du pur chef-d'œuvre d'expressivité tendre. Le caractère singulièrement typé de chaque personnage, l'équilibre qui règne entre eux donnent à l'opéra la puissance d'une construction parfaitement architecturée.

Le rôle de Riccardo, tenu par la contralto Sara Mingardo, et l'interprétation des deux sopranos Sandrine Piau et Claire Brua, toutes les trois au registre différent mais possédant une technique identique, offrent un ensemble homogène et cohérent. Christophe Rousset a coupé vingt minutes (« Si c'est trop long, je m'en coupe moi-même », ironise-t-il) dans un opéra qui, tel quel, sera repris bientôt à Beaune et enregistré cette semaine à Fontevraud par Decca/L'Oiseau-Lyre. Un enregistrement qui devrait être commercialisé dans deux ans.

Nicole Duault

Le photographe Bernard Faucon suspend son œuvre

GALERIE YVON LAMBERT, 108, rue Vieille-du-Temple, 75003, Paris. Tél. : 42-71-09-33. Jusqu'au 13 juillet.

Le titre de l'exposition intrigant : « La fin de l'image ». Et puis la rumeur montait : « Bernard Faucon raccroche ». Faucon qui a chamboulé la photographie contemporaine dans les années 70 avec des images en couleurs minutieusement mises en scène dans son Lubéron natal, Faucon qui a imposé en galerie des « tableaux en couleurs » qui prennent le contrepied du documentaire, celui qui a réussi à concilier - fait rarissime - des images très pensées, où la réalité se mêle à la fiction, tout en étant d'une grande beauté formelle ; Faucon, un des deux ou trois photographes français qui arrivent à vivre de la vente de ses images à des collectionneurs, la star au Japon, révélé par la galeriste Agathe Gaillard, aujourd'hui défendu par Yvon Lambert, naguère exposé chez Leo Castelli à New York, Faucon, donc, arrêterait brutalement de photographier, à quarante-cinq ans, après vingt ans d'activité.

Réponse : « Je n'arrête pas, je suspends ». Bernard Faucon n'a pas changé : pantalon de toile blanche un peu trop grand, chemise rose au vent, frange adolescente, regard timide. Il avance trois raisons : « Des mes premières images, en 1975, je ne me voyais pas être photographe toute ma vie, et cette série minimale se prête bien pour arrêter. Je n'ai également vu, depuis des années, une image qui renouvelle et captive mon regard. Et puis j'éprouve une grande lassitude. »

Cette lassitude, on la décèle dans l'évolution

de son travail. A la fin des années 70, Faucon avait entrepris une œuvre impressionnante autour de la nostalgie de l'adolescence. Il a d'abord réalisé des images où des mannequins de bois se mêlaient à des vrais enfants, avec des ballons par dizaines, des décors de lavande et de terre ocre, des godaillages d'anniversaire et des scènes de premiers communiants.

PARTIR LES GRANDS

La mise en scène précise de ces *Grandes Vacances* (1979), le cadre rigoureux, les couleurs délicates, le travail astronomique que chaque image exigeait, avaient fait entrer Faucon parmi les grands. Le photographe, qui descendait chaque belle saison en Provence, région de son enfance, pour « jouer à cache-cache avec le modèle et le vivant », produira ensuite des paysages (1980-1983), les *Chambres d'amour* (1984-1986), les *Chambres d'or* (1987-1988), les *Idoles et les sacrifices* (1989-1990).

Petit à petit, ses images ont perdu de leur innocence et de leur fraîcheur. De leur contenu narratif aussi. C'était sensible dans la série *Les Ecritures* (1991-1992), où Bernard Faucon a inscrit des phrases poétiques dans des paysages. Aujourd'hui, « La fin de l'image », on la sent partout : dans les formats, si réduits, si petits (7,5 cm x 5 cm) que la photographie semble disparaître, se fondre dans un cadre noir qui l'enferme. Dans le contenu aussi : les photos sont répétitives, des plans de peau - un dos, la colonne vertébrale, la paume de la main - qui semblent similaires, interchangeables, réduits à des « toiles de fond » sur lesquelles Faucon a écrit des phrases qui, elles, sont fort présentes par

leur contenu et leur graphisme. Bref, c'est bien l'écriture qui prend le pas sur l'image, et l'on cherche - et l'on trouve - dans les textes des indices d'un arrêt de la photographie : « *Prigide image* », « *Tu ne peux pas mentir à ce point* », « *Tu me caches le monde* », « *Pourquoi la faillite du bonheur n'a-t-elle pas plus d'importance* ». Dans un coin de la galerie, les deux dernières images sont « *J'étais aimé* » et « *Fin* ».

Bernard Faucon, qui a contracté en images un monde où le rêve et le mystère croisent ses souvenirs et son bonheur perdu, semble avouer - dans ses textes - que le monde qu'il a si bien imaginé n'existe pas, trop éloigné de ce qui l'enferme. Les images sont aujourd'hui plus « réfléchies », un peu forcées, il montre une chair qui semble distante, si loin de ce qui le touche. Que raconter et comment ? Il ne sait pas, il ne sait plus, il sait juste que les photographies qu'il voit autour de lui l'ennuient profondément.

C'est rare, un artiste célèbre qui suspend son œuvre. « *Même les plus grands ne savent pas s'arrêter à temps*, affirme-t-il. *Moi, ou bien je me renouvelle, ou bien j'invente un nouveau moyen d'expression. Une chose est sûre : l'image fabriquée, c'est terminée* ». Pour Faucon, « *La fin de l'image* » correspond à l'avènement de l'écriture. « *Je vais sans doute aller vers ce qui m'a toujours le plus plu, la poésie. Je travaille à un recueil. L'image n'était qu'un vecteur de constructions poétiques* ». Il prépare également un CD-ROM, parle d'une rétrospective... Sur une image de Faucon, extraite de la série *Les Ecritures*, on peut lire : « *Peut-être que je reviendrai* ». On le souhaite.

Michel Guerrin

DANS LES GALERIES

Camille Saint-Jacques
Galerie François Maitre, 60 rue Mazurine, 75006 Paris ; tél. : 40-51-70-60. Jusqu'au 17 juillet.
L'exposition a pour titre « Races' Race », autrement dit, en anglais et français mêlés, la course des races. Mélange et pureté des langues et des races font justement le sujet des œuvres, sculptures enrobées de perles de couleur, bois gravés et cirés, et aquarelles. A travers des jeux d'allusions, elles suggèrent le métissage et le refus, l'alliance et la séparation, le désir et la haine. La plus explicite dénonce le racisme de l'extrême droite. Les plus énigmatiques doivent au métissage des cultures et des traditions leur existence et leur aspect.

Ainsi des bois gravés : Saint-Jacques les a fait exécuter en Guinée-Bissau par un artisan auquel il a confié des dessins en guise de patrons. Ceux-ci ont été mal interprétés, les lettres déformées, les échelles changées, premier rapport de l'Occident et de l'Afrique, sous le signe de l'incompréhension. Par la suite, Saint-Jacques a retravaillé les pièces, introduit de la polychromie et obtenu de beaux effets de patine, s'éloignant de plus en plus de son idée initiale, tirant parti des « erreurs » de l'artisan de telle sorte qu'elles se changent en trouvailles. Chacun de ces reliefs résume donc l'histoire du primitivisme, du malentendu à l'entente retrouvée. Considérations politiques et réflexions esthétiques vont

ainsi de pair, réunies dans des allégories actuelles où l'idée et le style sont indissociables.
Ph. D.

Raoul Ubac
Galerie Bouqueret-Lebon, 69, rue de Thureine, 75003 Paris. Tél. : 40-27-92-21. Jusqu'au 30 juillet.
Si Raoul Ubac (1909-1985) a laissé son empreinte, c'est essentiellement pour ses peintures et ses sculptures d'ardoise. Voilà une bonne occasion de découvrir - à travers des tirages originaux - le photographe qui, dans les années 30, a développé une œuvre surréaliste d'importance et méconnue. D'origine belge, Ubac parcourt en 1932 l'île de Hvar (côte dalmate), fasciné par un monde minéral étrange

qu'il fixe sur ses premières images. Comme Man Ray, il multiplie les expériences en chambre noire (solarisations, surimpressions, montages), en suggère de nouvelles (brillage, voile, taches d'encre). Comme Man Ray, il joue avec la réalité, réalise des nus troublants, des natures mortes, des « objets mathématiques », invente des formes, aborde la sexualité de créatures féminines comme dans son célèbre *Combat de Panthésée*, découpe, assemble, manipule. Il n'y a pas l'excéntrisme, l'humour et la provocation de Man Ray. On peut trouver cette œuvre un peu trop formelle, on peut aussi être sensible à la poésie de ces photographies montrées pour la première fois en France depuis la mort d'Ubac.
M. G.

PHILIPS Classics

BEETHOVEN BRENDDEL

L'ÈRE NOUVELLE

NOUVELLE INTEGRALE DES SONATES DE BEETHOVEN VOLUMES 5 ET 6

Vol. 5 - 442 754-2

Vol. 6 - 442 754-3

DERNIER VOLUME

APRÈS MONUMENTAL COVERS
35 IS CLASSICMANIA

Le Voleur de Bagdad de Raoul Walsh

Les Mille et Une Nuits du cinéma muet



UN DES PLUS GRANDS SUCÈS du cinéma muet, *Le Voleur de Bagdad* demeure, plus de soixante-dix ans après sa réalisation, un spectacle d'un surprenant éclat. Maître d'œuvre de cette production fastueuse, lui-même scénariste (sous le pseudonyme d'Elton Thomas) du film, Douglas Fairbanks, alors au sommet de sa popularité, bondit sur les toits, traverse le ciel de Bagdad sur un tapis volant et fait surgir du néant une armée de cent mille hommes pour mettre en déroute les hordes mongoles.

La mise en scène de Raoul Walsh rend justice aux extraordinaires décors conçus par William Cameron Menzies et sert admirablement la fantaisie, l'optimisme et l'étonnante tonalité de l'acteur. La projection sera accompagnée de l'exécution par le Björnstöm Sextet d'une musique originale composée par Christoffer Björnstöm.

★ La Ferme du Buisson, allée de la Ferme, Noisiel, 77 Marne-la-Vallée. 20 h 30, le 10. Tél. : 64-62-77-99. 70 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

The Roots
Dans le hip-hop, les vrais instrumentistes sont rares. Le DJ et le rapper des Roots font équipe avec un batteur et un bassiste virtuoses. Sans se départir de l'énergie inhérente au genre, leurs rimes s'animent de pulsions sensuellement funk et jazzy.

Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^o Anvers. 20 h 30, le 10 juin. Tél. : 42-31-31-31. 128 F.

Deux personnalités fortes de la batterie, Christian Vander et Simon Goubert, conduisent Welcome autour des éblouissements de Coltrane et, au-delà de l'hommage et du respect, dans la vérité du dépassement.

Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 22 heures, le 10 juin. Tél. : 40-26-46-60. 70 F.

Chants des femmes xhosas
Onze femmes et un homme du village de Ngokio, dans le Transkei, dirigé par la vénérable Nofinshi Dwyll, livrent une des facettes de l'Afrique du Sud pauvre

par des chants polyphoniques et diphoniques d'une grande richesse, des danses et des peintures corporelles. Les hommes sont partis en ville chercher du travail, les femmes sont restées au hamelet. Elles ont appris à jouer de l'arc musical et à ironiser sur la vie quotidienne.

Mois des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris 6^e. M^o Saint-Pierre. 19 heures, le 10 juin. 17 heures, le 11 juin. Tél. : 45-44-72-30. De 90 F à 120 F.

Le Super Rail Band de Bamako
L'orchestre du buffet de la gare de Bamako a bâti sa réputation sur son naturel, sa propension à vouloir rendre heureux à tout prix le voyageur fatigué en donnant sa propre version des rythmes mandingues, zairis, latinos, etc. Cuivres, guitares en tricot, bonne humeur et swing malien.

New-Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^o Châteaud'Eau. 20 h 30, le 10 juin. Tél. : 45-23-51-41. Location Fnac, Virgin. De 110 F à 130 F.

esp. : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; Saint-André-des-Arts 11, 6^e (43-26-80-25) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60).
MERCEDES, MON AMOUR (Fr.-all., v.o.) : Images d'ailleurs, 5^e (45-67-18-09).
MOI, LA PIRE DE TOUTES (Fr.-arg., v.o.) : Latine, 4^e (42-78-47-86).
MURIEL (Aust., v.o.) : Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20).
PETITS MEURTRES ENTRE AMIS (*) (Brit., v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Normandie, 8^e (36-68-61-40) ; UGC D'Orléans, 9^e (36-68-61-40) ; Eucalypt, 13^e (47-07-28-04) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Wapler, 18^e (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 5^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; 14-Juillet Odéon, 6^e (43-25-59-83) ; 36-68-68-12) ; UGC Rotonde, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08) ; 36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 5^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Normandie, 8^e (36-68-61-40) ; UGC D'Orléans, 9^e (36-68-61-40) ; Eucalypt, 13^e (47-07-28-04) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Wapler, 18^e (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 5^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Normandie, 8^e (36-68-61-40) ; UGC D'Orléans, 9^e (36-68-61-40) ; Eucalypt, 13^e (47-07-28-04) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Wapler, 18^e (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 5^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Normandie, 8^e (36-68-61-40) ; UGC D'Orléans, 9^e (36-68-61-40) ; Eucalypt, 13^e (47-07-28-04) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Wapler, 18^e (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 5^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Normandie, 8^e (36-68-61-40) ; UGC D'Orléans, 9^e (36-68-61-40) ; Eucalypt, 13^e (47-07-28-04) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Wapler, 18^e (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 5^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Normandie, 8^e (36-68-61-40) ; UGC D'Orléans, 9^e (36-68-61-40) ; Eucalypt, 13^e (47-07-28-04) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Wapler, 18^e (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 5^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Normandie, 8^e (36-68-61-40) ; UGC D'Orléans, 9^e (36-68-61-40) ; Eucalypt, 13^e (47-07-28-04) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Wapler, 18^e (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 5^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Normandie, 8^e (36-68-61-40) ; UGC D'Orléans, 9^e (36-68-61-40) ; Eucalypt, 13^e (47-07-28-04) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Wapler, 18^e (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 5^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Normandie, 8^e (36-68-61-40) ; UGC D'Orléans, 9^e (36-68-61-40) ; Eucalypt, 13^e (47-07-28-04) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Wapler, 18^e (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 5^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Normandie, 8^e (36-68-61-40) ; UGC D'Orléans, 9^e (36-68-61-40) ; Eucalypt, 13^e (47-07-28-04) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Wapler, 18^e (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 5^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Normandie, 8^e (36-68-61-40) ; UGC D'Orléans, 9^e (36-68-61-40) ; Eucalypt, 13^e (47-07-28-04) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Wapler, 18^e (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 5^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Normandie, 8^e (36-68-61-40) ; UGC D'Orléans, 9^e (36-68-61-40) ; Eucalypt, 13^e (47-07-28-04) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Wapler, 18^e (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 5^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Normandie, 8^e (36-68-61-40) ; UGC D'Orléans, 9^e (36-68-61-40) ; Eucalypt, 13^e (47-07-28-04) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Wapler, 18^e (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 5^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Normandie, 8^e (36-68-61-40) ; UGC D'Orléans, 9^e (36-68-61-40) ; Eucalypt, 13^e (47-07-28-04) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Wapler, 18^e (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 5^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Normandie, 8^e (36-68-61-40) ; UGC D'Orléans, 9^e (36-68-61-40) ; Eucalypt, 13^e (47-07-28-04) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Wapler, 18^e (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 5^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Normandie, 8^e (36-68-61-40) ; UGC D'Orléans, 9^e (36-68-61-40) ; Eucalypt, 13^e (47-07-28-04) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Wapler, 18^e (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 5^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Normandie, 8^e (36-68-61-40) ; UGC D'Orléans, 9^e (36-68-61-40) ; Eucalypt, 13^e (47-07-28-04) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Wapler, 18^e (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 5^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Normandie, 8^e (36-68-61-40) ; UGC D'Orléans, 9^e (36-68-61-40) ; Eucalypt, 13^e (47-07-28-04) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Wapler, 18^e (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 5^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Normandie, 8^e (36-68-61-40) ; UGC D'Orléans, 9^e (36-68-61-40) ; Eucalypt, 13^e (47-07-28-04) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Wapler, 18^e (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 5^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Normandie, 8^e (36-68-61-40) ; UGC D'Orléans, 9^e (36-68-61-40) ; Eucalypt, 13^e (47-07-28-04) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Wapler, 18^e (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 5^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Normandie, 8^e (36-68-61-40) ; UGC D'Orléans, 9^e (36-68-61-40) ; Eucalypt, 13^e (47-07-28-04) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Wapler, 18^e (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 5^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Normandie, 8^e (36-68-61-40) ; UGC D'Orléans, 9^e (36-68-61-40) ; Eucalypt, 13^e (47-07-28-04) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Wapler, 18^e (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 5^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; UGC Normandie, 8^e (36-68-61-40) ; UGC D'Orléans, 9^e (36-68-61-40) ; Eucalypt, 13^e (47-07-28-04) ; Mistral, 14^e (36-65-70-41) ; 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Wapler, 18^e (36-68-20-22) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; UGC Gobelins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55) ; 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8^e (45-61-10-60

SAMEDI 10 JUIN

| TF 1 | FRANCE 2 | FRANCE 3 | M 6 | CANAL + | ARTE |
|---|--|--|---|--|---|
| <p>20.45 Téléfilm : <i>Le Soleil en plein cœur</i>. De Simon Wincer.</p> <p>22.55 Magazine : <i>Ushuaïa</i>. Pérou. A la découverte de la vallée sacrée. Les paysans autochtones. Une aigle en Bourgogne. Ubar, l'Atlantide des sables.</p> <p>0.55 Magazine : <i>Formule F1</i>. Grand Prix de formule 1 du Canada : analyse des essais.</p> <p>1.30 Journal, Météo.</p> <p>1.45 Programmes de nuit. Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.) : 2.05, TF 1 nuit (et 3.00, 4.05), 2.15, Peter Suchan; 3.10, Les Aventures du jeune Patrick Pacard; 4.10, L'Aventure des plantes; 4.40, Musique.</p> | <p>20.50 N'oubliez pas votre brosse à dents. Présenté par Nagui.</p> <p>0.00 On nous cache tout, on nous dit rien. Présenté par Arthur et Jean-François Hulin.</p> <p>0.50 Les Films Lumière.</p> <p>0.55 Journal, Météo.</p> <p>1.10 Côté court.</p> <p>1.20 Magazine : <i>La 25^e Heure</i>. Les pionniers du cinéma de 1895 à 1914 (1/2).</p> <p>2.20 Programmes de nuit. Mix : 3.10, Intermédiaire de France de Roland-Garros; le match du jour (rediff.) : 4.50, Bouillon de culture (rediff.) : 5.50, Dessin animé.</p> | <p>20.55 Téléfilm : <i>La Mas Théotème</i>. De Philomène Esposito.</p> <p>22.35 Magazine : <i>Ah ! Quels titres !</i> Présenté par Patricia Martin et Philippe Tesson. Inde. Invités : Vikram Seth (Un garçon convenable); Jack Thieloy (L'Asie des grands chemins); Pascal Bruckner (Paras); Marc Boutier (Dans la peau d'un intouchable); Irène Frain (Quel des indés); Jean-Luc et Joëlle Racine (Une vie par là, le rite des assenés).</p> <p>23.40 Météo, Journal.</p> <p>0.05 Magazine : <i>Ruban rouge</i>. La prévention chez les homosexuels.</p> <p>1.10 Musique et compagnie. L'œil écoute... Amsterdam (2/2).</p> <p>2.10 Musique : <i>Musique Graffiti</i>. Invention, de Liszt, par Josef Villa (15 mn).</p> | <p>20.45 Téléfilm : <i>Le Virtuose assassin</i>. De Benoit.</p> <p>23.00 Magazine : <i>Dance Machine 6</i>. Présenté par Ophélie Winter, Yves Noël, Bill et Dico. Avec East 17, Masterboy, 20 Fingers, Hardaway, La Bouche, Centory, E-Rotic, Nina, Elevatorman, Captain Hollywood Project, The Bucketheads, Ice MC, JK, Ego, M88, Snap, E-Type, U-96, Sagat, Eve Gallagher.</p> <p>1.00 Boulevard des clips (et 6.25).</p> <p>3.00 Rediffusions. E-M 6 : 3.25, Culture pub; 3.50, Les Playmates; 4.40, Coup de griffes (Hanse Mon); 5.05, Fanzone; 5.30, Culture rock (La saga).</p> | <p>20.30 Téléfilm : <i>Jeux d'influence</i>. D'Alain Red.</p> <p>22.15 Surprises.</p> <p>22.25 Documentaire : <i>Les Allumés</i>. Les Tsiganes, ceux qui chevauchent les rennes, de Jacques Malaterre.</p> <p>22.50 Flash d'informations.</p> <p>23.00 Cinéma : <i>Body Snatchers</i>. Film américain d'Abel Ferrara (1993).</p> <p>0.25 Cinéma : <i>Journal intime</i>. Film italien de Nanni Moretti (1994, v.o.).</p> <p>2.00 Cinéma : <i>La Peau</i>. Film italien de Liliana Cavani (1981).</p> <p>4.05 Cinéma : <i>Let's Get Lost</i>. Film américain de Bruce Weber (1988, v.o.).</p> <p>6.05 Cinéma : <i>La Ballon d'or</i>. Film franco-germain de Chelk Doukouré (1993, 90 mn).</p> | <p>20.40 Téléfilm : <i>Danger corruption</i>. De David Tucker (1/8).</p> <p>21.35 Documentaire : <i>L'Innocence perdue</i>. D'Olivia Bilet (v.o.).</p> <p>23.10 Magazine : <i>Velvet Jungle</i>. Top Live Elastic, Close Up Naitve.</p> <p>0.30 Série : <i>Johnny Staccato</i>. 23. An Angly Young Man, de Richard Whorf, avec John Cassavetes (v.o.).</p> <p>0.55 Téléfilm : <i>Mon étrange mari</i>. D'Andreas Driesen, avec Sabine Ring, Ade Sapara (rediff.).</p> <p>2.20 Documentaire : <i>Song for Mary Jane</i>. De Martin Baker (rediff., 20 mn).</p> |

CÂBLE

TVS 13.30 Tennis. En direct. Internationaux de France. Finale dames. 19.00 Y'a pas match. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Téléfilm : Jeanne. De Robert Mazoyer (1994). Avec Nicole Garcia. 21.30 Concert : Festival franco-ontarien. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Théâtre : Célimaire le bien-aimé. Enregistré au Théâtre Montsenier de Versailles, mise en scène de Jean-Louis Thamin.

PLANÈTE 19.40 Le Chant des harmoniques. De Hugo Zemp. 20.20 Les Derniers Carthageurs du Nord. De Maurice Ferlet. 20.30 Les Ailes de légende. De Barry Cawthorn (31/38). 21.25 Afrika Blues. D'Andreas Eicher et Gilles Wolff. 22.25 Un Américain en Normandie. De Jean-Pierre Catherine et Jean-Louis Comolli. Le Jour J de Samuel Fuller. 23.20 15 jours sur Planète.

PARIS PREMIÈRE 19.00 Ecran total.

19.30 L'Album. 20.00 Café-théâtre. 20.30 Basket-ball. 22.10 Embouteillage. 23.15 Le Court en dit long. 0.05 A bout portant (55 mn).

CANAL J 18.00 Bêtes pas bêtes. 18.15 Graine de champion. 18.30 Série : Opération Mozart. 19.00 Regarde le monde. 19.15 Série : Sous noir. 19.30 La Panthère rose. 20.00 Les Trois Mousquetaires.

CANAL JIMMY 21.00 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. Paris, octobre 1916. 21.50 Série : Les monstres nouveaux sont arrivés. 22.15 Chronique du chômeur. 22.20 L'as pas une idée ? 23.15 Série : Privé Eye. 0.10 Quatre en un.

SÉRIE CLUB 18.10 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Miami Vice (et 22.50). 20.45 Série : Commissaire Remington. 22.15 Série : Les Têtes brûlées. 23.00 Série : Mystères à Santa Rita. 0.40 Série : Julien Fontaines, magistrat (90 mn).

MCM 19.00 Autour du groove. 19.30 L'Unité de marque. Alain Terzian et Patrick Buisel. 20.00 MCM Mag. 20.30 MCM Euro-musiques Nordica. 21.30 MCM Backstage. Toto. 22.30 MCM Dance Club (210 mn).

MTV 19.00 European Top 20. 21.00

Concert : Melissa Etheridge Unplugged. 22.00 The Soul of MTV. 23.00 First Look. 23.30 The Top and Zag Show. 0.00 Yo ! MTV Raps (120 mn).

EUROSPORT 14.00 Tennis. En direct. Internationaux de France : finale dames. 18.50 Formule 1. En direct de Montréal. Grand Prix du Canada. 20.05 Golf. En direct du Golf de Hambourg : open d'Allemagne. 21.00. 22.00 Remède-vous à Roland-Garros. 23.00 Formule 1. Résumé. Grand Prix du Canada. 0.00 Rugby. Coupe du monde. Les deux premiers quarts de finale (90 mn).

CINÉ CINÉFIL 20.45 Le Club. Invité : Daniel Toscani du Plantier. 22.05 Le Meilleur du cinéma britannique (15/66). Les Grands Destinés. 11/62. Sport et cinéma. 23.00 Police spéciale. Film américain de Samuel Fuller (1964, N, v.o.).

CINÉ CINÉMAS 18.40 Documentaire. 19.35 Le Nouveau Bazar de Ciné Cinémas. 20.30 Téléfilm : Les invités de huit heures. De Ron Lagomarsino avec Lauren Bacall. 22.05 Documentaire 1. 23.00 L'Apocalypse. Film avec de Theo Angelopoulos (1986, v.o.).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.32 Poésie sur parole (rediff.). Spécial Jose Antonio Arte. 20.00 Le Temps de la danse. Festival Le Chorégraphie, à Tours, avec Daniel Laroche. 20.30 Photo-portrait. Jean-Louis Schesser, écrivain. 20.45 Fiction. Vladimir Jankélévitch. L'Amour philosophe, de Ward Raving. En association avec le Magazine Littéraire. 22.35 Musique : Opus. Jankélévitch, philosophe musicien. (Œuvres de Chopin, Liszt, Fauré, Debussy, Ravel, Satie, Albeniz, De Falla, Stravinsky, Bartók, Mompou. 0.05 Clair de nuit. Albert Russo, écrivain. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Entretien avec Kostas Axelos (2) : 2.24, Le Jardin de Flore (5). 2.35, Récital Alvaro Mutis : 3.04, Eugen Drewermann, le théologien suspendu : 4.29, Le Jardin de Flore (2) : 4.39, Georges Walter (Les Pleurs de Babel) : 5.06, La Petite Fabrique du bonheur (Manna Schygulski) : 5.57, Profits perdus : Hassan Fathy (2).

FRANCE-MUSIQUE 19.15 Soliste. Alfred Brendel, piano. Trois Impromptus pour piano 0 946, de Schubert. Danse macabre, de Liszt; Der Wandler an den Mond 0 870, de Schubert. 20.05 Soirée lyrique. Donné les 30 mai, 3 et 5 juin, à l'Opéra national de Paris. Les Caprieti et les Montaigne, de Bellini, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra national de Paris, dir. Bruno Campanella, sol. Jeffrey Wells (Capello), Laura Claycomb (Giulietta), Jennifer Lamm (Norma), Gregory Kunde (Tebaldo), Pietro Spagnoli (Lorenzo). 23.00 Musique pluriel. Concert donné le 27 mars, au Centre Georges Pompidou, par l'Ensemble de l'Université, dir. Pascal Roghe; Zeimasse, de Stockhausen; Plötzlich, de Blondeau (création mondiale); Mes Beattitudes, de Pesson (création mondiale); Parafraze 2, de Nova (création mondiale). 0.05 Auto-portrait. Françoise Lasserre, de l'Ensemble Alauda. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector. Œuvres de Saint-Saëns, Franck, Fauré, Janacek, Kodaly, Ligeti, Prokofiev, Copland, Shostakovich, Lewis, Grant-Still, Britten, Elgar, Brahms, Mendelssohn, Beethoven, Boccherini, Albinoni, Leduc.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

DIMANCHE 11 JUIN

| TF 1 | FRANCE 2 | FRANCE 3 | M 6 | CANAL + | LA CINQUIÈME |
|--|---|--|--|--|--|
| <p>12.30 Journal.</p> <p>12.45 Magazine : <i>A vrai dire</i>.</p> <p>12.50 Sport : <i>Rugby</i>. En direct de Cape Town. Coupe du monde : quart de finale.</p> <p>14.45 Série : <i>Arabesque</i>.</p> <p>15.35 Série : <i>La Rebelle</i>.</p> <p>16.38 Disney Parade.</p> <p>17.40 Divertissement : <i>Vidéo gag</i>.</p> <p>18.10 Des millions de copains.</p> <p>19.10 Magazine : <i>F 1 à la Une</i>.</p> <p>19.30 Journal.</p> <p>19.45 Météo.</p> <p>19.50 Elections municipales, premier tour (et 23.10). Présenté par Patrick Poivre d'Arvor et Gérard Carreyrou.</p> <p>21.00 Sport : <i>Formule 1</i>. En direct du circuit Gilles Villeneuve à Montréal. Grand Prix du Canada.</p> <p>23.05 Rugby, Terroir, La Minute sportive.</p> <p>0.20 Série : <i>Chapeau melon et bottes de cuir</i>.</p> <p>1.15 Journal, Météo.</p> <p>1.25 Programmes de nuit.</p> | <p>DIMANCHE • MIDI</p> <p>Jean d'ORMESSON</p> <p>à l'Heure de Vérité</p> <p>12.00 L'Heure de vérité (et 3.35). Présenté par Alain Duhamel. Avec Jean d'Ormesson.</p> <p>12.55 Météo (et 13.15).</p> <p>13.00 Loto, Journal, Point Route.</p> <p>13.25 Série : <i>L'Homme à la Roile</i>.</p> <p>14.15 Sport : <i>Tennis</i>. En direct de Roland-Garros. Finale hommes.</p> <p>17.25 Cousteau à la redécouverte du monde. Le Adam : les îles invisibles.</p> <p>18.25 Magazine : <i>Stage 2</i> (et 4.50).</p> <p>19.20 Météo, Tennis.</p> <p>19.40 Journal.</p> <p>19.50 Elections municipales, premier tour (et 22.25). Soirée présentée en direct par Daniel Billaud et Bruno Mazure. Avec Arlette Chabot, Jean-Michel Caporin, Alain Duhamel.</p> <p>20.50 Cinéma : <i>Rodeo Aléa</i>. Film français de Philomène Esposito (1992).</p> <p>0.00 Les Films Lumière.</p> <p>0.05 Journal, Météo.</p> <p>0.15 Musiques au cœur. Pavotti à Modène. Avec Nuccia Focile, soprano, le Royal Philharmonic Orchestra, dir. Maurizio Benini. Œuvres de Puccini, Lehar, Mascagni.</p> <p>1.25 Programmes de nuit.</p> | <p>12.00 Télévision régionale.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.05 Documentaire : <i>Les Chng Continents</i>. Tigrone, de Mika Kaurismäki. En 1954, le réalisateur américain Samuel Fuller s'envole pour la forêt amazonienne pour la préparation d'un film qui ne se fera jamais. Quarante ans plus tard, il retourne accompagné de Jim Jarmusch.</p> <p>14.10 Série : <i>New York District</i>.</p> <p>15.00 Téléfilm : <i>Tremblement de cœur</i>. De Thomas Schiame.</p> <p>16.35 Tigrone à Chantilly. En direct, Grand Prix de Diane.</p> <p>17.15 Série : <i>Brigade criminelle</i>.</p> <p>17.45 Magazine : <i>Lignes de mire</i>. Présenté par Jacques Chancel.</p> <p>18.45 Elections municipales, premier tour (et 22.35). Soirée présentée par Gilles Leder, Elise Lucet, Roland Cayrol et Catherine Metausch.</p> <p>22.30 Flash d'information (et 0.00).</p> <p>0.20 Cinéma : <i>La Colline des hommes perdus</i>. Film américain de Sydney Lumet (1965, v.o.). Avec Sean Connery.</p> <p>2.25 Musique : <i>Musique Graffiti</i>. Ecco Respira Appena, de Cilea, par Montserrat Caballé, soprano, Manuel Burgueras, piano (10 mn).</p> | <p>12.25 Série : <i>Mariés, deux enfants</i>.</p> <p>12.55 Série : <i>Un flic dans la mafia</i>.</p> <p>13.50 Sport : <i>Grand Prix moto</i>. En direct de Mugello. Le Grand Prix d'Italie.</p> <p>15.20 Magazine : <i>Fréquentat</i> (et 2.30). Clémentine Célérier.</p> <p>16.20 Série : <i>Les Cadavres exquis de Patricia Highsmith</i>. Légitime défense.</p> <p>17.25 Téléfilm : <i>Mémoires dans l'espace</i>. De Steven Hillard Stern. (Rediff. du 7 juin).</p> <p>18.55 Série : <i>Mission impossible</i>, vingt ans après.</p> <p>19.54 Six minutes d'informations, Météo.</p> <p>20.00 Série : <i>Filles à papas</i>.</p> <p>20.40 Sport 6 (et 1.05).</p> <p>20.45 Cinéma : <i>Opération Green Ice</i>. Film britannique d'Ernest Day (1982).</p> <p>22.50 Magazine : <i>Culture pub</i>.</p> <p>23.20 Spécial élections.</p> <p>23.30 Téléfilm : <i>Frison</i>. De Bruno Gabrino.</p> <p>1.15 Boulevard des clips (et 5.55).</p> <p>3.25 Rediffusions.</p> | <p>12.30 Flash d'informations (et 14.45, 19.30, 22.15).</p> <p>12.35 Magazine : <i>Télé dimanche</i>. Présenté par Michel Denot.</p> <p>13.35 La Semaine des Guignols.</p> <p>14.05 Série : <i>Babylon 5</i>.</p> <p>14.50 Dessin animé : <i>Profession critique</i>.</p> <p>15.15 Sport : <i>Rugby</i>. Nouvelle-Zélande-Ecosse. Match de quart de finale de la Coupe du monde, en direct de Pretoria; 15.30, Coup d'envoi.</p> <p>17.10 Documentaire : <i>Le Perroquet des neiges</i>. De Rod Morris. Au sud de la Nouvelle-Zélande, vit une race de perroquets uniques au monde. Ils nichent en haute montagne, à plus de 2 000 mètres.</p> <p>18.00 Cinéma : <i>Un flic et demi</i>. Film américain de Henry Winkler (1992).</p> <p>En clair jusqu'à 20.35</p> <p>19.40 Ça cartoon.</p> <p>20.30 Le Journal art. Présenté par Jean Teulé. Rubriques : Une histoire d'art; Une nouvelle du art; Une vache du art.</p> <p>20.35 Cinéma : <i>King of the Hill</i>. Film américain de Steven Soderbergh (1993).</p> <p>22.20 L'Equipe du dimanche. Présenté par Pierre Sled. L'actualité.</p> <p>1.30 Sport : <i>Basket-ball américain</i>. Finale NBA du match n° 3. Houston Rockets-Orlando Magics. (180 mn.).</p> | <p>12.00 Feuilleton : <i>Schulmeister, espion de l'empereur</i> (17/13).</p> <p>13.00 Jeu : <i>Ca déminage</i>.</p> <p>13.30 L'Esprit du sport.</p> <p>14.30 Les Grandes Séductrices. Elizabeth Taylor. Vedette des fêtes de nuit, avec Lasse Lenn, Elizabeth Taylor mena une longue carrière hollywoodienne avant de se consacrer à la lutte contre le sida.</p> <p>15.30 Jeux d'encre.</p> <p>16.00 A la découverte de l'Antarctique.</p> <p>17.00 Le Sens de l'Histoire. La reconstruction : la troisième bataille de France (1944-1958), de Patrick Cabouat et Henri de Turenne.</p> <p>18.30 Va savoir. Présenté par Gérard Klen. Les volcans d'Auvergne.</p> <p>18.55 Le Journal du Temps.</p> <p>20.30 8 1/2 Journal.</p> |

CÂBLE

TVS 15.00 Tennis. En direct. Internationaux de France : finale messieurs. 19.00 30 millions d'amis (et 21.55). 19.25 Météo des cinq continents. 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 52 sur la Une. 21.00 Les Heures chaudes de Montparnasse. De Jean-Marie Drot (13/13). Un homme parmi les hommes : Alberto Giacometti. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Un mauvais fils. Film français de Claude Sautet (1980). 0.25 3000 scénarios contre un virus. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3 (30 mn).

PLANÈTE 19.20 Vendanges, histoire mondiale du vin. De Michael Gill (21/3). Du culte du vin au vin du culte. 19.45 Le Moine et l'Abbesse. D'Allen Jewhurst et David Taylor (2/2). La Reine noire du Kilimandjaro. 20.30 Thunderbolt. De William Wyler. 21.15 Apotomie d'une passion. De Nina Barbier. 22.00 Le Chant des harmoniques. De Hugo Zemp. 22.40 Les Derniers Carthageurs du Nord. De Maurice Ferlet. 22.50 Les Ailes de légende. De Barry Cawthorn (31/38). Corsair H4U. 23.45 Afrika Blues. D'Andreas Eicher et Gilles Wolff (60 mn).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Jean-Edem's

Club. 20.00 Aux arts et caetera. 20.30 L'Album. 21.00 Ruby. Film américain de John McKeown (1992, v.o.). 22.50 Concert : Michel Portal et Louis Salas. 0.15 L'Album. 0.45 Le Canal du savoir. Jean Guilleu, organisateur (60 mn).

CANAL J 18.00 Les Miroirs du temps. 18.30 Série : Deux ans de vacances. 19.30 La Panthère rose.

CANAL JIMMY 20.00 Série : Seinfeld. 20.30 Série : Dream On. 20.55 Top bû. 21.35 Série : Monty Python's Flying Circus. 22.10 Chronique New Age. 22.15 La Semaine sur Jimmy. 22.25 Série : New York Police Blues. 23.10 Le Meilleur du pire. 23.45 Série : Les Envahisseurs. 0.40 Les 24 heures de tracteurs anciens (40 mn).

SÉRIE CLUB 19.45 Série : Miami Vice (et 23.50). 20.35 Le Club. 20.45 Série : Les Incorruptibles, le retour. 22.15 Série : Les Têtes brûlées. 23.00 Série : Mystères à Santa Rita. 0.40 Série : Commissaire Remington (90 mn).

MCM 19.30 Hit des clubs. 20.00 MCM Mag (et 1.00). 20.30 MCM Euro-musiques. 21.30 MCM Rock Legends club. Pink Floyd. 22.30 Cinémascope. Canins 95. 23.00 Concert : Traponen Pal. Enregistré au Monde de l'Art en décembre 1994. 0.30 Blah-Blah Métal (30 mn).

MTV 20.00 The Pulse. 20.30 News : Wee-

kend Edition. 21.00 120 Minutes. 23.00 Beavis and Butt-head. 23.30 Headbangers' Ball (50 mn).

EUROSPORT 11.55 Motocyclisme. En direct de Mugello : Grand Prix d'Italie. 15.20 Formule 1. (et 20.00) En direct de Montréal : Grand Prix du Canada, le warm-up. 16.05 Tennis. En direct. Internationaux de France : finale messieurs. 22.00 Formule Indy. En direct de Belle Isle (Michigan). Grand Prix de Detroit. 0.00 Rugby. Coupe du monde. Les deux derniers quarts de finale (90 mn).

CINÉ CINÉFIL 19.10 Le Club. Invité : Daniel Toscani du Plantier. 20.30 Le Scandale Costello. Film britannique de David Miller (1956, N.). 22.10 La Rose de Broadway. Film américain de Gregory Ratoff (1939, N, v.o.). 23.40 Olyse. Film britannique de Joseph Strick (1967, N, v.o., 125 mn).

CINÉ CINÉMAS 18.00 Sept secondes en enfer. Film américain de John Sturges (1967). 19.40 Documentaire. 20.35 Les Gaspards. Film français de Pierre Thérion (1974). 21.05 Manhattan Project: The Deadly Game. Film américain de Marshall Brickman (1986). 23.55 Rocky 3 : L'œil du tigre. Film américain de Sylvester Stallone (1982, v.o., 100 mn).

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.30 Flash spécial élections municipales. 20.35 Atelier de création radiophonique. Jean Rouch - Palabras. 22.30 Emission spéciale élections municipales. 23.00 Le Concert. Enregistré le 20 janvier au Théâtre de la Ville, à Paris. Musiques traditionnelles d'Algérie. Alla, joueur de oud. 0.10 Clair de nuit. Tentatives premières : Le musée Dupuyren, visite et commentaires par Mme Thérèse, par Olivier Chaumelle; Rub a dub dub; Remanences : Vertes vierges; La durée du oui; Coronar. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Musique aujourd'hui. Concert donné le 1^{er} juin, à la salle Olivier Messiaen, à Radio-France, par le Quatuor Alkan-Enesco : Quatuor à cordes n° 4 Hindem, de Werner (création mondiale); Garbo, la solitaire, de Closter (création mondiale); Sonia Wieder-Atherton, violoncelle; Quatuor à cordes, de Chaynes. 21.30 Voix souvenirs. Le Barber de Séville, de Rossini (extraits des actes I et II), par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Bucarest, dir. Mihai Bredeanu, sol. Nicolae Herlea (Figaro), Magda Inelouscu (Rosina) (1960). 22.30 Les Greniers de la mémoire. Witold Lutoslawski. Concerts dirigés par le compositeur. 23.00 Les Magiciens de la terre. France : les maîtres de la ville à roue, avec Pierre Imbert; Chants de marins bretons par Arnaud Maisonneuve et le groupe Cabestan, enregistrés à la Maison de Radio-France le 15 juin. 0.05 Les Muses en dialogue. Musique médiévale : Dominique Vellard et l'Ensemble Gilles Binchois; Œuvres de De Lescurel, Perotin Le Grand, manuscrit de Las Huelgas. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.

DISQUES - CD - LIVRES - FILMS

50 000 disques et CD
2000 000 livres
26 000 films

36 15 LEMONDE
1,10 F la semaine

CINEMA

Vous recherchez Godard ?

36 15 LEMONDE
2,10 F la semaine

20.40 Soirée thématique : *La Légion étrangère*. Proposée par Bertold Runge. Passé et présent d'une formation militaire fondée en 1831, en Algérie, et composée de volontaires. Aujourd'hui 25 % des candidatures proviennent d'Europe de l'Est.

20.41 Paroles de Légion. De Martine Jouando.

21.25 La Légion est notre patrie. Histoire et légende, de Wilhelm Reschl.

22.10 Débat (et 23.55). Le rôle et le mythe de la Légion. Animé par Hervé Claude, avec Pierre Mesmer, Philip Rosenthal, le colonel Laffly.

22.25 Cinéma : *Morocco*. Film américain de Josef von Sternberg (1930, N, v.o.).

0.20 Bibliographie.

1.30 L'Autobus du siècle. L'Obéck-Riga-Saint-Petersbourg (rediff., 52 mn).

Corrigé du bac

par Alain Rollat

- PEUT-ON COMPARER l'histoire de l'humanité à l'histoire d'un homme ?
- C'est prendre le risque du non-sens.
- Y a-t-il de bons préjugés ?
- Les sectaires le prétendent.
- Une passion sans illusion est-elle possible ?
- Demandez aux amis de François Mitterrand.
- Peut-on tout justifier ?
- Hitler et Staline savaient le faire et ils ont fait des péchés.
- L'imagination est-elle nécessairement trompeuse ?
- A Sarajevo, l'imagination de la paix l'est assurément.
- Peut-on être indifférent à la vérité ?
- La question ne traumatise plus personne depuis qu'on a inventé le tranquillisant de l'action humanitaire.
- La science ne fournit-elle que des certitudes ?
- Voir Molière.
- Est-ce la nécessité qui pousse l'homme à travailler ?
- Demandez aux chômeurs.
- Peut-on dire que la perception est une connaissance ?
- Platon et Jürgen Habermas ont pas fini d'en débattre...
- Peut-on être heureux sans être libre ?
- Oui ! Sur ce point, les esclavagistes sont formels.
- L'avenir doit-il être objet de crainte ?
- Celui qui a la conscience

tranquille ne se pose pas la question.
- L'opinion peut-elle être le guide du pouvoir politique ?
- Les instituts d'opinion font commerce de cette interrogation.
- Quelle est la fonction première de l'Etat ?
- Selon Machiavel, qui admirait Lycurgue parce qu'il avait donné à Sparte un régime institutionnel « qui se soutient plus de huit cents ans dans la plus parfaite tranquillité », la seule question qui importe, en politique, est la durée du gouvernement. Selon Spinoza « l'Etat le meilleur est celui où les hommes vivent dans la concorde ». Entre Machiavel et Spinoza, où se situe Jacques Chirac ?
- Les sciences humaines nous disent-elles ce qu'est l'humanité ?
- Le pape en doute, mais il est le pape.
- Le plaisir est-il l'origine et la fin de l'art ?
- Relire le Kama-Sûtra.
- Y a-t-il un intermédiaire entre savoir et ignorance ?
- Il y a un abîme.
- L'expérience de la beauté passe-t-elle nécessairement par l'œuvre d'art ?
- Qu'en pensent les esthètes nocturnes de Nohy-le-Grand ?
- Les connaissances scientifiques peuvent-elles servir à lutter contre le fanatisme ?
- Bon sujet de réflexion pour l'académie d'Alger.

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Europe : le parti du chancelier Kohl lance de nouvelles propositions sur l'Union 2
Russie-Ukraine : les deux pays mettent un terme à leur querelle sur la flotte de la mer Noire 3

FRANCE

Elections municipales : la lutte contre l'exclusion, nouvelle priorité des maires 5

SOCIÉTÉ

Violences : une information judiciaire est ouverte après les incidents de Nohy-le-Grand 8

HORIZONS

Histoire : il y a cinquante ans, de Gaulle, président du gouvernement provisoire, affrontait les Allemands à l'occasion de l'occupation du Piémont par les troupes françaises de l'armée des Alpes 10
Éditoriaux : Rushdie sans garanties ; La police face aux jeunes 11
Au courrier du Monde 11

Tirage du Monde daté samedi 10 juin : 489 061 exemplaires 3

Lundi, un numéro spécial du « Monde » sur le premier tour des élections municipales

L'ÉDITION du Monde de lundi (datée 13 juin), au lendemain du premier tour des élections municipales, sera mise en vente une heure plus tôt. A cette occasion, Le Monde publiera un cahier spécial de 24 pages donnant les résultats détaillés du scrutin, région par région, département par département, dans près de huit cents villes, assortis des commentaires de nos correspondants.

Le premier cahier de ce numéro consacrera huit pages aux informations, commentaires, analyses, reportages sur le premier tour du scrutin municipal. Il comprendra également la plupart de nos rubriques habituelles (international, société, culture, programmes radio-télévision). Nous avons dû exceptionnellement supprimer nos pages Débats, Loin et Conjoncture, ainsi que notre guide culturel, la chronique d'Agathe Legaret et plusieurs rubriques de notre page Agenda, notamment la météo. L'horaire avancé du bouclage nous a contraints à renoncer aussi aux cotations boursières. Nos lecteurs retrouveront dans les numéros suivants les pages dont ils auront été provisoirement privés.

■ ESPACE : Ariane a réussi avec succès son 74^e lancement, samedi 10 juin à 2 h 24, heure de Paris, du centre spatial européen de Kourou (Guyane-Française). La fusée a placé en orbite un satellite de télévision américain pour le compte de DIRECTV. Il s'agit du dernier d'une série de trois satellites appelés à retransmettre des émissions de 150 chaînes de télévision des États-Unis et du Canada. Le coût du satellite, du lancement et de l'assurance serait estimé à 225 millions de dollars (1,125 milliard de francs environ).

■ RAUL GARDINI s'est bien suicidé, selon le magistrat chargé de l'enquête sur le décès de l'homme d'affaires en 1993. L'ancien président du géant de l'industrie agro-alimentaire Ferruzzi Finanziaria SpA avait été retrouvé mort dans son appartement milanais par la police qui s'appuyait à l'arrestation pour corruption. Le fait que Raul Gardini ait été tué d'une balle en pleine tête et que l'arme ait été retrouvée sur une commode éloignée du cadavre avait pu faire penser à un assassinat. Mais le juge pense que l'arme a été déplacée par les membres de la famille.

Les États-Unis haussent le ton sur la libéralisation des services financiers

LES NÉGOCIATIONS en dérogation des accords du GATT sur l'ouverture réciproque des marchés des services financiers (assurance, banque et courtage), considérées comme « stratégiques » par les Américains, sont dans l'impasse. Elles doivent théoriquement aboutir le 30 juin mais elles sont bloquées par la bataille qui oppose les États-Unis, soutenus ici par l'Europe, à un certain nombre de pays en voie d'industrialisation rapide d'Asie et d'Amérique latine. Entre les Occidentaux, l'ouverture des marchés est acquise, mais les pays moins développés hésitent à ouvrir leur secteur financier naissant à la concurrence redoutable des grandes firmes du Nord, de peur d'une compétition inégale. Par ailleurs, le Japon, en dépit de ses promesses de libéralisation, n'a pas satisfait entièrement les demandes des Américains qui espèrent lui arracher quelques concessions supplémentaires, plus particulièrement dans le domaine de l'assurance et de la gestion des fonds de pensions.

À la suite de cela, « je ne pourrais recommander d'accepter » les offres qui sont sur la table, a déclaré vendredi 9 juin l'un des principaux négociateurs américains, Dick Wolf, en affirmant également qu'il n'y avait pas de raison d'envisager la prolongation des négociations : « Je ne vois pas pourquoi il faudrait six semaines pour faire ce qui est réalisable en trois ». Le secrétaire américain au Trésor Robert Rubin avait estimé, jeudi 8 juin, devant la commission bancaire du Sénat, que les propositions faites par certains pays étaient « inappropriées ».

États-Unis avaient accepté avec le soutien des Européens un arrangement provisoire lors de la conclusion des accords du GATT sur la libéralisation du commerce international, en décembre 1993. Les Américains ont menacé, si ce problème n'est pas résolu le 30 juin 1995, d'accorder un traitement préférentiel aux pays qui auront ouvert leur marché, contrevenant aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui exigent un traitement égal pour tous.

« Certains marchés très importants veulent continuer à limiter le nombre d'autorisations accordées aux firmes étrangères. D'autres veulent empêcher complètement l'entrée de groupes étrangers », a estimé M. Rubin. Les pays membres de l'OMC ont jusqu'au 15 juin pour remettre leurs propositions définitives.

M. Debré souhaite durcir le code pénal pour les étrangers

DANS UN ENTRETIEN au Figaro des 10 et 11 juin, le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, se dit favorable à une réforme du code pénal qui permettrait de prononcer des interdictions de territoire contre les étrangers dits « protégés » (parents d'enfants français et époux de Françaises), qui ont des liens particuliers avec la France.

Par ailleurs, malgré les déclarations de la chancellerie assurant qu'aucune réforme de l'ordonnance de 1945 sur la justice des mineurs n'est en cours, M. Debré regrette une nouvelle fois que les jeunes délinquants bénéficient d'un « sentiment d'impunité ». Enfin, le ministre estime que l'action des renseignements généraux doit « évoluer » et que le partage des tâches entre la gendarmerie et la police doit être clarifié.

La tension entre Tokyo et Washington provoque un coup de froid à Wall Street

Les négociations sur l'automobile doivent reprendre à Genève

À LA VEILLE de la reprise des négociations, lundi 12 juin, entre Américains et japonais sur l'ouverture du marché nippon de l'automobile et à l'approche de l'entrée en vigueur, le 28 juin, des sanctions unilatérales annoncées par Washington contre le Japon, la tension est toujours aussi vive entre les deux pays. Des rumeurs selon lesquelles le ministère japonais des Finances aurait recommandé aux investisseurs japonais de délaisser les fonds d'État américains en représaille aux sanctions américaines, ont fait chuter Wall Street et le marché obligataire, vendredi 9 juin (lire nos chroniques pages 14 et 15).

Jugés sans fondement par la plupart des opérateurs et démentis par les autorités japonaises, ces bruits ont néanmoins causé de gros dégâts. Ils n'auraient peut-être pas eu un tel impact sans le doute qui s'est installé dans la communauté financière vis-à-vis des placements en dollars. Les financiers ont du mal à apprécier la situation de l'économie américaine parce qu'ils ignorent si le coup de frein donné par la banque centrale a été bien dosé (supprimant les menaces inflationnistes) ou trop brutal (provoquant une récession). Quoiqu'il en soit, au plus mauvais moment de la séance, l'indice Dow Jones a perdu plus de 50 points avant de rebondir en clôture à 3458 points (0,78 %) tandis que les taux d'intérêt à long terme

remontaient en flèche sur le marché obligataire. Le rendement des obligations du Trésor à 30 ans a chuté à 6,73 % contre 6,60 % jeudi.

« La balle est dans le camp du Japon », continuent d'affirmer les autorités américaines qui réclament qu'il ouvre son marché, notamment aux importations de pièces détachées automobiles. Les négociateurs américains veulent rester « au niveau technique » et refusent d'entrer sur le terrain des Japonais qui exigent de faire porter les discussions sur le fait de savoir si les demandes américaines sont ou non en conformité avec les règles de la nouvelle organisation mondiale du commerce (OMC), née au début de l'année et basée à Genève.

NOUVEAU REFUS

Ce débat sur l'automobile a pris une importance diplomatique et commerciale parce qu'il déterminera la puissance dont disposera l'OMC pour la mise en ordre du commerce mondial, notamment face aux États-Unis, la première puissance économique du monde. Il n'est pas anodin dans ce contexte de savoir si l'Union européenne peut, « parce qu'elle y a un intérêt spécial », prendre part aux négociations comme elle le demande. L'Europe qui craint d'en faire les frais, motive sa demande de participation en référence à l'OMC et aux sanctions unilatérales améri-

caines. Et c'est bien entendu ce qui gêne les Américains puisque c'est aller dans le sens du Japon. C'est pourquoi les Américains ont réitéré leur refus, vendredi 9 juin, à la demande de l'Europe. Cette participation reste donc en suspens alors que celle de l'Australie semble, pour une raison mal expliquée, acquise.

Lundi les négociations à Genève porteront pour l'essentiel sur ces aspects juridiques. Le fond devrait être traité entre les responsables du G7 qui réunissent les sept grandes puissances à Halifax au Canada du 15 au 17 juin. Officiellement, il ne sera pas question d'automobile, mais l'affaire devrait être négociée dans les coulisses. Ils s'attendent que les Japonais accepteraient de faire un pas si Washington leur fait plus d'un pas. Le gouvernement de Tokyo, face à ses industriels. Le gouvernement nippon, pour des raisons, intérieures, ne peut en effet les accepter.

En mai, les importations japonaises d'automobiles ont cru de 21 % par rapport à mai 1994 pour représenter 26 000 voitures. Soutenues par la force du yen, les importations, dont une partie importante est faite de voitures nipponnes fabriquées aux États-Unis, progressent pour le 19^e mois consécutif. Le débat perd un peu de sa consistance commerciale mais garde tout son poids symbolique et juridique.

La grève à l'Opéra de Paris se poursuit malgré un accord salarial

UN ACCORD sur la base d'une augmentation de 3,2 % de la masse salariale, applicable pour 1995 à tous les personnels de l'Opéra de Paris, a été signé, vendredi 9 juin, entre la direction et quatre syndicats sur six de l'établissement. Mais cet accord, approuvé par FO, la FSU (ex-FEN), la CFTC et la CGC, ne règle rien en matière de grève. Les personnels techniques le 16 mai, qui a entraîné l'annulation de sept soirées lyriques et d'une soirée de danse, et qui a provoqué une perte de recettes évaluée par la direction à environ 7 millions de francs.

La CGT et la CFTD, les deux syndicats majoritaires à l'Opéra de Paris, ont en effet refusé de signer cet ac-

cord salarial. Ainsi, la grève des techniciens de plateau CGT du vendredi 9 juin a de nouveau entraîné l'annulation des Capulet et Montaigne, de Bellini. En outre, la CGT a rejoint la CFTD dans un préavis déposé pour le 12 juin. Les deux syndicats souhaitent régler la question de l'intégration des primes aux salaires, ainsi qu'obtenir le paiement des jours de grève. Par ailleurs, un nouveau désaccord entre direction et syndicats a surgi autour des conditions de la mise en œuvre du plan social, qui prévoit la suppression de 71 postes. En revanche, depuis jeudi 8 juin, le Ballet a pu présenter, à l'Opéra de Paris Bastille, la reprise de son spectacle de danse Nijinska-Nijinski.

La loi Evin ne s'applique pas à la presse étrangère vendue en France

LE NOUVEAU OBSERVATEUR, VSD et l'Événement du Jeudi, qui avaient entamé une action en référé contre des publications allemandes et américaines, pour concurrence déloyale, ont été déboutés par le tribunal de commerce de Paris, jeudi 8 juin, et condamnés à payer des dommages et intérêts. Les trois hebdomadaires avaient attiré l'attention du tribunal sur le fait que des titres étrangers étaient autorisés à la vente en France alors qu'ils étaient en infraction avec la loi Evin qui interdit, en principe, toute publicité pour le tabac et les alcools.

Le tribunal ne nie pas que la presse étrangère soit en infraction, mais remarque que les magazines ne sont pas qualifiés pour agir. Le jugement précise que « dans un accord diplomatique officieux récent, le ministre de la Justice français aurait assuré aux éditeurs allemands qu'ils ne seraient pas poursuivis ».

■ LE GROUPE AMÉRICAIN ITT a annoncé vendredi 9 juin avoir conclu la vente de ses dernières activités de prêts immobiliers et de réassurance pour un montant total de 5,5 milliards de dollars (25 milliards de francs). Ces opérations achèvent un processus de ventes d'un ensemble valant 13 milliards de dollars. ITT veut se concentrer sur l'équipement électronique, les assurances et l'hôtellerie.

■ MICROSOFT fait l'objet d'une nouvelle enquête anti-trust. Les services du département américain de la justice ont demandé aux principaux concurrents de Microsoft de leur faire parvenir le plus rapidement possible leurs arguments documentés sur le futur service en ligne du géant des logiciels, Microsoft Network (MSN), à-t-on appris auprès de ces sociétés. Ce logiciel serait inclus dans la nouvelle version de Windows doit être lancée le 24 août. Comme l'actuelle version de Windows équipe 85 % des micro-ordinateurs vendus dans le monde, Microsoft pourrait étendre sa suprématie aux logiciels de services en ligne. (AFP)

■ EUROSTAR : le tribunal de grande instance de Paris a jugé, vendredi 9 juin, à la demande de la société parisienne de messagerie Eurostar, dont le siège est dans le 12^e arrondissement à Paris, que l'appellation « Eurostar », pour désigner le train à grande vitesse Paris-Londres, constituait une contrefaçon. L'entreprise publique a six mois pour cesser d'utiliser le nom d'Eurostar. Passée ce délai, elle devra payer une astreinte de mille francs par infraction constatée, précise le jugement. La SNCF a précédé, dans un communiqué, qu'elle se réservait la possibilité de faire appel. Mais on peut supposer qu'elle recherchera un arrangement amiable avec la société Eurostar.

■ JACQUES RAIMAN quitte GSI. La société de services informatiques dont M. Balladur avait été le président jusqu'en 1986 et qui avait fait l'objet d'une polémique pendant la campagne électorale est désormais « en bonne santé », explique M. Raiman son cofondateur dans un entretien avec le Figaro du samedi 10 juin. Revenu aux commandes à l'automne dernier parce que l'entreprise était « en difficulté », M. Raiman estime avoir rempli sa tâche de redressement, les mesures « douloureuses » (départ de personnels dont des cadres fondateurs), selon M. Raiman, porté leurs fruits.

SPECIAL
fête des pères

rotring

Trio-pen
Hi-lite
le stylo qui se

META MOR PHOSE

Un coup d'oeil,

un coup de ponce,

Il devient...

- surligneur
- stylo bille
- porte-mine

rotring

Berlusconi
vainqueur
référendums
l'audiovisuel

Le premier tour de l'implantation du

L'entrée d'or et de...

Attentat meurtrier
Medellin

Internet séduit
grand public

la rentabilité
du transport aérien

Alain CARIG

Alain Carig
Une sa...
dans le...